

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives

11 mars 2012 : ensemble, réagissons !



Sommaire

11 mars 2012 : ensemble réagissons !	P. 3
Allemagne : une chaîne humaine de 120 000 personnes	P. 4
Actions et vie des groupes	P. 5
Contre les transports radioactifs...	P. 9
Valognes : la désobéissance civile gagne du terrain	P. 10
Ces effarants convois de missiles nucléaires	P. 12
La sortie du nucléaire marque des points !	P. 14
31 143 lettres ouvertes !	P. 18
Accord PS-EELV : un renoncement	P. 21
Présidentielles : nos revendications	P. 22
Bure : un projet monstrueux à stopper	P. 24
Les disparus de Fukushima	P. 25
Overdose de rayons X à Ranguéil	P. 29
Le divorce Proglio-Lauvergeon	P. 30
Le sacrifice de l'énergie	P. 32
Vite, des infos !	P. 34
"Setsuden", les mesures d'économie d'électricité au Japon	P. 36
La "Maison à Moucharabieh"	P. 39
Économies d'énergie à Paris	P. 40
Un village turc se passe du réseau électrique	P. 42
Palestine : être autonome avec les renouvelables	P. 43
Allemagne : la révolution énergétique accélère la sortie de crise	P. 45
Vers des scénarios de sécurité non-nucléaire	P. 48
Essais nucléaires : un thème auquel l'édition s'intéresse enfin	P. 49
À livres ouverts...	P. 50

Photo de couverture :
© Kai Löffelbein-Campact

Tous ensemble pour la transition "énerg'éthique" !

Sortir du nucléaire, sans rentrer dans le gaz de schiste ni rester englués dans le pétrole, nécessite de repenser la société dans son ensemble, pour réduire notre consommation d'énergie. C'est d'abord cela, la transition énergétique.

Mais pour que le terme ne soit pas récupérable, parlons plutôt de transition "énerg'éthique" car il nous faut considérer l'énergie au sens large, la relier à nos valeurs : la solidarité, le partage, la sobriété... l'énergie renouvelable, c'est aussi celle de l'humain !

La transition "énerg'éthique", c'est passer d'un système industriel aveugle à une économie de services et d'échanges, où l'on valorise, répare, recycle, composte ; où l'on produit localement dans le respect de la nature ce que l'on consomme localement — et où l'on soumet toute production à cette question fondamentale : "pourquoi ?", et non plus seulement : "comment ?". Elle serait éminemment créatrice d'emplois et porteuse d'avenir pour nos enfants. Et la sortie la plus rapide possible du nucléaire est la condition sine qua non de cette transition.

Un bulletin de vote en 2012 ne suffira pas pour forcer nos gouvernants à engager cette nécessaire transition "énerg'éthique". L'accord passé en novembre entre le PS et EELV le montre : nous devons maintenir la pression sur les candidats et leur parti jusqu'à l'élection... et au-delà !

C'est en se mobilisant par dizaines de milliers que les Allemands ont obtenu une décision de sortie du nucléaire d'ici 2022. Nous aussi, nous devons établir un rapport de force avec ces élites

coupées des citoyens, qui nous imposent le danger nucléaire et la politique de l'autruche face aux enjeux environnementaux majeurs du XXI^e siècle.

Indignons-nous, mais surtout rassemblons-nous : c'est en étant nombreux que nous sommes forts.

Ainsi se met aujourd'hui en place la Convergence pour une transition énerg'éthique, initiée par les collectifs de lutte contre les gaz de schiste à Lézan dans le Gard en août dernier — nous y étions ! Cet outil est destiné à favoriser le travail commun et la mobilisation. C'est aussi le sens des journées régionales "Libérons l'énergie", initiées par Greenpeace, qui ont lieu de janvier à avril.

Et surtout, c'est tout le sens de la grande chaîne humaine, organisée par le Réseau et par SDN 26-07, qui reliera Lyon à Avignon le 11 mars 2012. Vous aussi, soyez un "maillon fort" : avec votre famille, vos amis, rejoignez la chaîne ! Surtout, n'attendez pas le 11 mars pour agir : dès à présent, parlez-en autour de vous ! Pour en savoir plus sur cette importante mobilisation, c'est facile : lisez ci-contre, ou rendez-vous sur www.chainehumaine.org

Anne Meyssignac

Administratrice suppléante
du Réseau "Sortir du nucléaire"

Mentions légales :

Revue trimestrielle
"Sortir du nucléaire" n°52 - Hiver 2011 - 2012.
Abonnement pour un an : 12 euros (4 n°).
Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge — 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret.
Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.
Corrections : Myriam Battarel.
Maquette : Projet Contact-Panique.



CPPAP : 06 013 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 19 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop : www.enercoop.org

11 mars 2012 : ensemble réagissons !

Grande chaîne humaine pour sortir du nucléaire

Le 11 mars prochain sera organisée dans toute la vallée du Rhône une grande Chaîne Humaine pour sortir du nucléaire. Un an jour pour jour après le début de la catastrophe de Fukushima, réagissons pour manifester notre solidarité avec le peuple japonais et ses générations futures sacrifiées. Réagissons pour dénoncer le risque de catastrophe nucléaire en France et pour affirmer, tous ensemble : "sortir du nucléaire, c'est possible !" D'autres pays européens le font, pourquoi pas nous ?

Mais d'où vient cette idée ?

En avril 2011, un petit groupe d'habitants de Drome-Ardèche, n'ayant pas pour habitude de militer contre le nucléaire, se sont sentis concernés et indignés par la catastrophe de Fukushima et les mensonges de l'industrie nucléaire mondiale. Partant du constat que la question de l'énergie et du nucléaire en particulier a toujours échappé aux citoyens, ils ont voulu réagir en organisant une action qui sortait des sentiers battus militants, afin de toucher un large public et de sortir du cercle des convaincus. Ils ont alors pris contact avec le groupe local Sortir du nucléaire en Drôme-Ardèche qui a rapidement décidé de s'associer au projet. Ils ont ensuite été rejoints par plusieurs groupes de la région et par le Réseau "Sortir du nucléaire". C'est ainsi qu'est né ce projet de "Réaction en Chaîne Humaine".



"Réaction en Chaîne Humaine" : kézako ?

"Réaction en Chaîne Humaine" : cette expression n'a pas été choisie par hasard. "Réaction en chaîne" d'abord en référence au processus qui produit l'énergie dans le cœur des réacteurs nucléaires. "Réaction en chaîne", ensuite, car c'est le principe même de cette action : permettre à la population de se saisir d'un débat qui lui était confisqué jusqu'à présent, et de réagir en créant une dynamique qui fait boule de neige : une chaîne de Chaînes Humaines qui se démultiplient tels les neutrons dans les réacteurs. Humaine, pour remettre le citoyen au cœur du débat, montrer que les choix énergétiques engagent son avenir et lui appartiennent. Humaine, toujours, pour se placer dans une posture ouverte, qui change des manifestations classiques, qui peuvent dissuader une partie du public. L'idée même de cette action est que le jour J, les passants croisés dans la rue puissent rejoindre la chaîne et devenir acteurs du changement.

Une fabuleuse dynamique en vallée du Rhône

Le milieu antinucléaire rhône-alpin, tout comme le mouvement français, a été marqué par la grande manifestation contre Superphénix à Malville en 1978 qui a fortement été réprimée et qui a déploré un mort, Vital Michalon. Depuis, la contestation contre le nucléaire n'a jamais pu retrouver la force de ses débuts, dans une des régions les plus nucléarisées au monde, où le lobby de l'atome est présent jusque dans les écoles pour diffuser son information mensongère.

Mais depuis le printemps dernier, c'est une fabuleuse dynamique qui s'est enclenchée. Parti de quelques habitants, ce projet mobilise aujourd'hui de nombreux groupes et collectifs. Si certains existaient déjà, d'autres se sont créés spontanément à la suite de l'organisation d'une chaîne près de chez eux. C'était d'ailleurs l'ambition des initiateurs : organiser des chaînes localement, chaque mois jusqu'au 11 mars, afin de faire connaître l'initiative, de la populariser et de donner envie de s'y investir. Premier objectif réussi ! Puisque depuis le mois de mai 2011, ce sont pas moins de dix chaînes qui ont été organisées, rassemblant à chaque fois des centaines de personnes. Consultez le site www.chainehumaine.org pour savoir si, au jour où vous lisez la revue, une chaîne est prévue près de chez vous.

Nous vous invitons à prendre part à l'action, afin de faire connaître ce grand rendez-vous national et de mobiliser. Diffusez des tracts et des affiches sur les marchés, concerts et lieux publics, mettez en place des chaînes locales avant le 11 mars. Enfin, organisez ou rejoignez des départs groupés, rejoignez le tronçon que nous vous aurons indiqué et devenez un maillon de cette fabuleuse "Réaction en Chaîne Humaine".

Chaque personne compte, et nous comptons sur vous !



25 septembre : 400 personnes à Romans-sur-Isère

Colonne de gauche : 26 novembre : 700 personnes à Valence



Les drapeaux "nucléaire, non merci !" et "trèfle barré" sont très utiles pour diffuser notre message tout au long de la chaîne !

11 décembre : 1000 personnes le long des remparts d'Avignon

Les Allemands contre le nucléaire : une chaîne humaine de 120 000 personnes

"Nucléaire ? Non merci"



Colonne de droite :
Stefan Diefenbach-Trommer,
de l'association antinucléaire
allemande Ausgestrahlt

En Allemagne, une chaîne humaine a été organisée au printemps 2010. Initiée par l'association Ausgestrahlt ("irradié", en allemand), celle-ci fut une grande réussite qui a permis de faire pression sur le gouvernement allemand. Retour sur cette action, avec Stefan Diefenbach-Trommer, qui travaille depuis l'automne 2008 pour Ausgestrahlt.

Comment l'idée vous est-elle venue ?

L'idée nous est venue... cinq mois avant seulement, à l'automne 2009, à une époque où le mouvement antinucléaire était redevenu extrêmement visible et fort en réaction à la volonté du gouvernement d'allonger la durée de vie des centrales. Suite à une manifestation de 50 000 personnes à Berlin, la décision avait été repoussée au printemps 2010.

Il était clair qu'il fallait organiser un autre gros rassemblement pour faire comprendre aux personnes au pouvoir qu'elles ne pourraient pas appliquer cette politique mortifère comme ça. Mais comment renouveler une mobilisation de dizaines de milliers de personnes sans tomber dans un rituel lassant ? Nous avons décidé de faire quelque chose de complètement nouveau et un peu fou : une chaîne humaine. Chaque personne devait comprendre que la réussite de cette chaîne de 120 kilomètres reposait sur sa propre participation !

Quelles ont été les réactions ?

Les premières réactions furent contrastées. Les uns, enthousiasmés, nous promirent tout de suite leur aide et élaborèrent des plans pour que tout se réalise. D'autres étaient très sceptiques : et si peu de gens venaient ? Et si on n'arrivait pas à faire se joindre tous les maillons, est-ce que ça n'enverrait pas un signe de faiblesse ? Une chaîne humaine, ce n'était pas un peu trop gentillet ?

Ce n'est qu'en janvier que les groupes locaux et les grosses organisations ont commencé à vraiment accepter le projet et qu'on a pu lancer la préparation. Nous avons mis en place un bureau à Hambourg avec quatre salariés sur les aspects techniques pour organiser la chaîne. Le grand défi n'était plus de mobiliser suffisamment, mais de bien répartir les gens tout le long, s'assurer que tout le monde puisse arriver.



Et le jour J ?

Le 23 avril au soir, nous avons eu un indice de la réussite car notre serveur web a planté : en masse, les gens se connectaient pour savoir à quel point de la chaîne ils devaient se rendre !



Le 24 avril 2010 fut un beau samedi ensoleillé, où 120 000 personnes se sont donné la main entre les centrales de Krümmel et Brunsbüttel, en passant par Hambourg et les rives de la mer du Nord. À quelques endroits, il a fallu étendre la chaîne avec des foulards, mais à d'autres, les gens se tassaient sur trois ou quatre rangées. Certains n'avaient eu qu'à sortir de leur maison pour participer, d'autres avaient voyagé pendant des heures en train, en bus ou en vélo. Des photographes aériens nous confirmèrent que la chaîne était complète, et les compteurs envoyèrent leurs chiffres par SMS. Même les policiers ont dû se rendre à l'évidence. Les seuls qui n'ont pas pu participer étaient des cyclistes qui parcouraient la chaîne à la recherche de trous!

[Le même jour, 20 000 personnes encerclaient la centrale de Biblis et 7000 manifestaient dans le Nord de l'Allemagne.]

Un dernier mot ?

Vivre ce moment a été tellement grandiose pour les participants qu'ils ont poursuivi leur engagement. Les cordelettes prévues pour combler les trous ont été transformées en accessoires que beaucoup portent encore en souvenir.

Six mois après, la prolongation des réacteurs a certes été actée. Mais ce sont alors 100 000 personnes qui ont envahi le quartier du gouvernement. Six mois encore après, suite à la catastrophe de Fukushima, 250 000 personnes sont sorties dans la rue... et le gouvernement a finalement décidé de fermer les centrales plus tôt que prévu !

Propos recueillis par Laura Hameaux

Photos, compte rendu (en allemand), etc. :

www.ausgestrahlt.de/mitmachen/menschenkette/rueckblick

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts des derniers mois. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions.
 Courriel : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr – Téléphone : 03 20 17 94 91

Une Convergence citoyenne pour la transition énergétique

Les 26, 27 et 28 août dernier, à Lézan dans les Cévennes, c'est une formidable aventure humaine qui avait lieu. Pendant trois jours 15 000 personnes se sont rassemblées autour de conférences, tables-rondes, ateliers pratiques et pédagogiques en petits groupes, mais aussi à l'occasion de temps plus informels comme dans le village des possibles ou lors des repas préparés par des cantines ambulantes partagés en commun ou encore le soir au camping. Initiée par la Coordination contre les gaz de schistes, rapidement rejointe par nombre d'associations et mouvements citoyens, dont le Réseau "Sortir du nucléaire", cet événement a débouché sur la signature d'une déclaration commune adoptée en assemblée plénière le dimanche 28 août. Celle-ci s'articule autour d'une volonté de créer une véritable solidarité entre des luttes thématiques et de les faire converger autour de la nécessité d'engager notre pays dans une transition énergétique. Le prochain rendez-vous de la Convergence : le Tour des Régions "Libérons l'énergie !" qui aura lieu dans onze grandes villes françaises.

Les antinucléaires au Cabaret Vert

Comme les années précédentes, le groupe SDN 08 (Ardennes) a tenu un stand lors de la 7ème édition du Cabaret Vert de Charleville-Mézières. Le festival a passé pour la première fois le cap de 50 000 festivaliers accueillis du 26 au 28 août 2011. Un vrai succès pour ce rendez-vous musical qui est entré dans la cour des grands avec à l'affiche cette année, entre autres, Iggy Pop, Pete Doherty et Tiken Jah Fakoly.

Le Cabaret Vert est une manifestation populaire et très fédératrice, dont le rayonnement dépasse de loin les frontières du département. Il repose sur les valeurs de solidarité, de partage et d'engagement citoyen. Le groupe SDN 08 a pu profiter de ce succès pour aborder toutes les problématiques liées au nucléaire. Une exposition sur les déchets nucléaires leur avait été prêtée à cette occasion par SDN Pays de Rennes, exposition qui est ensuite partie à Bure, pour être présentée lors du "Petit Festival Contre la Grosse Poubelle". Cette expo tourne, n'hésitez pas à la réserver !

Contact : SDN 08: 03 24 59 14 18,
sortirdunucleaire08@orange.fr

Pour réserver l'expo : SDN Pays de Rennes,
paysderennes@sortirdunucleaire.fr



© Fabien Bahning



Une séance de cinéma en pleine rue contre le gaspillage à Parthenay

À Parthenay (Deux-Sèvres), un écran publicitaire lumineux installé il y a peu fait parler de lui depuis plusieurs semaines. Déjà largement critiqué, il a fait l'objet, le 22 septembre dernier, d'un détournement par le collectif "Sortir du nucléaire" local. Symboliquement, une cinquantaine de personnes s'est installée sur des chaises, en regardant l'écran comme on regarde un écran de cinéma ou de télévision, pendant que d'autres distribuaient des tracts pour expliquer le sens de la démarche. Dans la même veine que les actions "Clan du néon", cette opération avait pour objectif de dénoncer le gaspillage énergétique, les rues et enseignes sur-éclairées, le chauffage de terrasses extérieures de bars et restaurants en hiver. Pour agrémenter la séance, les personnes présentes ont également distribué des pommes, des coings et du lait de soja aux passants et automobilistes, tandis qu'un clown faisait l'entracte.

Contact : tom.ploquin@free.fr



© Tom Ploquin

Le groupe sarthois "Sortir du nucléaire" se constitue en association

Le groupe sarthois "Sortir du nucléaire" s'est constitué depuis peu en association. Ce nouveau statut lui a permis de participer le dimanche 25 septembre 2011 à un forum d'associations à Allonnes, ville de 12 500 habitants de la communauté urbaine du Mans. Ils y ont installé un stand de grande ampleur et ont pu y sensibiliser le public aux dangers du nucléaire, les informer sur les catastrophes nucléaires de Fukushima et de Tchernobyl en faisant le lien avec la proximité des installations du Cotentin et de Chinon. Vous habitez dans la Sarthe ? Contactez le groupe. L'association peut désormais accueillir des adhérents...

Contact : sortirdunucleaire72@orange.fr



© SDN 72



DR

15 octobre : une journée de mobilisation nationale réussie contre le nucléaire

Née de la réactivation de la Coordination Grand Ouest et de sa volonté d'organiser un grand rassemblement inter-régional contre l'EPR et le projet de ligne THT "Cotentin-Maine", la journée de mobilisation nationale est l'exemple même d'une initiative locale qui a fait tâche d'huile. Pendant que dans l'Ouest les militants s'activaient, l'idée faisait son chemin dans le Sud-Ouest et une coordination régionale contre la centrale du Bugey, dans l'Ain, voyait le jour. Celle-ci regroupe plusieurs associations antinucléaires de la région, dont SDN 38, SDN 73 et SDN Bugey, tout récemment créée. Plutôt que d'organiser dans le Sud-Est une journée de mobilisation isolée à la rentrée, est apparue l'idée de faire du 15 octobre une journée de mobilisation nationale.

Pendant plusieurs semaines, plusieurs coordinations régionales, au côté du Réseau "Sortir du nucléaire", se sont donc mobilisées pour "nationaliser" cette journée.

20 000 personnes se sont rassemblées à Rennes

3000 manifestants au Bugey



© Xavier Rabilloud

Ce sont au final sept rassemblements régionaux qui ont eu lieu le même jour. 20 000 manifestants s'étaient donnés rendez-vous à Rennes, 3 000 à Saint-Vulbas (centrale du Bugey), 1 500 à Toulouse, 1 000 à Bordeaux et 600 personnes à la chaîne humaine d'Avignon. Environ 1 000 manifestants s'étaient de leur côté rassemblés sur le parvis de la cathédrale de Strasbourg où un grand "trèfle radioactif humain" visible du haut de la cathédrale a été formé. 500 personnes étaient présentes à Dunkerque, pour demander la fermeture de la centrale de Gravelines. Cela faisait d'ailleurs bien longtemps que la statue de Jean Bar n'avait pas observé autant d'antinucléaires sur la place.



Un trèfle radioactif géant devant la cathédrale de Strasbourg

Ailleurs en France, des militants qui ne pouvaient faire le déplacement ont imaginé des événements locaux en soutien à ces manifestations : devant le site de la Comurhex à Malvézi-Narbonne (11), à Toulon (83), Périgueux (24), Nice (06), Sète (34), Ligny en Barrois (55), Léognan (33), Pessac (33), Trescléoux et Lagrand (05) et Paris (75).

Nous étions 20 000 au total au mois d'avril pendant le week-end de la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl, plus de 25 000 au mois d'octobre. Et si nous étions des dizaines de milliers le 11 mars 2012 dans la vallée du Rhône ?

Photos, vidéos, contacts et comptes rendus à retrouver sur notre site www.sortirdunucleaire.org

Une idée à reproduire : le péage gratuit

Le 1er octobre dernier, afin de mobiliser pour la manifestation du 15 octobre à Rennes ainsi que pour le camp de Valognes contre le transport de déchets radioactifs, une soixantaine de personnes ont distribué des tracts, posé des banderoles au péage de la Gravelle en Mayenne et organisé une opération "péage gratuit". Le concept ? Tout simplement lever les barrières de péage et laisser passer les personnes gratuitement... une occasion rêvée de leur glisser quelques mots, un tract, et de recueillir une contribution au passage pour aider à financer un événement.

Alerte ! Stockage de déchets à Neuvy-Pailloux

L'armée a décidé d'ouvrir un site de stockage de matériels radioactifs à Neuvy-Pailloux (36) sur l'ancienne base militaire du BSMAT (Base de Soutien du Matériel). Les riverains l'ont appris par hasard au cours d'une discussion à la Biocoop du coin. Transparence, quand tu nous tiens... Ce site a semble-t-il été choisi pour compenser la fermeture de la base militaire : localement, on promet la création de six emplois... pour combien de leucémies ? Surtout, l'armée y entpose déjà des déchets contenant des radionucléides depuis de nombreuses années sans autorisation.

Une enquête publique a commencé le 3 décembre, dans le cadre de la procédure administrative qui vise à reconvertir le site en ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement). Le statut INB (Installation nucléaire de base) n'a pas été retenu, car les déchets stockés – contenant notamment du radium et du tritium – ne dépasseraient pas le seuil légal nécessaire. On n'ose y croire. Pourtant l'ICPE ne pourra légalement exister que 25 ans. Que se passera-t-il ensuite ? L'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) reprendra-t-elle le site ? Elle s'est déjà déclarée incompétente pour gérer ces déchets...



© CCOO 96

Fort heureusement, la résistance s'organise très vite, car les militants du département ont déjà fait leurs armes en réussissant à empêcher l'enfouissement de déchets radioactifs en Limousin et dans l'Indre. Un collectif avait d'ailleurs été relancé là-bas suite à la catastrophe de Fukushima. Déjà les panneaux refusant le projet fleurissent dans le village et une réunion d'information des riverains est organisée. Le Réseau "Sortir du nucléaire" suit cette affaire de près aux côtés des militants et étudie actuellement le dossier sous l'angle juridique, afin de faire condamner l'armée pour stockage illégal de matières radioactives.

Contacts : ccan@gmail.com / <http://ccan.over-blog.com>

AREVA ne fera pas la loi dans l'athlétisme !

Olivier, coureur de la grande course Saintélyon 2011, passe la ligne d'arrivée en combinaison blanche et masque de protection. Il a couru les 68 km en ayant effacé non sans mal sur son dossard le nom d'un sponsor indésirable : AREVA. Olivier, tout comme Benoît et Étienne, fait partie de ces nombreux coureurs à refuser le sponsoring d'AREVA qui utilise l'athlétisme et ce bel événement sportif relayant Saint-Étienne à Lyon pour s'acheter et s'approprier les valeurs du sport. En marge de l'action des coureurs, quatre militants du collectif "AREVA ne fera pas sa loi dans l'athlé" sont entrés au dernier étage du palais omnisports de Gerland à Lyon, pourtant interdit au public, afin de déployer une banderole montrant que "sortir du nucléaire c'est possible". Ils ont pu accéder aussi à la ligne d'arrivée. Enfin, une dizaine de militants ont participé à une information du public et des coureurs avant la course à Saint-Étienne ainsi qu'après la course à Lyon, afin que les organisateurs cessent de "prostituer" leur compétition en acceptant un sponsor comme AREVA qui ne partage, de par son activité polluante et mortifère, aucune valeur de l'athlétisme. C'est aussi indécent et incohérent que s'ils sollicitaient le sponsoring du fabricant de cigarettes Marlboro... Comme quoi l'argent efface bien des valeurs. Bravo à tous les militants et activistes. Et rendez-vous l'année prochaine si, tristement, ce sponsor devait être reconduit.



© Yann Homme Bio

Une ribambelle de photos en soutien aux femmes de Fukushima

Le 27 octobre, suite à un appel au secours du comité des 100 Femmes de Fukushima, le Réseau "Sortir du nucléaire" a appelé ses sympathisantes à se mobiliser en soutien au sit-in qui commençait ce jour-là devant le METI (ministère de l'Economie, du Commerce Extérieur et de l'Industrie japonais) à Tokyo. Jusqu'au 5 novembre, date de fin de l'action japonaise, nous avons collecté environ 150 photos de femmes, toutes exigeant le droit, pour les enfants, à être évacués des zones contaminées et s'opposant au redémarrage des réacteurs nucléaires japonais. Réacteurs dont l'un, Tomari n°3 au nord du Japon, doit être alimenté en MOX (combustible très dangereux à base de plutonium) produit par l'usine Mélox d'AREVA à Marcoule, dans le Gard. Touchées par ce soutien de l'autre bout du monde, les femmes de Fukushima nous ont adressé un message poignant de remerciement.



DR

Quelques nouvelles de la Maison de Résistance de Bure

Un bilan plus que positif pour cette année 2011 ! Côté vie militante, 2011 marque le renouveau de la lutte burienne essentiellement axée sur l'information

et sur la remise sur pieds d'un réseau de contacts solide. La mise en place au niveau local de "réunions actions" régulières, une bonne dizaine de stands tenus, de nombreuses interventions à travers la France et en Allemagne, une présence forte lors du camp de Valognes, etc... sont autant d'éléments qui vont nous permettre de mettre en place des actions fortes pour les années qui arrivent.

En ce qui concerne la rénovation de la salle multi-activités, celle-ci a bien avancé et de nombreux travaux ont été réalisés cette année : la zinguerie permettant l'évacuation des eaux de pluie a été posée, l'isolation intérieure en ouate de cellulose est quasiment terminée, le gros œuvre électrique (passage des gaines et des câbles) a lui aussi été achevé. Enfin, l'isolation, également en ouate de cellulose, des sanitaires collectifs attenants à la salle est commencée et sera terminée dans l'hiver.

Et en 2012 ? La maison de Bure est heureuse de pouvoir affirmer qu'elle a d'ores et déjà trouvé une permanente pour la saison prochaine. En effet, une personne est prête à s'installer à la maison à partir de février 2012. D'autres sont également motivées pour y passer du temps par intermittence ce qui promet une saison bien active l'année prochaine ! Cependant, l'expérience ayant montré qu'un permanent ne suffisait pas pour coordonner toutes les activités de la maison, surtout en période de chantier, nous sommes toujours à la recherche d'un second volontaire pour le printemps-été 2012.

Côté travaux, un important chantier de pose de Placo ou de Fermacell (pour le rhabillage des murs de la salle multi-activités) sera à entreprendre. Celui-ci aurait dû commencer cet automne mais a été repoussé par manque de temps et de personnes qualifiées. Nous lançons d'ores et déjà un appel car nous recherchons un ou plusieurs artisans militants pour encadrer ce chantier. En effet, si nous ne trouvons personne nous risquons de passer par une entreprise (compte tenu de la complexité due à l'architecture du bâtiment) ce qui serait frustrant et engendrerait en plus des surcoûts. Amis plaquistes nous avons besoin de vous !

Côté vie militante, la dynamique mise en place en 2011 sera pérennisée et une présence forte sur le terrain sera développée, afin de mettre la pression à l'ANDRA et aux décideurs locaux pour qu'ils comprennent que CIGÉO (projet de Centre industriel de stockage géologique pour les déchets HA et MA-VL) ne se mettra pas en place aussi facilement qu'ils le pensent.

Nous ne le dirons jamais assez mais c'est aussi grâce à votre générosité que tout a été possible jusque là. Alors plutôt que de donner des sous au fisc pour financer le nucléaire, soutenez le chantier de la maison de Bure et apportez votre pierre à l'édifice. Si vous êtes impossible, un don de 30€ ne vous coûtera que 10,20€ après déduction fiscale. Envoyez un chèque au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, en inscrivant bien "Maison de Bure" au dos. Merci d'avance !

Plus d'informations sur les activités de la maison de Bure : burezoneblog.over-blog.com

Pour joindre la maison : leherissonvengeur@gmail.com ou 09 54 10 57 11

On discute, on crée du lien et on s'organise dans le Réseau

Les 22 et 23 octobre dernier, le Réseau "Sortir du nucléaire" organisait les 2èmes "journées stratégie" de l'association. Proposées dans le cadre de la commission refondation, afin de créer du lien entre les groupes et de réfléchir de manière anticipée et concertée à des actions communes, la formule avait été testée sur une seule journée l'année dernière. Mais le temps imparti était bien trop court pour permettre des discussions approfondies vue l'ampleur de la tâche : établir une stratégie commune pour les mois à venir, l'Assemblée Générale déjà bien remplie ne permettant pas ce temps de concertation. L'AG de mars 2011 avait acté la reconduction de ce temps consacré à la stratégie. Ce week-end d'échanges, en plus de renforcer les relations entre les groupes et avec l'équipe bénévole et salariée du Réseau, a surtout permis de discuter sereinement des enjeux à venir et d'actions communes. En petits groupes et en plénière, les participants ont pu dégager des pistes de motions et campagnes communes en vue de la prochaine AG de l'association; ils se sont ensuite répartis les rôles avant de repartir, afin de poursuivre le travail en commun et d'aboutir à des propositions concrètes pour la fin décembre.

Créer du lien, se concerter et réfléchir à une stratégie commune, ce sont également les principaux objectifs des rencontres régionales qui seront organisées en janvier et février 2012. Retrouvez les dates des rencontres sur notre agenda en ligne. Si votre région n'y figure pas encore, contactez-nous !

Pour consulter les dates : groupes.sortirdunucleaire.org/agenda



© Bure Zone Libre

Contre les transports radioactifs

La mobilisation gagne du terrain

Parce que les transports de matières radioactives sont l'épine dorsale du nucléaire, ils en sont aussi le maillon faible. Depuis le lancement de notre campagne nationale contre ces transports, de nombreux groupes et associations, en partenariat avec SUD-Rail, se sont mobilisés pour dénoncer l'impasse nucléaire à l'occasion des différents transports de déchets radioactifs étrangers qui traversent notre territoire, avec comme point d'orgue la mobilisation autour du convoi de La Hague à Gorleben en novembre 2011.

Ce transport était le dernier retour d'une série de douze convois de déchets allemands "retraités" puis vitrifiés à l'usine AREVA de La Hague. En Allemagne, il était attendu par les antinucléaires depuis des mois. En France, pendant qu'AREVA organisait en catimini, début novembre, une réunion de propagande à destination des élus et des représentants des différentes entreprises et administrations concernées, nous nous préparions aussi.

Plusieurs semaines avant le départ du convoi, le Réseau "Sortir du nucléaire" était déjà mobilisé pour obtenir des informations relatives à ce transport – contenu, inventaire radioactif, autorisation d'exécution, horaires et trajets – et les rendre publiques. Il lançait également un appel pour que des rassemblements soient organisés tout au long des différents trajets qu'avaient prévus AREVA et la SNCF pour tenter d'éviter les militants. En parallèle, c'est une dynamique sans précédent en France qui était lancée par le Collectif Valognes Stop Castor.

126 heures de suivi jour et nuit

Pendant les 126 heures qu'a duré ce dangereux périple, le Réseau a assuré un suivi du convoi presque minute par minute, grâce à plusieurs personnes mobilisées jour et nuit : une fabuleuse équipe de vigies d'abord, qui nous transmettait des informations précises en temps réel, une folle équipe véhiculée ensuite, qui a suivi en voiture le train du début à la fin, une équipe de blogueurs enfin, qui retransmettait les informations sur notre site et à la presse. Nos porte-parole ont également donné des dizaines d'interviews, retransmises dans les principaux médias. Le Réseau a enfin révélé plusieurs failles de sûreté, comme à Longueau (gare de triage d'Amiens) où une vigie a pu

s'approcher sans problème du train pendant de longues minutes, alors que dans le même temps la quinzaine de personnes qui manifestaient pacifiquement en gare d'Amiens Saint-Roch se faisait contrôler et importuner par les forces de l'ordre. On voit vraiment là où sont les priorités...



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

En France, 24 rassemblements et des syndicalistes mobilisés

Au total, ce sont 24 manifestations qui ont eu lieu, rassemblant plusieurs centaines de personnes, parfois au milieu de la nuit. Du côté des cheminots, l'indignation était de mise puisque SUD-Rail s'est amplement mobilisé et a réussi à faire poser plusieurs droits d'alerte par les sections locales du syndicat.

Une mobilisation d'ampleur en Allemagne

En Allemagne, nous avons pu assister à nouveau à une mobilisation d'ampleur. L'avancée du convoi a ainsi fortement été perturbée pendant de longues heures par des actions diverses et variées : déballastage des voies à Dahlenburg et à Göhrde, sit-in pacifiques et présence sur les voies à Hitzacker, Metzingen, Possad, Hebenshausen, Dannenberg, Lünebourg, Harlingen et Gorleben. Quatre agriculteurs seront même parvenus à bloquer le train pendant 14 heures, en s'attachant à une pyramide de béton fixée aux voies. Un record !

En route vers les voies !
"Promenade" matinale dans les champs du Cotentin, à Lieusaint (50), le matin du 23 novembre

Colonne de gauche :
Le train quitte Valognes à 16h50 le 23 novembre.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

24 novembre à 9h30 :
arrivée en gare de Remilly (57),
où le train stationnera 24h au
mépris de la sécurité de la
population non informée
de cet arrêt forcé.

Notes :

I : Extrait du témoignage
d'un participant au camp de Valognes

Hitzacker. Sit-in
de soutien aux 4 agriculteurs
qui bloquent les voies.

Plus de 25 000 personnes et 500 tracteurs se sont également rassemblés dans une ambiance festive à Dannenberg, à proximité du terminal ferroviaire, où un X jaune géant symbolisant la résistance contre les transports et l'enfouissement des déchets a été déployé au-dessus de la foule, ainsi qu'une grande banderole de 10 mètres sur 15 du Réseau "Sortir du nucléaire" affichant en français "Le nucléaire tue l'avenir". Une mobilisation réussie, comme souvent là-bas.

Ce qui est d'ailleurs frappant, quand on arrive dans le Wendland, ce sont tout ces X jaunes symbolisant la résistance, mais c'est surtout que l'action antinucléaire va de soi, que le mouvement ne connaît ni barrière générationnelle, ni barrière sociale. C'est enfin ce grand déploiement de forces de l'ordre qui se conduisent bien souvent fort différemment de leurs homologues français.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Une solidarité des antinucléaires à travers les frontières

Plusieurs organisations et mouvements étrangers étaient venus marquer leur solidarité aux antinucléaires allemands et apporter leur témoignage. Le Réseau "Sortir du nucléaire" était bien entendu présent. Lors d'une intervention saluée par les manifestants allemands à Dannenberg, nos représentants ont exprimé leur solidarité avec les Allemands et dénoncé les dangers des transports radioactifs, le mythe du "retraitement" des déchets et les projets d'enfouissement en profondeur imposés d'un côté et de l'autre du Rhin à Gorleben ou à Bure. Ils ont également appelé nos voisins allemands, ravis de constater que de nouvelles initiatives voyaient le jour en France, à rejoindre la grande Chaîne Humaine pour sortir du nucléaire le 11 mars 2012.

C'était aussi l'un des objectifs du camp de Valognes, organisé à l'initiative d'une poignée de militants qui, "partie du constat que l'action non violente en petit groupe est devenue trop dangereuse en France, sur cette lutte en particulier - nous ne pouvons pas oublier le décès de Sébastien à Avrincourt en novembre 2004, ni les quatre blessés aux mains du blocage de novembre 2010 près de Caen - a vu apparaître la nécessité de populariser l'opposition aux transports, déjà de grande échelle en Allemagne mais groupusculaire en France"¹.

Laura Hameaux

Valognes : la désobéissance prend de l'ampleur face au nucléaire

Nous publions ci-après un important texte du Collectif Valognes Stop Castor

À Valognes, le 23 novembre dernier, c'est un peu de l'arrogance du lobby nucléaire qui a dû en rabattre, et c'est un peu du sentiment d'impuissance qui poisse depuis tant d'années celles et ceux qui le combattent qui s'en est allé. Alors qu'AREVA se permettait la semaine précédente d'exposer aux journalistes comme il leur avait été simple de faire retirer le paragraphe sur le MOX de l'accord PS-EELV, dévoilant ainsi aux yeux de tous qui est le maître en ces matières, ils offraient à Valognes l'image du plus complet désarroi : ils hâtaient d'un jour, dans la précipitation, le départ du train CASTOR, faisaient boucler par la préfecture tout le centre de Valognes, fermer les collèges et lycée de la ville pour la journée et dénonçaient ensuite ces gens "qui ont perturbé le fonctionnement de toute une région". Tout cela parce que 500 personnes venant de toute la France s'étaient donné rendez-vous dans un camp pour bloquer un train et partager leur désir d'en finir avec la mainmise du nucléaire sur leur vie.

L'efficacité véritable de l'action collective réside rarement dans ses effets les plus perceptibles. Que

nous ayons réussi par trois fois à accéder en masse aux voies, à y soulever les rails, en ôter le ballast sur plusieurs dizaines de mètres et finalement à retarder le départ du train de plusieurs heures, et ce malgré l'énormité du dispositif policier, n'est certes pas un résultat négligeable. Mais nous accordons plus d'importance à la façon dont nous sommes parvenus à un tel résultat, à l'intelligence collective qu'il faut avoir acquise pour arriver, par une marche nocturne à travers champs, à prendre de court les forces adverses et, de là, à les fixer en un point pour que d'autres trouvent les rails libres quelques centaines de mètres plus loin. Nous nous

Colonne de droite :
Les autorités décrètent un véritable "état de siège" autour de Valognes.

© Martin Leers - <http://martinleers.com>



souviendrons pour longtemps du soleil qui se lève sur une brume à l'odeur de gaz lacrymogène, des habitants et habitantes de Flottemanville qui nous offrent spontanément du café et nous encouragent, de ces maires qui nous ouvrent leur mairie, réconfortent nos blessés, nous offrent le refuge. Et nous n'oublierons pas de sitôt ces cartouches de gaz CS qui pleuvent indistinctement sur tout le village, dans ses maisons, ses poulaillers, et qui témoignent assez de tout le respect que la police éprouve à l'endroit de la population. Qui a dit, d'ailleurs, que la population du Cotentin était uniformément favorable au nucléaire qui la fait vivre ? Nous avons, nous, croisé ce jour-là, de nombreux soutiens actifs dans la population, tout comme auparavant des voisins, des familles, étaient venues sur le camp pour partager le repas.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Plutôt que de minorer le nombre des manifestants, de les traiter de "casseurs", de se féliciter que le train soit tout de même parti, AREVA et sa préfecture feraient bien de s'inquiéter de la détermination de celles et ceux qui ont agi là, comme de la solidarité qui s'est exprimée à leur endroit, que ce soit localement ou en Allemagne. À combien de décennies remonte, en France et toute proportion gardée, la dernière grande bataille contre la pieuvre atomique ? Faut-il être aux abois pour inculper une manifestante de 65 ans pour vol, parce qu'elle a prélevé quelques canettes de soda sur un camion de livraison de repas de la gendarmerie en flammes et nier devant les journalistes tout coup de matraque quand cela fait plusieurs heures que les images de manifestants tabassés sont sur tous les écrans ?

Le feuilleton national des dernières semaines autour du nucléaire ne peut guère laisser de doute sur ce qu'il y a à attendre des gouvernements pour ce qui est d'en sortir. En la matière, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Si Valognes nous a renforcés et a renforcé notre cause, c'est en cela : que ce soit pour l'organisation du camp ou de l'action, pour ce qui est de prendre les décisions justes ou d'exprimer nos idées, nous n'avons attendu personne. Nous avons fait ce que nous pouvions, dans la mesure de nos moyens certes limités, mais non dérisoires. Et en dépit des manoeuvres d'AREVA, de la SNCF et de leurs complices, nous avons réussi à faire ce que nous nous étions proposés de faire. La chose n'est pas si courante. Qui plus est, nous savons que Valognes

ne fut pas le seul point de blocage du CASTOR en France, et même si AREVA et la SNCF tentent de taire le harcèlement dont ils font l'objet, nous sommes omniprésents et irréductibles. Les retards du CASTOR, consécutifs à l'action de blocage de la voie dans le sud-Manche et à l'usage de signaux d'alarme dans la région de Rouen en sont la preuve. Nous espérons seulement que cet exemple donnera de la force à toutes celles et tous ceux qui, ailleurs, brûlent d'en faire autant.

Nous n'avons jamais envisagé Valognes comme un coup d'éclat, mais plutôt comme un nouveau départ, un apport de vigueur, une contribution déterminée à tout ce qui, en France, veut s'affranchir de la fatalité nucléaire. Nous savons que le chemin sera long et âpre. En même temps qu'il nous faut nous arracher à la production électrique centralisée et retrouver dans notre façon de vivre comme dans ce qui nous entoure l'énergie dont nous avons besoin, il nous faut perturber par tous les moyens les flux d'uranium et de déchets qui tissent le fonctionnement régulier et soigneusement occulté de l'industrie de l'atome aussi bien que son maillon faible. Il nous faut empêcher la construction de l'EPR de Flamanville et déboulonner les lignes THT qui doivent y aboutir, si nous ne voulons pas en reprendre pour 40 ans de plus de soumission au chantage nucléaire. Il y a tout un décrochage à organiser, un décrochage technique et politique vis-à-vis de la normalité nucléarisée. AREVA juge nos méthodes "inacceptables"; nous jugeons que c'est l'existence même d'AREVA qui est, en chacun de ses détails, inacceptable. Les milliards investis dans le lifting de son image, depuis que la Cogema est devenue AREVA, n'y changeront rien. Il faut que la production d'énergie à partir de l'atome devienne partout visiblement le problème qu'elle est essentiellement. Comptez sur celles et ceux de Valognes pour y travailler.

Le Collectif Valognes Stop Castor

Colonne de gauche : Une sculpture à proximité de Hitzacker porte le drapeau-emblème de la lutte contre les trains de déchets nucléaires.

Hitzacker (Wendland, Allemagne du nord), le 27 novembre. Quatre agriculteurs bloquent les voies ; leurs bras sont pris dans une pyramide de béton armé. L'action aura duré 14h : un record !



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Ces effarants convois de **missiles** nucléaires

Un semi-remorque de munitions stratégiques qui se renverse dans une base aérienne. L'accident donne froid dans le dos. Sa révélation un an et demi plus tard stupéfie. Autant que les conclusions accablantes de l'enquête judiciaire qui dévoile une succession de négligences et de dérives graves, facilitées par une carence de contrôle du commandement militaire.

Tout démontre qu'une routine, un effarant relâchement des personnels insuffisamment formés et fortement sollicités ont pris le pas sur le respect absolu des protocoles de sécurité encadrant la logistique des munitions nucléaires convoyées par la route à un rythme soutenu en 2010.

Trois militaires blessés

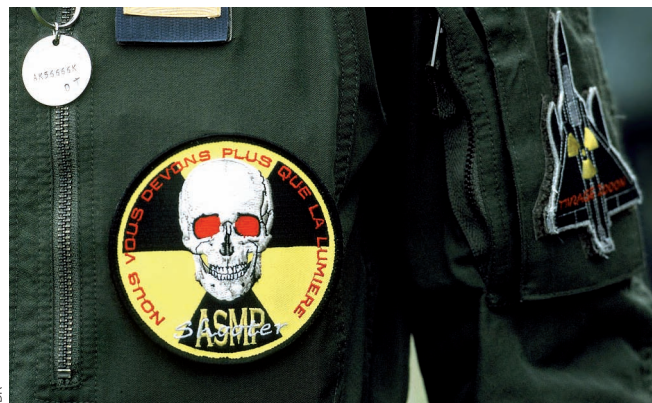
À l'origine de ces constats inquiétants, un accident tenu secret, survenu le 9 juin 2010 sur la base aérienne 125 d'Istres (Bouches-du-Rhône), avec un vrai bilan humain : trois militaires blessés dont un très grièvement. Leur ensemble routier qui était parti en fin de nuit de la base aérienne 702 d'Avord (Cher) ne transportait à ce moment-là pas d'ogive nucléaire [SDN : il est permis d'en douter : pourquoi avoir alors tout fait pour dissimuler l'accident ?].

L'événement nous est révélé furtivement avec la comparution prochaine du chauffeur devant le tribunal correctionnel de Marseille. Ce caporal-chef de 28 ans sera jugé le 16 janvier prochain en chambre militaire pour "blessures involontaires", "mise hors service d'un matériel à l'usage des forces armées" et "violation de consignes". Le préjudice dont l'armée veut le rendre responsable est colossal. À la mesure du caractère exceptionnel de ce VSRE (véhicule spécial renforcé) mis hors d'usage. Les Forces aériennes stratégiques ont chiffré sa perte à 50 millions d'euros.

Un jogger surgit près du "bâtiment K"

Ce mercredi-là, après un long périple autoroutier de près de 600 km qui l'a conduit par Bourges, Lyon, Mâcon, Orange, l'engin dont les enquêteurs ignoraient jusqu'à l'existence de son unité secrète de rattachement - l'escadron de soutien technique spécialisé - se présente à l'entrée de la base aérienne 125 d'Istres. À son bord, trois hommes de l'ombre à l'anonymat désormais protégé : deux chauffeurs et un chef de bord et de sécurité.

Le monstre bleu de 33 tonnes et 585 CV roulait à vide, nous assure-t-on, car il venait en remplacement d'un blindé tombé en panne. Tout au long de l'année 2010, des convois soutenus se sont dirigés vers le très secret "bâtiment K" de la base, un des quatre dépôts stratégiques de munitions nucléaires de l'Hexagone. Il est même regardé comme le plus important. C'est là, dans des galeries souterraines, que sont stockés en particulier les derniers missiles ASMP-A dédiés aux Mirages 2000-N et bientôt aux Rafales F3.



DR

Les catastrophes sont toujours un enchaînement diabolique de défaillances. Ici, le VSRE roule bien trop vite quand à 14h45 un coureur surgit sur le côté dans un virage. Oui, un coureur en short et gros Marcel qui fait même rire l'équipage. "J'ai remarqué la présence d'un jogger courant sur ma voie de circulation mais à contresens. J'ai dû me déporter sur la gauche. J'ai vu dans le rétroviseur la remorque se soulever", explique le chauffeur affecté depuis peu à la conduite de ce blindé. Il tente bien de freiner sur 67 mètres mais ripe sur 21 mètres et se renverse sur le bas-côté.

"Un manque total de contrôle"

Bien que blessés, lui et son supérieur parviennent à s'extraire par une trappe de secours. Le second chauffeur reste bloqué dans la cabine. Il sera hélicoptéré sur l'hôpital Nord avec deux vertèbres cervicales fracturées et restera alité durant six mois. Le plan de crise est activé sur la base. Des officiers de sécurité nucléaire et du renseignement militaire bouclent aussitôt la scène et encadrent les gendarmes de la base pour que leurs investigations ne laissent rien filtrer de top-secret.

Le bavard dans l'histoire, c'est le disque tachygraphe. Le mouchard révèle que le camion roulait à 72 km/h au lieu des 30 imposés ; qu'entre Avord et Istres, le chauffeur a fait une pointe à 105km et 10 jours avant à 120 km/h ! Alors même qu'un dispositif bride le moteur à 80 km/h que seul le chef de convoi peut désactiver en situation de crise. Les enquêteurs vont de surprise en surprise : "Les personnels ont connaissance d'une technique de neutralisation du limiteur de vitesse sans briser le plomb de protection", sidère le rapport qui laisse pantois sur la "conduite sportive" de ce jeune militaire parfois "indiscipliné" mais dont le "comportement irresponsable" a été facilité par "un manque total de contrôle de la part de la hiérarchie".



© Non au missile M51



Contre les mini-bombes nucléaires inspection citoyenne les 22-24 sept. Infos : www.nonaumissileM51.org

Le Véhicule Transporteur Érecteur (VTE) Berliet était destiné à convoier les missiles nucléaires français et à les redresser avant leur descente dans leur silo de lancement sur le plateau d'Albion. Il a été fabriqué à 3 exemplaires entre 1968 et 1972, qui ont été réformés en 1995.



© Traveiller DAVE

Ce n'est pas fini. Leur formation est insuffisante. Pour prendre le volant du Scania blindé, un simple permis semi-lourd (!) suffit en plus d'un solide parrainage, d'une qualification TMD7 (transport de matières dangereuses radioactives) et de l'habilitation au "secret défense".

Après l'accident, la promotion du chauffeur !

Un laxisme qui a fait bondir l'Autorité de sûreté nucléaire de défense (ASND). Car les chauffeurs n'ont pas reçu de "véritable formation adaptée à la conduite de cet ensemble routier en situation normale et dégradée", une absence qui "a induit des dérives dans le comportement de conduite des chauffeurs de l'Escadron". En garde à vue, les chauffeurs vont parler de leurs "temps de pause ou de repos non respectés dans les manœuvres de chargement et de déchargement des colis sensibles".

En vérité, le jeune chauffeur poursuivi est un mécanicien de l'air, simple "conducteur routier" qu'on situe au grade de caporal en juillet 2009. Le quotidien régional La Marseillaise est en mesure d'affirmer que par un singulier tour de passe-passe, quinze jours à peine après ce singulier crash à 50 millions d'euros, la direction des ressources humaines de l'Armée de l'air s'est empressée de lui décerner "par équivalence" le brevet élémentaire de technicien de "conducteur grand routier de transport de fret" avec... effet rétroactif au 1er mars 2010 ! Sa promotion signée rien que pour lui par délégation du ministre est vite glissée pour parution au 25 juin 2010 du Bulletin officiel des Armées. On découvre que le chauffeur est désormais caporal-chef. L'Armée de l'air ne manque vraiment pas d'air. Les juges apprécieront. A se demander si le semi-remorque était vraiment vide ?

"Le camion s'est bloqué à nouveau"

L'ensemble routier connaissait aux dires des mécaniciens des problèmes sur son système de frein : "La veille, j'avais fait actionner les freins à trois reprises et l'ensemble routier s'était mis en défaut d'air", affirme un chauffeur. "Nous avons failli avoir un accident à plusieurs reprises", ajoute un autre qui révèle un incident précédent lors d'un convoi à destination de Valduc, le site de construction des têtes nucléaires en Bourgogne. Il avait fallu pincer

une durite qui fuyait pour accomplir les derniers mètres : "Nous avons réussi à arriver jusqu'au premier portail du centre spécial militaire de Valduc. Le camion s'est bloqué à nouveau. Nous n'arrivions plus à ouvrir les portes du tracteur. (...) Cela n'a pas empêché de faire partir une mission en ne sachant pas l'origine réelle de l'accident." Et ce genre de convoi a traversé allégrement la France...



DR

Silo de lancement d'un missile sur le plateau d'Albion, qui n'accueille plus de missiles nucléaires depuis 1999.

"Les missions passent en premier, la sécurité des personnels ensuite", accuse un mécanicien de l'air qui note que le commandant ne s'est même pas déplacé au chevet du chauffeur le plus blessé. Auditionné, le Pacha de l'escadron de transport de matériels spécialisés, un lieutenant de 37 ans, a reconnu que depuis le début de l'année 2010 "le plan de charge est devenu très difficile", "le nombre de missions a augmenté avec des déplacements à un rythme très soutenu parfois jusqu'à 3 à 4 semaines de missions à la suite (...) rythme fatiguant compte tenu des spécificités de ce transport".

"La guerre est une chose trop grave pour être confiée à des militaires", a écrit Clémenceau. S'agissant de la justice militaire, elle est confiée depuis 1982 à des magistrats civils. Mais il se pourrait bien que d'ici le 16 janvier prochain, la "grande muette" ne fasse tomber le rideau du huis clos sur ce procès.

David Coquille

Publié par La Marseillaise, le 19 décembre 2011

Nous n'avons pu trouver d'image d'un convoi de missiles nucléaires français. Ici, le 5^e escadron américain de transport de munitions convoie des missiles nucléaires au cours de l'exercice "Prairie Vigilance".



DR

La sortie du nucléaire marque des points !

La France bientôt le dernier producteur de MOX

Faute de commandes suffisantes et face à une situation de surproduction inquiétante suite à la catastrophe de Fukushima, l'usine britannique de Sellafield qui produisait du combustible MOX, ce mélange d'uranium appauvri et de plutonium issu



Fabrication de combustible MOX à l'usine Mélox de Marcoule.

des combustibles usés sortant des centrales, va fermer. Le nucléaire japonais était le principal client ; or la quasi totalité des réacteurs nippons est dorénavant arrêtée, et le réacteur n°3 de la centrale de Fukushima utilisait ce combustible particulièrement dangereux, qui occasionne des rejets radioactifs accrus en cas d'accident nucléaire.

Autre victime de la baisse des commandes de MOX, l'usine de Dessel en Belgique, une filiale d'AREVA va également fermer. Son démantèlement pourrait commencer dès le début 2012 et se poursuivre jusqu'en 2015. Alors que le mythe du nucléaire recyclable est au plus mal, la France restera seule à produire du MOX (à La Hague et Marcoule), et à tenter de le vendre.

Les États-Unis peuvent sortir du nucléaire d'ici 2050

Le Rocky Mountain Institute (RMI) publie Reinventing Fire, un ouvrage qui démontre comment les États-Unis peuvent abandonner le pétrole, le charbon et le nucléaire d'ici 2050, avec un bénéfice net de 5000 milliards de dollars pour la société américaine. Créé en 1982, le RMI est un centre de recherche à but non lucratif qui conseille de très nombreuses entreprises et publie études, livres et analyses pour une utilisation efficace et raisonnée des ressources naturelles. Co-fondateur du RMI et auteur de Reinventing fire, Amory Lovins milite depuis plusieurs décennies pour une efficacité énergétique qui permettrait aux Américains d'économiser la moitié du pétrole et du gaz consommé ainsi que près des trois quarts de l'électricité. Lovins estime également qu'en équipant de panneaux solaires les toits des villes les plus peuplées dans le monde, l'homme produirait 20 fois plus d'électricité qu'il n'en consomme. Pour le spécialiste, l'homme qui ne manque pas encore de pétrole manque toujours cruellement d'imagination.

Source : Rocky Mountain Institute, www.rmi.org/rmi/ReinventingFire

La sortie du nucléaire de nouveau d'actualité en Belgique

Les partis politiques belges se sont accordés pour fermer d'ici 2015 trois des plus anciens réacteurs du pays sur les sept en activité. L'arrêt définitif serait fixé à 2025 à condition de trouver les alternatives suffisantes pour pallier l'arrêt des centrales qui produisent actuellement 55 % de l'électricité belge. Reste également à fixer les formalités de ce démantèlement et notamment, les mesures de sécurité à mettre en place. Sous l'impulsion des écologistes, les Belges avaient pris dès 2003 la décision de fermer d'ici 2025 les sept plus vieux réacteurs du pays au moment où ils atteindraient leurs 40 ans de service. Cependant, à la suite d'un accord passé avec l'exploitant des centrales en 2009, trois réacteurs devaient bénéficier d'une prolongation de 10 ans. La crise politique belge a empêché le parlement de légiférer sur cet accord, désormais remis en cause.



En cas d'accident nucléaire, les instructions du gouvernement fédéral sont votre meilleure protection.

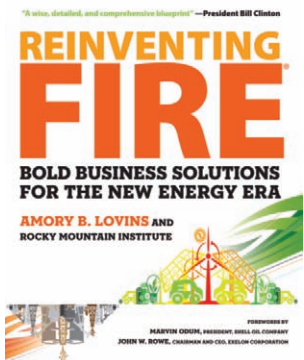
Le Mexique renonce à développer le nucléaire

Le ministre de l'Énergie mexicain a annoncé l'abandon du projet de construction de dix nouvelles centrales pour développer son réseau de gaz naturel, dont de gigantesques gisements ont été découverts dans le pays. Reste à trouver auprès d'investisseurs privés les 10 milliards de dollars nécessaires pour développer ce projet. (Source : Les Echos)



Colonne de droite :

"Les consignes du gouvernement fédéral sont votre meilleure protection." Et s'il n'y a plus de gouvernement, comme cela a été le cas en Belgique récemment pendant 535 jours ? Mieux vaut en effet sortir du nucléaire sans tarder...



© Rocky Mountain Institute

La Mongolie renonce à tout stockage de déchets nucléaires

La Mongolie a informé le Japon qu'elle abandonnait le projet de stockage de déchets nucléaires à long terme, qui devait être mis en place en collaboration



Colonne de gauche : Campagne de sensibilisation du public par les antinucléaires mongols.

avec Tokyo et Washington. Selon les autorités mongoles, c'est l'opposition populaire au projet qui justifie ce revirement. Le président mongol a également signé un arrêté interdisant toute négociation avec une organisation ou un gouvernement étranger dans le but de stocker des déchets nucléaires en Mongolie.

Le doyen des réacteurs européens ferme en février

Inauguré en 1971, le réacteur anglais d'Oldbury sera définitivement mis à l'arrêt en février 2012 alors qu'il avait l'autorisation de fonctionner quelques mois de plus. Son opérateur Magnox fait savoir que ce réacteur n'est plus économiquement viable et le site a d'ores et déjà été vendu en prévision de la construction d'une nouvelle centrale d'ici 2025.

À l'intérieur du réacteur d'Oldbury.



Les évêques japonais prêchent l'abandon de l'atome

"Mettre fin à l'énergie nucléaire aujourd'hui : de la nécessité de prendre en compte la catastrophe provoquée par le tragique incident de Fukushima", tel est le titre du document que les évêques catholiques japonais ont rendu public le 10 novembre 2011. Lors d'une conférence de presse, ils ont rappelé la préconisation qu'ils faisaient déjà en 2001: "de manière à éviter une tragédie, nous devons développer des moyens alternatifs et sûrs

de produire de l'énergie". Pendant ce temps, les autorités japonaises ne se prononcent pas et tout en affirmant "vouloir revoir la politique énergétique à long terme", elles cherchent avant tout à préserver la filière industrielle nucléaire japonaise.

Quant à l'épiscopat français, il serait bien inspiré de se choisir un autre porte-parole et rapporteur sur les questions d'"environnement et écologie" que Jean-Pierre Chaussade, diacre du diocèse de Paris... et ancien cadre-dirigeant d'EDF. C'est lui en effet qui créa en 1986 la division communication de l'électricien ; il a achevé sa carrière au sein du groupe en 2005 en tant que délégué au "débat public". Lobby, quand tu nous tiens...

Siemens abandonne définitivement le nucléaire

Mastodonte de l'industrie allemande, le groupe Siemens a annoncé en septembre cesser toute activité liée au nucléaire pour se concentrer sur les énergies renouvelables. La décision du gouvernement allemand d'arrêter les plus vieux réacteurs après la catastrophe de Fukushima et l'arrêt des autres unités



d'ici 2022 a créé un contexte propice à cette annonce. Siemens continuera à fournir certaines pièces aux centrales mais le PDG de l'entreprise précise qu'il s'agit de pièces que l'on trouve également dans les centrales à charbon ou à gaz. (Source : Le Monde)

Inde : la mobilisation entrave les chantiers de huit réacteurs

Les Indiens n'ont plus confiance dans le nucléaire et ils ne se privent pas pour le faire savoir à leurs dirigeants. Les autorités indiennes souhaitent augmenter de façon significative la part du nucléaire dans leur production d'énergie, en construisant des réacteurs en collaboration avec la Russie (Rosatom), la France (AREVA) et les États-Unis (Westinghouse), mais cet objectif pourrait être très difficile à atteindre tant les populations locales se mobilisent contre certains chantiers. Résultats, les travaux ont été suspendus sur les chantiers de Kudankulam (deux réacteurs russes prévus) et de Jaitapur en zone sismique (six réacteurs EPR prévus). En multipliant les actions, les opposants indiens au nucléaire ont ainsi quasi stoppé le programme gouvernemental de développement nucléaire.

"Un futur nucléaire n'est pas un futur clair"



Le Conseil régional d'Ile-de-France veut la sortie du nucléaire

Fin septembre, le Conseil régional d'Ile-de-France (IDF) a adopté le vœu présenté par les élus écologistes franciliens d'une sortie progressive du nucléaire. 12 millions de Franciliens sont concernés par cette décision autant qu'ils le sont par les dangers qu'ils courraient en cas d'accident majeur à la centrale de Nogent-sur-Seine, située à moins de 100 km de la capitale. Pourtant, l'évacuation des populations franciliennes en cas d'accident n'est pas prévue. L'intrusion de militants de Greenpeace dans cette centrale début décembre a également donné la preuve qu'il est impossible d'écarter le risque d'attentat dans une centrale nucléaire. Par ailleurs, les Franciliens sont régulièrement confrontés à un autre danger, moins visible, lorsque des convois ferroviaires chargés de déchets radioactifs traversent la région, parfois même en empruntant les lignes du RER à des heures d'affluence.

L'adoption de ce vœu est donc une avancée importante et a rassemblé au-delà des rangs d'Europe-Écologie Les Verts (EELV). Désormais, c'est officiel, la région IDF demande au gouvernement d'engager la sortie du nucléaire sur une génération, de fermer les centrales les plus anciennes immédiatement, de remettre en cause le projet EPR trop coûteux, d'engager un plan massif d'économies d'énergie et de développer de façon conséquente les énergies renouvelables. En juillet dernier, toujours sous l'impulsion d'EELV, la région Pays de la Loire avait déjà adopté un tel vœu, tout comme la région Aquitaine fin juin. Malheureusement, l'accord qu'EELV a passé avec le PS en novembre est bien loin de ces exigences.

AREVA suspend plusieurs projets miniers

Évoquant "l'impact du drame de Fukushima (Japon), le déclin des cours de l'uranium, la récession mondiale et des contraintes financières", AREVA a décidé de "ralentir" les investissements qu'elle programmait pour lancer l'exploitation du gigantesque gisement d'uranium d'Imouraren au Niger, et du gisement de Bakouma en République

centrafricaine. Le fabricant de centrales nucléaires, aujourd'hui contraint de procéder à 1200 licenciements (hors France... pour l'instant), s'essaie à la méthode Coué en indiquant être convaincu "que les conditions de marché de l'uranium redeviendront propices dans les deux ans à venir, une fois l'impact de Fukushima surmonté."

EDF condamnée pour espionnage

Le 10 novembre dernier, le tribunal administratif de Nanterre a reconnu EDF coupable de "complicité de piratage informatique" et de "recel de documents volés" sur l'ordinateur de Yannick Jadot, alors directeur des campagnes de Greenpeace et désormais député européen EELV. EDF a été condamnée à payer une amende d'1,5 million d'euros et devra également verser 500 000 € de dommages et intérêts à Greenpeace. Les barbouzes travailleront désormais un peu moins sereinement.



Les Jeunes centristes souhaitent la sortie du nucléaire

Le mouvement de jeunes du Nouveau Centre, le parti d'Hervé Morin, ministre de la Défense de 2007 à 2010, a pris position pour la sortie du nucléaire au lendemain des six mois de la catastrophe de Tchernobyl. Dans un communiqué diffusé le 12 septembre 2011, jour de l'explosion d'un four de fusion de déchets nucléaires à Marcoule, le président des Jeunes centristes, Jérémy Coste, déclarait en effet : "Confortés dans leur projet politique adopté en juin dernier par les événements d'aujourd'hui, les Jeunes centristes demandent donc aux dirigeants politiques français de faire un choix responsable en décidant l'abandon à terme de la production d'électricité d'origine nucléaire et de relancer le développement des énergies renouvelables décentralisées. Ce choix écologiquement responsable pourrait également devenir économiquement porteur et permettrait de favoriser la création d'emplois verts et le développement d'une filière française du démantèlement de centrales nucléaires qui pourrait créer plusieurs dizaines de milliers d'emplois."

Si seulement leurs aînés du Nouveau Centre et de l'UMP (à laquelle appartient la formation d'Hervé Morin) pouvaient avoir la même lucidité...

4 mai 2009 : Anne Lauvergeon inaugurerait la mine d'uranium d'Imouraren au Niger.



EDF sceptique sur le futur de la filière EPR

Malgré les démentis officiels, le journal La Tribune a révélé qu'EDF n'est plus très motivée pour soutenir la filière EPR au-delà du chantier de Flamanville. Quatre années de retard, trois milliards de surcoût annoncés et des milliers d'éléments non conformes sur le chantier... l'électricien a bien conscience du gigantesque échec industriel que constitue ce projet qui était pourtant censé représenter le futur de la filière en s'affichant comme la tête de série de futurs réacteurs, lesquels devaient, à terme, renouveler le parc nucléaire français.

Aujourd'hui, il est évident que l'arrêt du chantier coûterait infiniment moins cher que sa poursuite, d'autant qu'il est bien plus facile de démanteler un réacteur qui n'a jamais fonctionné plutôt que de mener l'opération après que son fonctionnement l'ait rendu hautement radioactif. Le réacteur allemand de Kalkar qui a été démantelé avant même sa mise en service et rapidement transformé en parc d'attractions prouve que la reconversion d'une centrale reste possible tant qu'elle n'a pas été mise en service. Quant au petit réacteur (70 MW) à eau lourde de Brennilis (Finistère), la Cour des Comptes estimait en 2005 que son démantèlement coûterait au moins 480 millions d'euros, vingt fois plus que les estimations initiales. Ce chantier est au demeurant loin d'être terminé et on peut s'attendre à une explosion des coûts...

d'eau issue des circuits de refroidissement. La nouvelle usine Georges Besse II, utilisant la technologie d'ultra-centrifugation (qu'AREVA ne maîtrise pas mais achète à un consortium étranger sans transfert de compétences), n'en a pas besoin.

Du coup, AREVA, maison mère d'Eurodif, aimerait "refourguer" les deux encombrantes tours à son voisin EDF. Lequel, aux dernières nouvelles, devrait décliner l'offre, n'étant pas vraiment emballé pour l'idée d'en poursuivre l'exploitation. Faute de brocanteur intéressé, il se pourrait qu'AREVA en vienne à prendre la coûteuse décision de la démolition — voilà qui n'arrangera pas les finances du groupe, déjà en complète déconfiture. En tout cas, et c'est une quasi-certitude, à l'automne 2012 les deux cheminées du Tricastin arrêteront de fumer. (Source : Midi Libre, 20 septembre 2011)

Protester contre le nucléaire, "signe de bonne santé mentale" !

Cette année vient de s'achever une vaste étude psychologique réalisée sur deux décennies, portant initialement sur la santé mentale des jeunes Allemands en 1985. Les psychologues Klaus Boehnke et Becky Wong, de Brême et de Singapour, avaient alors suivi des activistes (âgés de 14 ans en moyenne) engagés dans les mouvements antinucléaires au plus fort de la guerre froide, lorsque l'Allemagne s'appêtait à accueillir des missiles de l'OTAN, et d'autres jeunes non engagés dans de tels mouvements. Ils avaient commencé à évaluer leur degré de bien-être psychique, leurs problèmes d'anxiété ou de troubles psychosomatiques notamment, et recommencèrent à trois ans d'intervalle jusqu'en 2005.

L'étude est aujourd'hui achevée et livre son enseignement principal : de deux jeunes qui affirment que la menace nucléaire est élevée en 1985, celui qui se lance dans des mouvements de protestation contre l'implantation des missiles connaît moins de troubles mentaux 20 ans plus tard, que celui qui n'a pas manifesté son désaccord.

L'activisme en soi n'est pas une thérapie. Il serait plutôt le signe d'une bonne santé mentale. A contrario, l'inaction devant une menace globale serait inquiétante, car reflétant une certaine incapacité de réagir face aux difficultés du quotidien. Les jeunes qui ne se mobilisaient pas en 1985 révélaient en fait leur difficulté à traduire leur angoisse en actes, et cette difficulté devait affecter ultérieurement d'autres domaines de leur vie. Il n'est pas étonnant que, 20 ans plus tard, ils soient dans une situation mentale plus délicate.

Dès lors, l'indignation ou la protestation pourraient constituer un apprentissage. Une initiation à l'art de transformer son angoisse pour ne pas l'intérioriser, et chercher des solutions. On peut aider cette initiation par l'éducation.

(Source : Cerveau & Psycho, n°45, mai-juin 2011)

Colonne de gauche : Les deux tours de refroidissement du Tricastin.



© George Sied

Tricastin : deux tours de refroidissement sur les bras

La cessation d'activité de l'usine Eurodif d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse, annoncée pour fin 2012, suscite moult interrogations au sujet de l'avenir des deux cheminées géantes du Tricastin. Deux imposantes structures de béton qui permettent encore aujourd'hui d'évacuer la vapeur

31 143 lettres ouvertes !

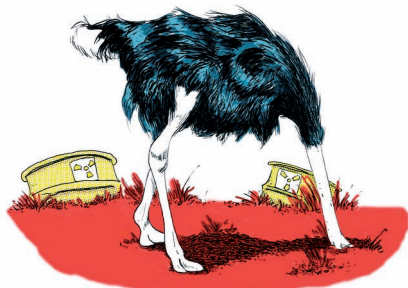
3 143 : c'est le nombre de lettres ouvertes que vous avez envoyées au PS et à Europe-Écologie Les Verts, quelques jours avant que les deux partis ne passent mi-novembre un accord qui entérine le diktat atomique de François Hollande. Des milliers d'entre vous ont ajouté un message personnel, parfois quelques mots, parfois de longs textes. Lucides, combattifs, poignants, pleins d'espoir, sceptiques, désabusés, volontaristes, accusateurs, enthousiastes... Voici un tout petit florilège.

Claire Larréa, artiste peintre (95) : Je ne peux croire que ces deux partis politiques qui ont représenté tant d'espoir ne puissent s'accorder sur cette vision à long terme, essentielle pour fabriquer le futur que nous voulons choisir ! Voulez-vous laisser dans l'histoire l'image d'un régiment d'autruches myopes et affolées ? Prenez en main ces graves problèmes dans un engagement à long terme, créez la surprise dans un raz-de-marée de décisions courageuses et de solutions humaines. [...]

Pour vous, c'est plus porteur d'être les partis qui œuvreront pour les grands travaux du "nettoyage nucléaire" ; Cela vous paraît trop loin ? Vous voudriez profiter dès maintenant de retombées positives pour vos images respectives ? Alors, allez-y, entrez dans l'histoire. Faites-vous une bonne com' pour des siècles et des siècles ! Soyez ceux qui ont osé !

Si vous ne le faites pas, vos électeurs vous prendront tous pour des minables et vous pourrez aller à la pêche. Un consensus, ça s'obtient largement quand les décisions deviennent historiques. Soyez les partis intelligents qui traceront la voix d'un possible renouveau. On s'en moque de s'engager dans une période difficile. On n'est pas des benêts, on sait que ce n'est pas la voix impériale, on a fini de rêver !

SORTIR DU NUCLÉAIRE



© Stéphanie Ramillien

La politique française
reste la même...

Par contre, je refuse à jamais de voter pour des autruches, c'est simple, si vous ne savez pas prendre cette bonne décision là, quelle autre bonne décision pourriez-vous prendre ? [...]

Bernard Milcent, artisan boulanger (85) : La déclaration de François Hollande sur son renoncement à sortir du nucléaire est désespérante.

Aurons-nous le choix entre la peste et le choléra pour les prochaines élections ? Pour moi, dans ce cas, ce sera ni l'un ni l'autre.

Philippe Gourves, étudiant (22) :

Craignant un avenir incertain si nous continuons aveuglément dans le nucléaire, moi (étudiant) et les générations futures voulons le changement. Nous voulons des énergies renouvelables, sûres, propres qui apporteront de très nombreux emplois, une meilleure économie (puisque les dépenses de l'État ne seront plus inutiles dans le nucléaire arriéré). Moi-même et mes futurs enfants ne voulons pas payer pour un désastre nucléaire, nous voulons un respect écologique, économique et sociologique. Le nucléaire, c'est du passé, il est temps de tourner la page et d'évoluer vers une démocratie plus juste, qui ne sera plus une démocratie bafouée. Vous valez mieux que ça, montrez le chemin à prendre !

Jean-Luc François, conseiller en énergies renouvelables (35) :

Chers dirigeants nationaux du PS, bonjour. Vous craignez de perdre vos relais locaux pro-nucléaires de Normandie : annoncez-leur une reconversion industrielle massive vers les énergies renouvelables, des milliers d'emplois dans l'éolien maritime, dans les énergies marines, des formations qualifiantes dans le solaire, la gestion de l'énergie... et vous verrez, ils voudront sortir du nucléaire, eux aussi. Cette saloperie ne tient que par les jobs qu'elle nourrit et l'argent qu'elle distribue, c'est-à-dire celui surtout de nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants qui devront payer la note u démantèlement... Ouvrez enfin les yeux, bon sang : le nucléaire ruine la France !

Noëlle Bouliou, standardiste (22) : Le choix du non-nucléaire sera déterminant dans mon vote du mois de mai. Tout candidat se déterminant pour la poursuite du programme nucléaire perdra ma voix et celle de beaucoup de monde ici en Bretagne, même au second tour. On n'attend pas la catastrophe avec le nucléaire : on l'arrête. Il n'y a jamais de

sécurité absolue avec le nucléaire. Il y a toujours des transports et des stockages dangereux et des déchets ingérables, des coûts exorbitants, des risques intolérables. JE VEUX POUVOIR REGARDER MES ENFANTS EN FACE ! Je ne pourrai jamais prétendre que je ne savais pas. Et vous ? Ça suffit !

Benjamin Vives (98) : Si vous aviez acheté une voiture 10 000 € et que juste avant la livraison on vous annonce qu'il faudra attendre 2 ans de plus et rajouter 20 000 € pour qu'elle roule, que feriez-vous ? C'est l'exact ordre de grandeur du surcoût de l'EPR de Flamanville... Entre temps, l'Argus et ses équivalents finlandais et anglais auraient annoncé qu'elle ne respecte pas les normes européennes. Pour ma part, je porterais l'affaire devant les tribunaux et commanderais une autre marque. Changeons d'époque, investissons dans notre avenir !



Évelyne Guirriec (35) : En France on est très fort avec les impasses technologiques : Secam, Concorde, Minitel, nucléaire... Volonté de puissance, stratégie de distinction, etc. Et puis on finit par se rallier à d'autres solutions que d'autres ont inventées, développées, et qui s'avèrent mieux adaptées. C'est déprimant. D'ailleurs, je note que nous sommes les champions du monde du nucléaire et de la consommation de psychotropes. On attend quoi pour prendre une décision ? Qu'il y ait des milliers morts ? [...]

Nicolas F., 12 ans, collégien (07) : La sortie du nucléaire, pour moi c'est clair ! Je voudrais vivre dans un monde non détruit par la radioactivité.

Raymond Chaussin, ingénieur chimiste (14) : Lorsqu'on place les actions en faveur de la jeunesse au cœur de son projet de gouvernement, comment peut-on continuer la filière nucléaire qui produit des déchets que l'on ne sait pas décontaminer et que donc on refourgue aux générations futures ?

Élisabeth Baudry, assistante technique tourisme (08) : Il y a 35 ans, nous avons lutté contre l'implantation d'une deuxième centrale à Chooz, dans les Ardennes. C'était le pot de fer contre le pot de terre... mais aujourd'hui le pot de fer est fêlé ! Que tous les pots de terre s'y mettent ensemble et le pot de fer va casser !



Accord PS – EELV : un renoncement sous la pression du **lobby** nucléaire

L'accord électoral rendu public le 15 novembre 2011 par le Parti socialiste et Europe-Écologie Les Verts à l'issue de plusieurs semaines de négociation a de quoi laisser durablement un goût amer à la majorité de Français qui souhaite la sortie du nucléaire. François Hollande est tout bonnement parvenu à imposer un diktat atomique.

La porte ouverte au renouvellement du parc nucléaire

Dans l'accord passé le 15 novembre, le PS et EELV "prennent acte de leur désaccord sur l'avenir du chantier de Flamanville". Voilà qui nous fait une belle jambe.

Hollande affirmait le 9 juin 2011 qu'"il n'est pas opportun de lancer la construction d'une vague de centrales de troisième génération". Le 16 novembre sur TFI, il expliquait cette fois : "j'ai dit que nous maintiendrons Flamanville parce que c'était pour moi une piste de nouvelle génération de réacteurs nucléaires". Il faudrait savoir !

L'accord inclut bien la promesse suivante : "Aucun nouveau projet de réacteur ne sera initié". Mais si cet engagement était sincère de la part des socialistes, pourquoi diable s'entêter à poursuivre le chantier maudit de l'EPR ? Celui-ci ne répond pourtant à aucun besoin électrique, ce que le PS affirmait lui-même dans un communiqué le 10 mai

2004. En 2004, EDF justifiait l'EPR en tant que "tête de série" annonçant le remplacement du parc nucléaire français actuel par des EPR, ces fameux "réacteurs de troisième génération". L'EPR est de plus un échec industriel cuisant, et le 14 novembre, le journal La Tribune révélait qu'EDF ne compte pas poursuivre cette expérience ratée au-delà de l'achèvement (hypothétique) du réacteur de Flamanville.

Construire un EPR, dont on annonce une durée de fonctionnement de 60 ans, c'est fourvoyer la France encore plus avant dans l'impasse nucléaire. Pour engager l'économie française sur la voie de la transition énergétique, il faut encourager les acteurs économiques (investisseurs, industriels, collectivités) par un signal fort et dénué d'ambiguïté. Poursuivre le chantier de l'EPR tout en annonçant vouloir amorcer cette transition, c'est allumer simultanément le feu rouge et le feu vert, condamnant la France à faire du sur-place pendant que nos voisins européens prennent de l'avance, nous



laissant loin derrière. C'est bloquer le nécessaire essor des énergies renouvelables et des investissements dans les économies d'énergie. C'est renoncer à des centaines de milliers d'emplois dans les filières d'avenir, à l'inverse de l'Allemagne qui en a créé 370 000 dans les renouvelables.

Au moins 10 réacteurs fonctionneraient au-delà de 40 ans

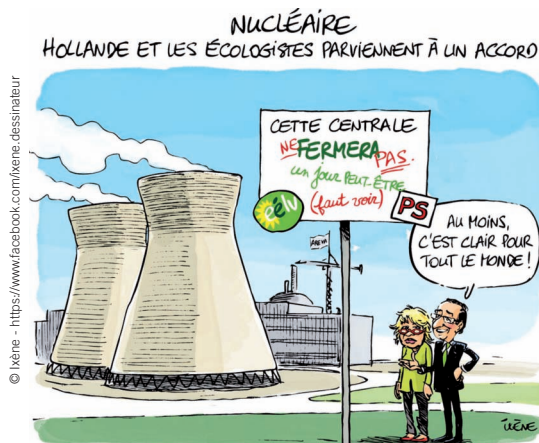
Les réacteurs français ont été conçus pour durer 30 ans ; des éléments aussi cruciaux que la cuve en acier du réacteur et son enceinte de confinement en béton vieillissent et ne peuvent pas être changés. Actuellement, EDF s'efforce d'obtenir l'autorisation de faire fonctionner 10 ans de plus – 40 ans au total – ceux de ses réacteurs qui ont déjà dépassé 30 ans d'activité.

Or, l'accord PS-EELV promet de réduire "la part du nucléaire dans la production électrique de 75 % aujourd'hui à 50 % en 2025" et annonce à cette fin "la réduction d'un tiers de la puissance nucléaire installée par la fermeture progressive de 24 réacteurs" à l'échéance 2025. Incroyable conséquence de cet "engagement" - et incroyable inconséquence des négociateurs d'EELV -, cela revient à prolonger le fonctionnement d'au moins 10 réacteurs au-delà de 40 ans d'activité, ce qu'EDF n'osait pas encore revendiquer ouvertement ! À titre de comparaison, les scénarios de sortie du nucléaire publiés ces derniers mois par Global Chance et négaWatt prévoient, eux, de ne laisser aucun réacteur dépasser 40 ans d'activité, tout en ménageant une sortie du nucléaire complète d'ici 2031 et 2033 respectivement (soit en 20 et 22 ans).

On le voit, François Hollande et sa garde rapprochée ont efficacement pris en compte les intérêts d'EDF dans la négociation de l'accord PS-EELV.

"Fermeture de 24 réacteurs"... ou pas !

2025, c'est loin... Comment oublier qu'après 2012, deux élections présidentielles auront encore lieu, en 2017 et 2023 ? Comment ne pas voir qu'en ne fixant qu'une échéance aussi lointaine, sans aucun objectif intermédiaire explicite, l'accord laisse les coudées franches à Hollande pour ne rien fermer du tout pendant les 5 ans de son éventuel mandat présidentiel ? Quant à ce qui adviendra ensuite...



Hormis la fermeture "immédiate" de la centrale de Fessenheim, aucun calendrier ne vient préciser les échéances d'application de ce "plan d'évolution du parc nucléaire existant". En cela, l'accord est même en retrait par rapport aux déclarations passées de François Hollande lui-même. Le 9 juin, celui-ci affirmait en effet au Nouvel Observateur : "Je veux même aller plus loin et adopter une position de principe : définir un âge maximal de 35 ans pour la durée de vie des centrales et engager sur quinze ans un programme de démantèlement". Or, un rapide calcul montre que respecter cette "position de principe" impliquerait d'avoir arrêté au moins 49 de nos 58 réacteurs fin 2025, soit 80 % de la puissance actuellement installée ! Et non pas 24 réacteurs représentant un tiers de la capacité existante. Hollande a donc successivement promis tout et son contraire ; l'essentiel pour lui était d'obtenir un accord électoral avec EELV, quitte à laisser les promesses inappliquées pendant les 5 ans de son éventuelle présidence.

De plus, l'accord PS-EELV pose des conditions à cette fermeture de 24 réacteurs : "Cette évolution intégrera les évaluations de l'ASN et de l'IRSN ainsi que le nécessaire équilibre offre-demande". Or, l'Autorité de Sécurité Nucléaire et l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire ont tous deux estimé récemment qu'aucun des 58 réacteurs français en activité ne nécessite d'être fermé – pas même ceux de la centrale de Fessenheim pourtant nommément visée par l'accord.

Quant à "l'équilibre offre-demande", c'est une condition à double tranchant. Un développement insuffisant des énergies renouvelables ou des centrales à gaz en cycle combiné à titre transitoire – dû par exemple à des investissements trop limités ou à une politique manquant de clarté – retarderait ou annulerait ainsi la fermeture des réacteurs. Au demeurant, le parc nucléaire actuel est déjà en situation de nette surproduction, conduisant la France à exporter de l'électricité bon marché au long de l'année, tout en important du courant à prix d'or en hiver lors des pics de consommation. En toute logique, l'accord devrait donc prévoir la fermeture immédiate d'autant de réacteurs au vu de ce déséquilibre offre-demande. Ce n'est pourtant pas ce qu'ont convenu les deux partis.

Le PS au garde-à-vous devant le lobby nucléaire

Un épisode affligeant montre à quel point le lobby nucléaire pèse de tout son poids sur le Parti socialiste. Alors que le texte de l'accord venait d'être formellement accepté par les négociateurs des deux formations, le paragraphe suivant a été purement et simplement retiré du texte lorsque l'accord a été soumis au vote du bureau national du PS, le 15 novembre en fin de journée :

"- Une reconversion à emploi constant de la filière du retraitement et de fabrication du MOX, et des moyens de stockage des différents types de déchets notamment le laboratoire de Bure, en centres

d'excellence du traitement des déchets et du démantèlement."

C'est Médiapart qui a révélé le pot-aux-roses. Des membres du bureau national du PS ont reconnu avoir reçu des SMS leur demandant de retirer ce passage. Areva a reconnu avoir contacté Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande et maire pro-nucléaire de la ville de Cherbourg, située en plein cœur de la presqu'île atomique du Cotentin. EELV, Éva Joly en tête, s'émeut logiquement de ce tripatouillage indigne. Le 17 novembre, les deux formations publient un communiqué commun pour essayer d'éteindre la polémique, qui réintroduit le paragraphe précédemment effacé, mais l'assortit de précisions suffisamment alambiquées pour permettre des interprétations divergentes.

[...]



© Stéphanie Guichon - Le Progrès

Quant aux engagements sur la filière MOX, rappelons qu'un précédent accord entre le PS et Les Verts a déjà été bafoué par le passé. L'accord PS-Verts de 1997 prévoyait un moratoire jusqu'en 2010 sur la capacité de production de combustible MOX de l'usine Mélox à Marcoule. Mais, le 30 juillet 1999, Dominique Voynet, ministre de l'Environnement du gouvernement socialiste de Lionel Jospin, signait le décret 99 664 "autorisant la compagnie générale des matières nucléaires à créer une extension à l'installation nucléaire de base, dénommée Mélox". Il s'agissait de fournir du MOX aux centrales japonaises...

EELV : convictions, dissensions, circonscriptions...

Le 13 novembre, sur France 5, Cécile Duflot déclarait : "On souhaite le maximum de députés, mais on fait de la politique parce qu'on a des convictions et on en a de très profondes sur le nucléaire. On sera prêts à n'avoir aucun député — aucun — si on veut nous obliger effectivement à renier ce qui fait l'essence même des convictions des écologistes." Mais aux termes de l'accord finalement conclu, le PS concède à Mme Duflot une circonscription parisienne. "Paris vaut bien un EPR", est-ce la morale de l'histoire ?

Le matin du 15 novembre, Yannick Jadot, un des principaux négociateurs d'EELV impliqué dans les discussions avec le PS, déclarait au journal Le Télégramme : "Aujourd'hui, je ne suis pas très optimiste sur la signature d'un accord. [...] On négocie sur la possibilité d'un audit. Nous disons :

PS-EELV, ENFIN UN ACCORD
SUR LE NUCLEAIRE



© Nsi - <http://www.dessinaturel.com/blog>

faisons un audit indépendant et gelons les travaux de l'EPR pendant cette période. On est très loin de notre position de départ qui était la sortie du nucléaire. Au point que certains, chez nous, disent même que l'on va trop loin." En fin de journée, l'accord était pourtant signé. Sans sortie du nucléaire ; sans arrêt de l'EPR ; sans même un "gel" du chantier ni un énième et bien inutile "audit".

Et le 23 novembre, Yannick Jadot annonçait sa démission du poste de porte-parole de la candidate Éva Joly, pour cause de "désaccord avec sa nouvelle ligne politique", manifestation encore trop réticente à son goût. Éva Joly semble en effet vouloir se démarquer, en ce qui concerne le nucléaire, de l'accord passé par son parti avec les socialistes. Le 22 novembre, elle déclarait ainsi : "Cet accord ne me fait pas plaisir, il ne me fait pas rêver", ajoutant : "j'en veux aux socialistes d'avoir cédé si visiblement au lobby du nucléaire". Il est permis de croire qu'Éva Joly elle-même compte au nombre de ceux pour qui EELV est allé "trop loin" dans les concessions...

Les socialistes embourbés dans des schémas archaïques

Le PS reste embourbé dans ses vieux schémas désormais dépassés par l'urgence écologique qu'il se targue pourtant de vouloir affronter. En 1981, François Mitterrand promettait l'arrêt du projet de centrale nucléaire de Plogoff, mais cette concession fut le prix payé par le lobby nucléaire pour continuer son développement. [...] François (Hollande) a manifestement décidé de mettre ses pas dans ceux de François (Mitterrand), dosant les concessions à minima (la fermeture de Fessenheim) pour préserver l'essentiel : les intérêts privés de l'industrie nucléaire et de ses relais politiques, au détriment de l'intérêt général.

Décédé en 1996, dix ans après Tchernobyl, le président Mitterrand avait déjà peu d'excuses pour avoir soutenu le nucléaire hexagonal au long de ses deux mandats. En 2011, après Fukushima, le candidat Hollande n'en a absolument aucune.

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Cette analyse a été publiée initialement le 23 novembre 2011, dans une version plus complète et avec mention des sources, sur www.sortirdunucleaire.org

Colonne de gauche : François Hollande a souhaité rencontrer Anne Lauvergeon, ex-PDG d'Areva, lors du Forum Libération à Lyon le 26 novembre 2011.

© EELV



**POUR ÉVITER D'ÊTRE
PRIS POUR
UNE DINDE
DE NOËL EN AVRIL
INSCRIVEZ-VOUS SUR
LES LISTES ÉLECTORALES
AVANT LA TRÈVE DES CONFISEURS**

Rendez-vous dans votre mairie avec une pièce d'identité et un justificatif de domicile
AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2011

**NE PAS VOTER NUIT
GRAVEMENT À LA DÉMOCRATIE**
ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
DES 22 AVRIL ET 6 MAI 2012

Mais, au juste,
qui prend qui pour une dinde ?

Candidats aux présidentielles, voici nos **revendications** !

Depuis plusieurs mois, le Réseau "Sortir du nucléaire" interpelle les partis politiques et leurs candidats, en vue des élections présidentielles de 2012. Nous avons rencontré nombre d'entre eux, et leur avons systématiquement fait part des revendications suivantes.

Préalable indispensable : une décision contraignante et engageante de sortie du nucléaire, qui ne laisse aucun retour en arrière possible.

Celle-ci se traduira par l'adoption de mesures immédiates, notamment :

- ◆ l'arrêt définitif du programme EPR (Flamanville et Penly), en France et à l'étranger (Olkiluoto, Taishan, Jaitapur), ainsi que de tout projet d'exportation de technologie nucléaire
- ◆ l'abandon des projets de réacteurs dits de 4^{ème} génération
- ◆ le gel de tous les projets d'enfouissement de déchets radioactifs, ainsi que de toute nouvelle installation de stockage de déchets nucléaires.
- ◆ l'arrêt du retraitement à La Hague et de l'utilisation du combustible MOX
- ◆ l'abandon immédiat du projet ITER
- ◆ l'arrêt immédiat de plusieurs réacteurs parmi les plus dangereux, à commencer par Fessenheim (Haut-Rhin), Tricastin (Drôme) et Le Bugey (Ain)

Pour mettre en oeuvre cette décision, seront nécessaires :

- ◆ La mise en place au plus vite d'un programme de travail transversal et opérationnel pour mettre en oeuvre la sortie du nucléaire et préparer la réorientation énergétique de la France. Celui-ci devra produire un calendrier de sortie, en accordant une large place aux contributions d'experts indépendants et prendre en compte les travaux déjà existants sur le sujet. En outre, ce programme se devra également d'aborder la reconversion des travailleurs de l'industrie nucléaire.

- ◆ Le retour de l'énergie au sein d'un grand ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire.

Un calendrier de sortie le plus rapide possible du nucléaire

Celui-ci prévoira différents points d'étapes à moyen terme, ainsi que de premières fermetures dès la première année. Les installations à fermer en priorité seront déterminées sur la base d'une analyse multirisque.



Celle-ci prendra en compte, entre autres :

- ◆ l'âge des réacteurs (fermeture demandée une fois dépassées 30 années d'exploitation) (cas de Fessenheim, Tricastin, Bugey...)
- ◆ le passif existant en termes d'incidents (Chinon, Cattenom, Fessenheim...)
- ◆ la situation en zone sismique (Fessenheim, réacteurs de la vallée du Rhône...) ou inondable (Blayais)
- ◆ le risque lié à la présence d'autres activités industrielles dangereuses dans le voisinage immédiat (cas de Gravelines, entourée de 13 sites Seveso seuil haut)
- ◆ la densité de la population alentours, qui aggraverait significativement les conséquences d'un accident (cas de Nogent, Cattenom, Le Bugey, Gravelines...)

Un véritable audit sur le démantèlement des centrales

Avec lancement d'une large réflexion sur le sort des déchets nucléaires intégrant toutes les composantes et les acteurs de la collectivité.

Des mesures impactantes et un soutien fort aux alternatives énergétiques

- ◆ Réorientation massive des financements de recherche et développement du nucléaire vers la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables.



- ◆ Soutien massif aux filières : aides financières, aide à la structuration des filières et soutien à la mise en place de formations professionnalisantes dans les métiers-clé (rénovation écologique, audit énergétique, énergies renouvelables...), suppression des barrières légales telles que le classement de l'éolien en ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement).
- ◆ Des mesures-phares à adopter au plus vite : un plan de rénovation du bâti ancien, interdiction autant que possible du chauffage électrique, mise en place de standards exigeants de performance énergétique pour les bâtiments neufs et les équipements électriques.
- ◆ La mise en place généralisée d'informations et de formations à destination de divers acteurs (scolaires, entreprises, administrations...) afin de permettre le développement d'une culture de la sobriété énergétique.

Plus de moyens localement pour assurer la transition énergétique

- ◆ La mise en place d'une gouvernance permettant une véritable politique énergétique décentralisée et une relocalisation de la production d'énergie, où les citoyens disposent d'un vrai pouvoir de décision.
- ◆ Un transfert de compétences et de moyens pour permettre aux collectivités locales de mener des politiques énergétiques ambitieuses permettant de tendre vers l'autonomie énergétique ; des moyens alloués aux collectivités pour mener des politiques locales de lutte contre la précarité énergétique, afin de compenser le renchérissement du prix de l'électricité.

- ◆ Un soutien massif à la création d'agences locales de l'énergie.

Des mécanismes financiers pour accompagner et accélérer la transition énergétique

Mise en place progressive de taxes sur l'électricité et/ou d'une tarification progressive de l'énergie, accompagnées en parallèle de mesure de lutte contre la précarité énergétique pour ne pas pénaliser les ménages les plus défavorisés. Les ressources collectées seront affectées à des programmes de maîtrise de l'énergie.

La mise en place d'un véritable service public de l'énergie

Caractérisé par une gouvernance publique des enjeux énergétiques en fonction de l'intérêt général et par un contrôle citoyen sur les entreprises de production énergétique, quelles que soient leurs formes.

Enfin, nous demandons à la France de s'engager fermement dans la voie du désarmement nucléaire

En renonçant au renouvellement de son arsenal nucléaire et en mettant hors d'état de nuire les armements existants (sous-marins, têtes nucléaires...). En matière de politique internationale, nous demandons à la France de prendre parti pour l'abolition des armes nucléaires, en soutenant la réalisation d'une Convention pour l'élimination totale des armes nucléaires.



© Réseau "Sortir du nucléaire"

DR



Poubelle nucléaire de Bure

Un projet monstrueux à stopper

Qui ne connaît Bure (Lorraine / Champagne) ? Sans Bure, l'industrie nucléaire meurt de ses déchets, par occlusion. D'où le lancement d'un forcing effréné.

C'est nouveau. Le secteur de Bure va devoir s'habituer à un barbarisme supplémentaire : CIGÉO, "iCIGÉOnte" pour les plus perspicaces. Pour son promoteur, l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), c'est un "Centre Industriel de stockage GÉologique". Industriel ! Le mot est lâché, pour la première fois. Ainsi donc, ce qu'ils faisaient passer pour un "laboratoire" depuis 18 ans cachait bien une méga poubelle radioactive souterraine qui, de plus, se verrait doublée d'un stockage en surface. Bure : la peste et le choléra !

Depuis fort longtemps, Areva, EDF et l'Andra se gargarisent d'affirmations lénifiantes : les déchets nucléaires de moyenne et haute activité à vie très, très longue (MAVL-HAVL) ne représenteraient que 20g par an et par habitant et seulement 4 % du volume total des déchets nucléaires. Leur comparaison préférée : ces déchets tiendraient dans une malheureuse "piscine olympique". Examinons de plus près la taille de la "piscine" CIGÉO :

nucléaire qui préparerait les fûts avant descente et qui en stockerait d'autres durant des décennies, le temps qu'ils refroidissent car bien trop chauds pour être enfouis.

Ce projet, c'est aussi des milliers de transports dangereux à travers le pays pour drainer vers Bure 240 000 conteneurs de déchets MAVL et HAVL qui se sont accumulés, entreposés pour l'instant ici et là.

Ce projet, c'est encore une discrète demande de "ventilation" déposée par l'Andra. Peu le savent mais certains conteneurs produiront des gaz radioactifs, que l'Andra projette de rejeter dans l'environnement. Des gaz qui seraient générés non seulement dans le site d'enfouissement mais également dans l'INB de surface. La radioactivité ne serait donc pas relâchée lorsque l'enfouissement serait inévitablement devenu défectueux, mais bien dès l'arrivée des premiers fûts !

Enfin, ce projet c'est l'engloutissement de sommes faramineuses, qui font si cruellement défaut ailleurs : 15 milliards d'euros annoncés hier, de 35 à 58 milliards aujourd'hui². Et demain ?

À Bure, les populations de la région sont tenues en otages par l'espoir d'emploi, tandis que l'argent dégouline et arrose à tout va dans les départements de Meuse et de Haute-Marne. Mais la résistance enfle : une municipalité concernée a délibéré contre l'enfouissement (Bonnet), une association anime à présent le canton, le QG de Bure Zone Libre s'active, la Fédération STOP déchets nucléaires est sur tous les fronts... Récentement, une analyse scientifique et indépendante suscitée par les "résistants" a dévoilé l'"optimisme excessif et généralisé" de l'Andra dans ses études³. Autrement dit : celles-ci sont pipées pour "rassurer" (tromper) élus et citoyens sur les caractéristiques du sous-sol.

Oui les lignes bougent, mais c'est aujourd'hui qu'il faut stopper cette folie. À travers des leviers comme les élections présidentielles et législatives, et non pas par les attrape-gogos annoncés : un "débat public" en 2013, suivi d'une loi en 2016.

"Ne plus subir > s'indigner > AGIR !"

Fédération Grand-Est STOP déchets nucléaires

cedra.org@orange.fr

03 25 04 91 41



- ◆ Un immense dépotoir nucléaire souterrain de plus de 1500 ha (4 km de côté), près de 100 000 m³ de déchets nucléaires à enfouir¹, plus de 300 km de galeries (tunnels de desserte et de stockage).
- ◆ Un site d'une emprise de 200 ha (1,4 km de côté) à l'aplomb du dépotoir, dont 130 ha pour stocker les colossaux déblais du creusement.
- ◆ Un autre site de 100 ha (dont 30 ha là aussi pour des déblais de creusement), à quelques km du précédent, destiné au départ d'un tunnel qui alimenterait le dépotoir par 5 km de descente en une pente de 10 %. Ce site serait une INB (installation nucléaire de base), un site

Notes :

1 : www.andra.fr/pages/fr/menu/les-solutions-de-gestion/concevoir-un-centre-de-stockage-pour-les-dechets-ha-et-ma-vl-84.html

2 : Audition de M-C. Dupuis, directrice de l'Andra, devant l'Assemblée nationale le 19 janvier 2011, www.assemblee-nationale.fr/13/cr-eco/10-11/c1011036.asp ; Global Chance, "Nucléaire : la grande illusion", p.7

3 : www.clis-bure.com

Les disparus de Fukushima

Le 16 décembre, un journaliste japonais indépendant, Tomohiko Suzuki, a donné une conférence de presse très instructive. Cet homme courageux, journaliste de terrain, s'était fait embaucher à la centrale de Fukushima Daiichi comme ouvrier par l'intermédiaire d'une filiale de Toshiba. Affecté à une tâche liée au retraitement de l'eau contaminée, il a pu enquêter à l'intérieur même du site, du 13 juillet au 22 août 2011. Ses révélations sont l'occasion de revenir sur la disparition de dizaines, voire de centaines d'ouvriers sur les listes administratives de la centrale nucléaire.

Dans une version quelque peu raccourcie faute de place, nous publions ici un article de Pierre Fetet, rédacteur du Blog de Fukushima. Profitons de l'occasion pour saluer son opiniâtre travail d'information indépendante et de qualité.

Aucun progrès

Tout d'abord, les déclarations de Tomohiko Suzuki sont à l'opposé de la communication officielle qui proclame que tout est sous contrôle. Selon lui, aucun progrès n'a été fait vers une quelconque sortie de la crise nucléaire : seuls des travaux de façade ont été effectués pour faire croire à une maîtrise de la situation. On peut citer en effet l'installation de la tente de protection du réacteur n°1 et le nettoyage de la façade sud du réacteur n°4. Il s'agit d'actions concrètes et visibles propices à donner une image de maîtrise de la situation. Or en réalité il n'en est rien.

On ne sait toujours pas quoi faire de l'eau contaminée par le refroidissement des réacteurs, eau que l'on essaie de retraiter mais qui en fait s'entasse sur le site, au risque de la voir se répandre par des fuites diverses dues à des failles dans le sol, à des tuyaux de mauvaise qualité, à des normes techniques différentes selon les entreprises qui interviennent, et peut-être cet hiver à cause du gel de certains circuits exposés en plein air. Au 15 novembre, les réservoirs installés sur le site pouvaient contenir 106 000 tonnes d'eau contaminée. S'il n'y avait pas une pression de l'opinion publique, TEPCO (Tokyo Electric Power Company) aurait déjà relâché cette eau dans la mer.

Les six piscines des réacteurs et la piscine commune nécessitent un refroidissement constant car elles renferment ensemble 1964 tonnes de combustible.



Citernes de stockage de l'eau contaminée (17 septembre 2011)

Aucune erreur n'est tolérable pour la maintenance de ces piscines, et il est difficile de comprendre pourquoi TEPCO a laissé s'évaporer l'eau de la piscine n°4 jusqu'à ne plus avoir que 1,50 mètre de hauteur au-dessus du combustible le 1er décembre alors que sept mètres sont nécessaires. Ces piscines extrêmement dangereuses ne servent à rien. Elles nécessiteront des dépenses pharaoniques de surveillance et d'entretien durant des dizaines d'années alors que l'électricité qui a été produite avec les combustibles entreposés est déjà consommée depuis longtemps.

Les coriums des réacteurs 1, 2 et 3, représentant au maximum 257 tonnes de combustible, ne sont pas localisés. Malgré des centaines de pages de rapports divers et des modélisations rassurantes, personne ne peut dire aujourd'hui où ils sont exactement. Comment peut-on affirmer contrôler quelque chose qu'on ne sait pas localiser ?



Stockage temporaire du césium extrait de l'eau contaminée (21 décembre 2011)

Un témoignage accablant

Tomohiko Suzuki témoigne également des conditions de travail inadmissibles, de l'absence de vérification de la qualification des intérimaires, de la guéguerre entre les constructeurs Toshiba et Hitachi qui dissimulent des données qu'ils devraient partager. Toutes ces informations sont habituellement cachées au Japon car les ouvriers du nucléaire n'ont pas le droit de parler, comme cela est stipulé dans leur contrat d'embauche [qui les soumet à une stricte confidentialité et leur interdit de répondre aux médias]. C'est pour cela que cette conférence de presse est exceptionnelle. Les informations sont de première main et c'est suffisamment rare pour être remarqué.

Pour lui, il fallait évacuer une zone de 80 km autour de la centrale, comme les États-Unis l'avaient préconisé pour leurs propres ressortissants. "Il y a des gens qui vivent dans des zones où personne ne devrait être. C'est presque comme s'ils vivaient à l'intérieur d'une centrale nucléaire", explique Suzuki.



Conférence de presse du journaliste indépendant Tomohiko Suzuki

© AFP

Malgré l'absence de progrès notables dans la résolution de la crise, les nouvelles idées des ingénieurs sont aujourd'hui repoussées car il n'y a plus d'argent pour cela. On comprend mieux la précipitation du gouvernement et de TEPCO pour annoncer un "arrêt à froid" des réacteurs. Même si cela ne veut rien dire concrètement face à des réacteurs ruinés ayant perdu leur capacité de confinement, cela permet de réduire drastiquement le budget alloué à la résolution de la crise. Et tout cela aux dépens de la santé des travailleurs qui, pour la plupart, ne sont pas suffisamment prévenus des dangers des radiations. Cela explique sans doute le taux de mortalité important sur l'usine : depuis sept mois, au moins cinq ouvriers sont morts de manière brusque.

Risques pour la santé des travailleurs

Tomohiko Suzuki a ainsi dénoncé les dangers et les risques pour la santé des travailleurs. Il existe d'ailleurs toujours des doutes sur l'état de santé

des travailleurs que TEPCO a "perdu" de ses listes dans les premiers mois et qu'il serait "impossible" de retrouver aujourd'hui. Le 20 juin, TEPCO avouait avoir perdu 69 ouvriers. Le 21 juillet, le groupe audiovisuel japonais NHK rapportait que 198 travailleurs avaient été perdus par l'entreprise. Enfin, selon Fukushima Diary, il manquerait officiellement 840 ouvriers au 15 décembre. Que signifient ces chiffres ? TEPCO semble perdre certains de ses employés au fur et à mesure que le temps s'écoule. Au lieu de retrouver ces personnes pour pouvoir vérifier leur contamination et suivre leur état de santé, l'opérateur en perd de nouveau.

En fait, on apprend avec notre journaliste freelance que, juste après les explosions de mars, TEPCO avait demandé à l'ensemble de ses entreprises de sous-traitance de recruter "des gens qui n'avaient pas peur de mourir". Comment cela est-il possible ? Hormis les Japonais qui effectivement, dans un esprit de sacrifice, ont accepté de risquer leur vie pour éviter que le Japon ne devienne un désert radioactif, qui d'autre pourrait accepter cette idée terrible ? Une autre information de poids rapportée par Suzuki pourrait l'expliquer en partie : le journaliste dévoile que les yakuzas sont très impliqués dans l'industrie nucléaire, étant responsables pour 10 % du nombre de recrutés dans la centrale de Fukushima. Les yakuzas formeraient la plus grande organisation criminelle au monde. Il faut savoir qu'au Japon, plus de 41 % des patrons de grandes entreprises japonaises affirment avoir été victimes de racket de cette organisation qui perçoit des "dîmes" régulières. On peut donc comprendre alors quels types de pressions peuvent être exercés sur des familles qui auraient des "dettes". Car, selon Suzuki, les groupes yakuzas ont longtemps envoyé des travailleurs dans les centrales nucléaires comme un moyen de rembourser les prêts consentis à des taux exorbitants.

Recrutements douteux

Une autre manière de recruter des ouvriers sur la centrale est le démarchage des personnes en difficulté. Certaines sociétés de sous-traitance sont allées très loin pour recruter des personnes dans le besoin, et surtout ne connaissant pas les dangers de la radioactivité. En témoigne ce tract alléchant distribué dans la région d'Ibaraki, et trouvé dans la boîte aux lettres d'un lecteur de ce blog au mois d'octobre. En voici l'image et la traduction :

"Travail de reconstruction dans la zone sinistrée suite à la grande catastrophe dans l'Est du Japon" À l'intérieur de la zone de protection des 20 kilomètres (à l'extérieur de la centrale nucléaire) pour un travail de déblaiement.

4 heures par jour (par équipe de 24 heures)

Salaire journalier : 27 000 yens

(2 mois = plus de 1 600 000 yens)

Prise en compte à partir du 10 du mois, paiement 7 jours plus tard.

Durée du travail : 2 mois (pas de vacances)

Logement offert

"Travail de reconstruction dans la zone sinistrée suite à la grande catastrophe dans l'Est du Japon"

《東日本大震災被災地復興事業》
福島原発 20km 圏内(原発敷地外)ガレキ撤去作業

1日4時間労働(24時間交代制)

《日給 27,000 円》

(2ヶ月で160万円以上)

支払：10日締め、7日後支払い

期間：2ヶ月に限る(休みなし)

宿泊施設：無償提供

食費：1日3食 1,750円(相殺可)

年齢：40歳～70歳(男性のみ)

労災有：(作業防護服支給)

(住所不定・暴力団関係お断り)

毎月順次募集 先着順に締め切り

《ガレキが無くなるまで》

(有)芳商プランニング

担当：仲村幸留 tel：047-703-7122

(連絡は午後6：00～11：00)

DR

Frais de repas 1750¥ (3 repas/jour) possibilité de retenue directe sur salaire

Âge : entre 40 et 70 ans, hommes uniquement

Travail sécurisé (équipement de protection fourni)

(Sans domicile fixe et membres de la mafia refusés)

Cette annonce sera renouvelée chaque mois, les premiers arrivants seront les premiers inscrits.

"Jusqu'à la fin des travaux de déblaiement"

S.A.R.L Hosyo planning

Responsable : M. Nakamura : 047- 703 7122

(Joignable de 6:00 à 11:00)

[NDT : il y a lieu probablement de décompter les charges sociales, les frais d'agence et de postage ainsi que la commission de l'agent recruteur qui peut être importante, ce qui donnerait un salaire net moindre, mais restant encore très alléchant.]

Véritable tract de recrutement ou arnaque ? Seules les personnes dans le besoin qui ont répondu à cet appel pourraient en témoigner. Quoi qu'il en soit, la catastrophe de Fukushima semble avoir créé une économie parallèle, où des salaires mirobolants sont versés à des gens prêts à tout pour sortir de la misère, et où on ne prendrait même pas la peine d'inscrire l'identité de certaines personnes appelées à faire des tâches quasi suicidaires. Sur internet, on trouve ce genre d'annonce avec un salaire mensuel plutôt de l'ordre de 200 000 yens, mais le salaire journalier annoncé n'est pas non plus aberrant puisqu'on trouve aussi des annonces à 30 000 yens pour 3 heures de travail la journée. Ces écarts de salaires s'expliquent sans doute par les différences des tâches à effectuer sur le terrain ou dans la centrale.



© James Nachwey - Vanity Fair

Un message secret

Il est impossible de savoir aujourd'hui où sont passés les ouvriers disparus. Étant donné que TEPCO ne communique pas sur ce sujet extrêmement délicat, des rumeurs ont circulé sur Twitter et sur la toile. Pour exemple, ce message troublant que l'on m'a transmis début novembre d'un "ancien professeur de maths à l'Université de Kyoto, actuellement chef pour la relance des zones sinistrées" ; En voici la traduction :

Envoyé le : Jeudi 3 Novembre 2011 9h54

Objet : prof de Kyoto Univ.

"TEPCO a toujours affirmé qu'ils avaient perdu la trace d'une centaine d'employés concernant leur



© James Nachwey - Vanity Fair

Kanika Osumi tient le portrait de son mari Nobukatsu Osumi, décédé d'une crise cardiaque pendant son travail sur le site de Fukushima. Elle pense que le décès de son mari est dû à son travail à la centrale accidentée.

suivi dosimétrique et médical, c'est faux. La réalité est qu'ils sont morts à cause de la très forte radioactivité des installations endommagées. Ces victimes ont été parfaitement prises en charge médicalement par les unités de "Fukushima medical university". Le département qui les a pris en charge a archivé tous les éléments médicaux de tous ces patients (symptômes, analyses, prélèvements humains, évolutions). Si cette information, concernant une entreprise privée ayant occasionné un certain nombre de victimes directes, venait à être connue, cela ferait un très gros problème compte tenu de la situation actuelle. Ne pouvant cacher qu'un certain nombre d'employés avait disparu de leurs listes, la direction de TEPCO, avec l'aval du gouvernement, a préféré mettre en avant une perte de contact administratif avec ces personnes concernant leur suivi médical et dosimétrique. Les familles des victimes ont reçu de très belles indemnités pour les faire taire. À l'heure actuelle personne ne parle, car cela représente pour les familles dédommagées une menace si elles venaient à rompre leur silence. Moi, j'ai longuement hésité avant de vous informer de ce constat, il est probable que ce message sera effacé assez rapidement par les administrateurs du site.

Les personnes qui me lisent et qui me diffusent, auront peut-être quelques petits dérangements, mais la censure de la réalité d'une situation ne peut pas aller en s'améliorant. Je continuerai d'essayer à vous tenir au courant, mais il ne sera pas toujours simple d'être clair, je vous apporterai plus de précisions en messages privés."

Info ou intox ? Qui aurait intérêt à diffuser ce genre de texte ? Il faut espérer qu'un journaliste d'investigation retrouvera un jour l'homme qui a écrit ce message lancé comme une bouteille à la mer. Cette lettre pourrait être malheureusement véridique car elle concorde avec d'autres sources plus explicites.

Les ouvriers "jetables" ?

Selon Fukushima Diary, un travailleur de 21 ans est mort d'un infarctus. Il avait travaillé à la centrale de Fukushima Daiichi de mars à juillet 2011. Il est mort chez lui, et aucune autopsie n'a été réalisée. Cette mort n'est donc pas comptabilisée. Cette information a été donnée par M. Sakuma, commerçant à Kawamata-Machi (à 22 km à l'est du site nucléaire) lors d'une interview accordée au

Colonne de gauche : Masaya Ishikawa (30 ans) et Hideyaki Kusumoto (34 ans), liquidateurs à Fukushima, dans la chambre d'hôtel qu'ils partagent à Iwaki Yumoto.

Colonne de droite :

J-Village (à 20 km de la centrale, dans un ancien centre d'entraînement de football), où les liquidateurs subissent un contrôle de radioactivité après chaque journée de travail à Fukushima.

journaliste Iwakami Yasumi. Accablé par les banques à qui il devait 30 millions de yens, cet homme est allé travailler à la centrale tout en étant bien conscient des risques qu'il encourait. Grâce à son témoignage, on apprend que dans les zones les plus contaminées, les ouvriers "non référencés" sont obligés de travailler dans des conditions extrêmes : l'un de ses amis a dû aller dans le réacteur n°3. Dans un endroit rempli de débris, le compteur montrait environ 1-2 Sv/h. Le lendemain matin, le même endroit avait été impeccablement nettoyé, ce qui signifie que cela avait été fait par des hommes et non par des robots. Certains travailleurs "jetables" pourraient ainsi être forcés à travailler dans des situations extrêmes, puis on les renverrait, enfin ils seraient marqués comme "manquants".



© James Naughton - Vanity Fair

Par ailleurs, un journaliste a tenté de poser la question du nombre de morts directement au gouvernement, représenté ce jour-là par le secrétaire parlementaire Yasuhiro Sonoda : il lui est en fait impossible de répondre à la question et se reporte toujours sur une demande faite à TEPCO. Sa non réponse implique donc que le gouvernement ignore combien de morts il y a eu à Fukushima depuis le 11 mars 2011.

Des ouvriers en colère

Suite à l'annonce gouvernementale évoquée au début de cet article, il n'y a pas que le gouverneur de Fukushima qui a sursauté en regardant la télévision. Selon le Tokyo Shinbun (le journal de Tokyo), les travailleurs de Fukushima sont également furieux d'avoir entendu leur Premier ministre déclarer que non seulement la température dans les réacteurs avait baissé mais que la situation était désormais sous contrôle : "Le gouvernement ment" ; "Je ne comprends pas ce qu'il dit" ; "On ne peut même pas entrer dans les bâtiments et on ne sait même pas comment récupérer les combustibles". Un des travailleurs qui regardait la conférence à la télévision commenta aussi : "J'ai cru que je ne comprenais plus le japonais. Je ne crois pas qu'il parle de la centrale que je vois tous les jours. Il nous faudra encore des années pour pouvoir gérer la situation..." [...]

Pierre Fetet

Publié initialement le 18 décembre 2011 sur le Blog de Fukushima, <http://fukushima.over-blog.fr/>
Reportez-vous au blog pour consulter les sources et vidéos



Patrouille de policiers en bras de chemise dans la zone des 20 km autour de Fukushima...

BR

La police ne serait pas mieux lotie. Les policiers qui gardent la zone d'évacuation de 20 km ne sont pas informés du niveau de rayonnement de l'environnement où ils travaillent (environ 100 microSv/h lorsque M. Sakuma l'a mesuré) et de ce fait, les décès des policiers ne sont pas plus comptabilisés car ils ne font pas partie de la liste des ouvriers.



Patrouille de policiers, cette fois-ci munis de combinaisons et masques à gaz, près de Fukushima.

© AFP

Même quand ils ne sont pas forcés de faire des travaux dangereux, certains ouvriers font en sorte de ne pas toujours porter leurs dosimètres afin de pouvoir travailler plus longtemps, car dès qu'ils arrivent à la dose maxi, ils perdent leur emploi. C'est aussi ce qui explique que beaucoup d'ouvriers aient des dépassements de doses. D'ailleurs, l'ancien directeur de la centrale lui-même, souffrant aujourd'hui d'un cancer, avait avoué ne pas s'être inquiété des doses qu'il avait reçues. Depuis mars, d'après les données officielles de TEPCO, sur les 17 780 personnes qui sont venues travailler à la centrale de Fukushima Daiichi, 338 d'entre elles auraient reçu des doses supérieures à 100 mSv. Mais on ne sait pas si les "disparus" sont comptabilisés dans ce nombre. On ne sait pas non plus combien de ces employés sont encore en vie aujourd'hui. Tant que cette liste restera anonyme, il sera impossible de vérifier ces informations unilatérales.



© David Guttenfelder - Associated Press

Overdose de rayons X à Rangueil : quels effets ?

Au CHU toulousain de Rangueil, entre le 11 avril 2006 et le 17 avril 2007, 145 patients ont été traités pour des tumeurs intracrâniennes malignes ou bénignes. Le 24 mai 2007, la presse révélait qu'un dysfonctionnement avait entraîné un surdosage dont les patients n'ont pas été avertis.

Une radiothérapie consiste à traiter une tumeur par des rayons, en plusieurs séances, généralement une trentaine réparties sur 5 à 6 semaines ; la dose radioactive délivrée dépasse rarement 2 grays par séance. En radio-chirurgie, la tumeur est aussi traitée par des rayons mais la dose moyenne est de 14 grays au centre de la tumeur et elle est généralement délivrée en une seule fois.

L'Autorité de Sûreté Nucléaire a fixé à 1 millisievert par an pour le public et à 20 millisieverts par an pour le personnel exposé les doses à ne pas dépasser. En radiothérapie, il ne doit pas y avoir de dépassement de la dose calculée ; or, à Rangueil, les dépassements constatés allaient de 100 à 6000 millisieverts ! (Le gray mesure la "dose absorbée", une simple quantité d'énergie ; le sievert mesure la "dose efficace", calculée par une pondération de la dose absorbée selon les tissus ou organes irradiés.)



© Thierry Bordas - DDM

Dans le cadre d'une "Convention amiable" mise en place par l'Autorité Régionale de l'Hospitalisation, des "experts" sont mandatés par le Comité de suivi des victimes de l'accident pour apprécier, soit par l'examen sur dossier des personnes décédées (à la demande de leurs ayants-droit), soit par l'examen médical et en fonction de leur dossier (pour les victimes qui en ont fait la demande), les préjudices consécutifs aux surdosages.

Ces experts sont soit des neurochirurgiens soit des spécialistes qui pratiquent régulièrement la radio-chirurgie. Ils prétendent que les surdoses administrées n'ont aucun lien avec les décès et qu'il n'y a pas de risque de développer plus tard une pathologie radio-induite. Ils ne reconnaissent donc pas les effets néfastes des doses parfois énormes reçues par le cerveau ou le cervelet, au mépris des travaux scientifiques qui ont déterminé les doses limites et les effets nocifs de leur dépassement.

Le lien de causalité est admis pour les dégâts mineurs lorsqu'il est impossible de trouver une



cause dans les antécédents médicaux des victimes. Mais dès qu'il s'agit de décès, c'est la levée de boucliers ; la justification la plus facile étant de dire que ces patients étaient atteints d'un cancer qui a provoqué leur décès. En réalité, des victimes décédées après leur traitement pour métastase dans le cerveau ou le cervelet étaient guéries du cancer primaire (à partir duquel une cellule cancéreuse migre puis se multiplie, à distance du cancer primaire, et forme une métastase) lorsqu'elles ont subi la radio-chirurgie. Des victimes sont décédées après avoir été traitées pour des tumeurs bénignes, parfois au mépris de la précaution qui veut qu'on ne touche pas à une tumeur bénigne de grade I chez des personnes âgées.

Le compte rendu d'expertise d'un patient, qui a reçu 25 grays au lieu de 12, indique qu'il n'existe pas dans la littérature d'argument en faveur d'un risque évolutif spécifique d'une lésion liée à une sur-irradiation par radio-chirurgie", alors que des centaines de publications scientifiques attestent de la dangerosité d'un surdosage de rayonnements ionisants.

Parallèlement à la "Convention amiable" qui permet aux victimes de demander une indemnisation de leur préjudice sans passer par une procédure en justice, une plainte au pénal, déposée le 18 janvier 2008, est en cours d'instruction.

L'association SOS Irradiés 31, créée suite à l'accident de Rangueil, regroupe à ce jour 84 adhérents. Pour nous aider à faire reconnaître 1) le lien de causalité entre le surdosage et le décès ; 2) le risque de développer une pathologie radio-induite, nous aimerions rencontrer un spécialiste de la radiothérapie pour avoir son avis sur les éléments des dossiers médicaux qui motivent nos doutes quant à leur fiabilité. Si vous pouvez nous aider, contactez-nous ! Un grand merci !

Josette Trancho

Secrétaire de SOS Irradiés 31
trancho.josette@wanadoo.fr

Colonne de gauche :
Des membres de l'association
SOS-Irradiés 31, et leur avocat
Christophe Légevaques

Le divorce Proglio-Lauvergeon ou la fin de la famille nucléaire à la française

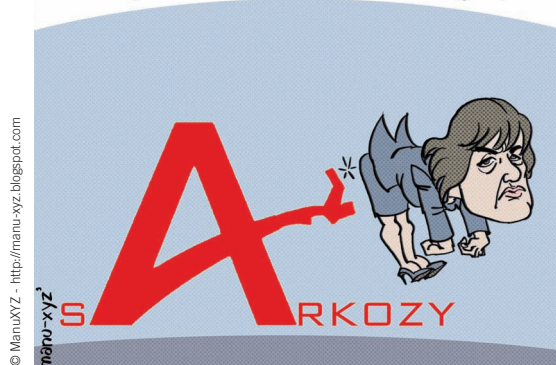
Dans ce qui aurait pu être un supplément au Prince de Machiavel, le journaliste enquêteur Pierre Péan met en scène sous une lumière crue les coups bas et feutrés portés par Henri Proglio et sa clique contre Anne Lauvergeon, qui présideront à sa chute le 16 juin 2011.

La pièce est complexe et pleine d'enchevêtrements, les personnages torturés par l'ambition et parfois tortionnaires, la morale et la prudence abolies, l'argent, bien sûr, un moyen et une fin, la mesure de toute chose. Rejouer en deux pages la guerre sans merci - racontée en trente par Pierre Péan dans La République des mallettes¹ - que se sont livrés les patrons d'EDF et Areva, est une performance scénique dont vous ne pouvez être privés !

Notes :

¹ : Pierre Péan, "Au cœur du réacteur", in La République des mallettes. Enquête sur la principauté française de non-droit, Fayard, Paris, 2011.

Ce qui devait arriver Areva... Anne Lauvergeon n'est pas reconduite à la tête du groupe.



L'affaire commence le 30 juin 2009. La recapitalisation du groupe Areva, réclamée de longue date par Anne Lauvergeon et destinée à financer son développement, est décidée par l'Élysée qui sélectionne une troïka d'investisseurs : un industriel japonais et deux fonds souverains, l'un koweïtien, l'autre qatari. Cette manœuvre financière est prétexte à un audit de la filière nucléaire tout entière, confié à l'automne à François Rouselly. Celui-ci, ancien PDG d'EDF, est l'homme qui a nommé Henri Proglio à la tête du Conseil Stratégique de l'électricien français peu avant d'en être débarqué ; poste d'où, en cette fin d'année 2009, le ci-devant PDG de Véolia brûle de s'emparer à son tour des rênes de l'électricien français. Coïncidence remarquable, François Rouselly est aussi l'homme qui, dans ses nouvelles fonctions de vice-président Europe du Crédit Suisse, conseille le fond d'investissement qatari, client et actionnaire principal de la banque genevoise, et participant pressenti à ladite recapitalisation. Rouselly donc, ancien PDG d'EDF, ami de Proglio qui convoite de lui succéder, et conseiller financier d'un des futurs investisseurs, est chargé de dresser l'état des lieux du nucléaire en France.

Reprenez votre souffle, le fil d'Ariane est passablement emberlificoté, et ça n'est que la première pelote. En novembre 2009, l'annonce par EDF de la hausse du prix de l'électricité au seuil de l'hiver est

le prétexte retenu pour évincer de la direction du groupe son PDG d'alors, Pierre Gadoneix, et offrir son fauteuil à Henri Proglio. Cette manœuvre bénéficie du soutien de Jean-Louis Borloo, ministre de l'Environnement et de l'Énergie, dont Proglio a obligeamment parachuté la fille dans la filiale hong-kongaise de Véolia.

Pour Pierre Péan, cette nomination n'est pas seulement le succès d'un homme mais aussi celui d'une faction ; une faction dont il décrit largement, au fil des 400 pages de son livre, les reptations au cœur de l'appareil d'État ; une faction qui n'a de cesse de se hisser aux sommets pour capter à la source des grands contrats industriels (armement, énergie, eau) les rétro-commissions, onde sonnante et trébuchante qui abonde leur fortune et leur pouvoir, parfois les caisses du Parti. S'agrègent ainsi autour de Proglio des personnages tels que François Rouselly mais aussi Yazid Sabeg, homme d'affaires, improbable commissaire à l'Intégration et la Diversité en son temps, Claude Guéant, homme-lige de Nicolas Sarkozy, ou encore Alexandre Djouhri, nouveau converti au sarkozysme, ancien intermédiaire des chiraquiens à l'époque où son ennemi juré, Ziad Takkiedine, portait les couleurs du clan Balladur.

Fin 2009, cet attelage politico-affairiste s'est mis en tête de restructurer l'industrie nucléaire française autour d'EDF et faire ainsi main-basse sur un marché export de plusieurs dizaines de milliards d'euros et



un filon de rétro-commissions non moins coquet. Un dessein qui suppose le démembrement d'Areva, dont la cession au Qatar des activités minières est convenue, et l'abandon de l'EPR, jugé mal exportable, au profit de réacteurs de deuxième génération low-cost.

L'échec de la vente par la France de quatre EPR aux Émirats Arabes Unis, le 25 décembre, est le point de déclenchement d'une offensive contre Anne Lauvergeon, tenue responsable du fiasco. L'agence de communication EuroRSCG, qui conseille à la fois EDF et la commission d'audit sur le nucléaire présidée par Roussely, lance une campagne de presse contre Atomic Anne, tandis que Yazid Sabeg se charge de promouvoir la diversité et l'égalité des chances en écrivant à Nicolas Sarkozy tout le mal qu'il pense du modèle intégré d'Areva et tout le bien qu'il pense de sa propre candidature à la tête du groupe nucléaire. Le nom du commissaire, inscrit sur la liste des nominations en Conseil des ministres, est finalement retiré à la dernière minute par François Fillon, partisan de Lauvergeon et hostile à l'ingérence du Qatar, auquel Sabeg est également très lié.



DR

Le coup de force est sans succès mais le cartel n'en démord pas. Au début de l'été 2010, François Roussely rend son rapport d'audit sur la filière nucléaire, immédiatement tamponné confidentiel-défense. Pierre Péan attribue cette prompte classification aux thèses plutôt embarrassantes exposées dans le document : la commission Roussely pourfend notamment les nouvelles exigences de sécurité de l'ASN, jugées excessives et handicapantes, ainsi que la sophistication de l'EPR, bien trop sûr et cher. Selon elle, le nucléaire de troisième génération est une impasse commerciale, il convient de construire des centrales plus basiques et rentables, capables de concurrencer les installations chinoises. Une synthèse du rapport est publiée par le gouvernement au cours de l'été qui, sans ouvertement remettre en cause le modèle intégré du nucléaire français, recommande la capitalisation séparée des activités minières d'Areva ; celles-ci devraient être regroupées au sein d'une filiale dont Areva et ses clients (EDF notamment) seraient propriétaires. La participation d'EDF à la recapitalisation d'Areva, toujours inaboutie, est également envisagée.



© Benoit Tessier - Reuters

Alors que l'étau financier se resserre, les assauts commerciaux du patron d'EDF contre Areva se précisent : les ministères bruissent d'une rumeur selon laquelle EDF aurait signé des accords secrets avec l'électricien chinois CGNPC, ouvrant une partie du marché de la maintenance des réacteurs français aux entreprises chinoises, et prévoyant le lancement d'un réacteur franco-chinois de seconde génération, dérivé du CPR1000 produit par la Chine sous licence d'Areva.

La nomination de Jean-Dominique Comolli, proche de Nicolas Sarkozy et Claude Guéant, à la tête de l'Agence de Participations de l'État², à la fin de l'été 2010, referme la nasse. Celui-ci taille en pièces le bilan de la patronne d'Areva à la tête du groupe, fermant la porte à l'hypothèse de sa reconduction. La catastrophe de Fukushima, le 11 mars dernier, brise l'élan des partisans du nucléaire low-cost et redonne du baume au cœur aux apôtres de l'EPR, brandi comme le parangon de la sûreté "made in France". Le tsunami japonais est, pour Anne Lauvergeon, une vaguelette sur laquelle elle parvient à surfer quelques semaines, entretenant le suspense sur son avenir : l'EPR est son projet et on ne saurait changer de capitaine durant la tempête. Las, elle doit prendre la porte et céder sa place à Luc Oursel. L'arrivée de cet ancien collaborateur de François Roussely provoque la démission de six membres de la direction d'Areva mais, enfin, le loup a fait sauter le verrou de la bergerie.

Ici le rideau retombe. On ne peut plus que deviner les ombres chinoises des protagonistes qui s'agitent silencieusement derrière la pourpre, s'arrachant des mains ou se jetant à la figure les pièces du meccano nucléaire. Parfois un écho ténu parvient aux oreilles du public, telle cette vocalise anonyme d'un cadre d'EDF, dans le journal économique La Tribune, qui explique que l'électricien français ne veut plus, n'a jamais voulu, de l'EPR ...

Chic chic chic,
ça y est, je suis à la tête d'EDF !

Colonne de gauche : Luc Oursel,
le nouveau PDG d'Areva



© Bousard - http://bousard.canalblog.com

Notes :

2 : Organisme administratif qui gère les participations de l'État dans des sociétés privatisées telles que France Telecom, Thales, Air France ou Areva.

NF

Le sacrifice de l'énergie

Lorsque l'on a pensé abolir les privilèges, l'esclavage ou la peine de mort, on ne s'est pas demandé si cela était possible. Naturellement, cela était impossible, car c'était remettre en question les fondements sur lesquels reposait la société. D'un point de vue technique, l'abolition de l'esclavage rendait économiquement ingérable le commerce triangulaire ; ce dernier disparut donc suite à la première. Quand se pose au monde ou à la nation une question morale de cette ampleur, les éléments techniques n'ont donc pas à intervenir. "Peut-on sortir du nucléaire ?" est une question aussi vaine que "Peut-on abolir les privilèges ?". Non, nous ne le pouvons pas ; et pourtant, nous l'avons fait. Les seules questions valables sont donc les suivantes : "Doit-on abolir les privilèges ?" ; "Doit-on abolir l'esclavage ?" ; "Doit-on abolir la peine de mort ?" ; "Doit-on interdire l'utilisation de l'énergie nucléaire ?".



© Vincent Lefèvre - <http://scopiedefr.fr/lefrere-louisped.com>

La problématique énergétique mondiale est sans conteste fondamentale pour le XXI^e siècle : au carrefour des questions économiques, sociales et écologiques, elle est, qu'on le veuille ou non, la question centrale de l'époque contemporaine. Notons que la part de l'énergie nucléaire, si elle représente par exemple en France une très grande part de la production électrique, représente une part infime de la production énergétique globale de la planète (et un pourcentage modeste en France).

La véritable question est celle de la légitimité politique du nucléaire civil. Notre thèse est simple et claire : cette acceptabilité est nulle. Nulle, car on n'a pas le droit de prendre un risque aussi incomparable que celui d'un accident nucléaire majeur à l'échelle du territoire national ; nulle, car on n'a pas le droit de léguer à la nation française future des déchets radioactifs de très longue vie, dont chacun ignore à ce jour s'il est possible d'en faire quelque chose de raisonnable (et dont tout

porte même à croire que rien de raisonnable ne peut en être fait) ; nulle, car on n'a pas le droit de faire dépendre la nation française de l'importation de minerai d'uranium situé pour l'essentiel dans des zones géopolitiquement instables. Nulle donc, car on n'a pas le droit de rendre les citoyens d'un Etat prétendument libre à ce point dépendants qu'en cas de crise majeure, non seulement ils n'auront plus ni éclairage ni chauffage, mais qu'ils ne pourront même plus accéder aux informations officielles par le biais de la radio, de la télévision ou d'Internet. La politique nucléaire française, qui a poussé jusqu'à l'extrême l'expérience des moutons de Panurge vers le confort facile de la falaise dorée, n'a plus qu'une solution : accepter sa remise en cause radicale. Nier cela, ce serait nier l'exigence minimale du socle républicain, celui de la protection du territoire national et de ses membres.

La consommation d'énergie, et notamment d'électricité, repose incontestablement sur un sacrifice nécessaire. La seule question valable est donc celle du choix du sacrifice. La décroissance énergétique repose sur le sacrifice du luxe (qui va de pair avec le gaspillage, et représente donc sans doute le moindre des sacrifices). La production hydroélectrique repose sur le sacrifice de la biodiversité et des paysages des cours d'eau. La production photovoltaïque repose sur le sacrifice de la pollution chimique à sa fabrication et à sa fin de vie et sur la dégradation écologique et paysagère (une forte nuance étant toutefois à apporter entre la pose de panneaux sur toitures, et le surgissement de "fermes photovoltaïques" en plein champ). La production par éoliennes repose essentiellement sur le sacrifice paysager (mais nous avons la chance, en France, d'avoir créé durant cinquante ans de véritables déserts paysagers, zones de plein champ et de plein vent, qui ne demanderaient qu'à être ornées de ces moulins d'un nouveau genre). Enfin, le nucléaire repose sur le sacrifice des générations futures et de la sûreté collective (on pourrait aussi noter que l'intérêt paysager d'une centrale est discutable, mais ce point nous semble de peu de poids au regard des autres considérations). Le dernier de ces sacrifices est le seul à avoir un caractère parfaitement incontrôlable et totalement irréversible (en tous cas à l'échelle humaine).



Il est assez risible de constater que l'explosion de discours sécuritaires liés à l'immigration, au terrorisme ou à la monnaie ne laisse pas place au discours sur le risque exponentiel et apocalyptique de l'énergie nucléaire. Il est invraisemblable qu'une question aussi cruciale que celle du terrorisme, qui hante tous les esprits dès qu'un musulman parle trop fort, soit rejetée dans les méandres de l'indifférence dès lors qu'elle touche à la sécurité des installations industrielles les plus dangereuses, qui de plus se trouvent réparties sur l'intégralité du territoire.



DR

La question morale et principielle est donc la seule à être légitime dans la problématique nucléaire, à tel point que toute considération technique (par quoi peut-on remplacer le nucléaire ? Le nucléaire peut-il s'améliorer ?...) est nulle et non avenue sur ce sujet. Quand on a aboli la peine de mort, on ne s'est pas demandé ce qu'on allait faire de la guillotine. La sortie du nucléaire est certes bien différente, car nous ne nous débarrasserons pas si facilement des déchets produits et des réacteurs que des guillotines. Raison de plus pour sortir de cette situation insupportable le plus tôt possible. Possible, c'est-à-dire maintenant. L'interdiction constitutionnelle du recours à l'énergie nucléaire civile est la plus haute exigence principielle du moment, car elle fonde à la fois un nouveau pacte républicain, et elle ressoude les éléments disparates d'une France devenue dépendante (à la merci des Etats dans lesquels sont puisées les ressources en uranium, à la merci d'une défaillance technique, à la merci d'un acte humain volontaire ou involontaire – notons que l'essence même de la catastrophe, c'est d'être totalement imprévisible, car toujours entièrement nouvelle) en même temps qu'elle déposait ses citoyens de leur liberté primaire. Sacrifier l'énergie nucléaire sur l'autel d'une Constitution républicaine renouvelée, c'est donc à la fois garantir que la République reprend le sceau de la protection du territoire national, et qu'elle s'adresse au monde comme puissance souveraine capable d'intégrer le cours de l'histoire dans ses plus hautes décisions, celles qui concernent le sacrifice au nom de la patrie en danger.

Là se situe le seul vrai débat politique valable aujourd'hui : aucun candidat sérieux à la présidence de la République ne peut éviter un traitement direct de cette question. Les considérations expertes et techniciennes ont fait perdre assez de temps à la France, à celle d'aujourd'hui et à celle de

l'avenir : elles doivent n'intervenir qu'en amont, pour appliquer et mettre à exécution le projet politique de la nation souveraine. La République autrichienne, en interdisant dans sa Constitution le recours à l'énergie nucléaire, a montré au monde qu'elle savait mieux que les autres ce qui, dans la loi fondamentale d'un Etat, était fondamental. Que la République française n'ait pas été première en la matière est regrettable ; mais elle peut être bien davantage. Le risque exponentiel et apocalyptique de l'énergie nucléaire justifie que l'Etat qui a tout misé sur le nucléaire, rebatte les cartes et mise tout sur la (véritable) sûreté nationale, condition première de sa souveraineté.

Jean-Christophe MATHIAS

Article paru dans
"Les Cahiers de l'Entre-Deux-Mers" n°100, hiver 2011

Le Pacte naturel - Projet pour une Constitution républicaine écologiste, de Jean-Christophe Mathias, doit paraître dans la collection "La pensée écologique" des éditions du Sang de la Terre (Paris) en mars 2012.



© Xavier Rabilloud

Vite, des infos !

Deux victoires juridiques contre AREVA !

Le 30 septembre 2011, la Cour d'appel de Nîmes (30) a condamné AREVA-SOCATRI pour pollution des eaux, à la suite de l'appel déposé notamment par le Réseau "Sortir du nucléaire". Cette condamnation sans précédent fait suite aux fuites radioactives détectées sur le site nucléaire du Tricastin, en juillet 2008. 30 m³ d'effluents chargés d'uranium ont ainsi contaminé les eaux superficielles, privant la population riveraine d'eau potable, et polluant des lieux de baignade fréquentés. Après une relaxe en première instance, la Cour d'appel de Nîmes n'a pas été aussi clémente. AREVA-SOCATRI a été reconnue coupable du délit de pollution des eaux, en plus de sa condamnation pour retard dans la déclaration d'incident. Elle a été condamnée à payer une somme d'un total de plus d'un demi-million d'euros, dont 300 000 euros d'amende. Elle aurait déposé un pourvoi en cassation à l'encontre de cette décision.



© malvésicomunihex.aveva

Le 16 décembre 2011, le tribunal correctionnel de Narbonne a également condamné la société Comurhex, filiale d'AREVA, pour pollution des eaux, à la suite d'une fuite émanant d'un tuyau corrodé, sur le site de Malvési (11), en août 2009. Près de 2,5 tonnes de fluor et d'ammonium ont ainsi été déversées accidentellement dans le petit canal de Tauran, à Malvési. Comurhex a été condamnée à 60 000 euros d'amende, dont 20 000 euros avec sursis, et à 5 000 euros de dommages et intérêts pour chacune des deux parties civiles.

Orléans : un quartier chauffé à la biomasse

D'ici la fin 2012, le quartier de La Source à Orléans (45) sera alimenté par une chaufferie biomasse, qui co-générera de la chaleur pour le réseau de chauffage urbain du quartier (puissance thermique de 25 MW), et de l'électricité injectée sur le réseau public et vendue à EDF (puissance électrique de 7,5 MW). 7 500 logements et bâtiments du quartier (dont e campus universitaire, le futur grand hôpital, les établissements scolaires, centres commerciaux et immeubles de bureaux...), équivalant à 13 000 logements, seront ainsi chauffés, pour un investissement de 33 millions d'euros. La chaufferie consommera 90 000 tonnes de bois par an, issues d'une zone de 100 km à la ronde. (Source : Ville d'Orléans)



DR

Quand EDF se venge d'un article de journal

Mécontente d'un article publié le 14 novembre dans le quotidien économique La Tribune, intitulé "En pleine polémique sur Flamanville, EDF se prépare à abandonner l'EPR", EDF a annulé brutalement tout le budget publicitaire concédé au journal (par ailleurs confronté à de sérieuses difficultés économiques), soit environ 80 000 €. Une porte-parole d'EDF, sans confirmer ni démentir, a indiqué à l'AFP que l'électricien avait déjà acheté pour 300 000 € d'espace publicitaire dans les pages de La Tribune depuis début 2011. Un exemple parmi tant d'autres du pouvoir d'influence et de rétorsion du lobby nucléaire sur les médias français. (Source : AFP)

Enercoop : deux nouveaux succès

Fin octobre, le fournisseur d'électricité renouvelable Enercoop, qui compte le Réseau "Sortir du nucléaire" parmi ses sociétaires, a fêté son 10 000^{ème} sociétaire. Et le 15 décembre 2011, la région Rhône-Alpes a décidé d'entrer au capital d'Enercoop Rhône-Alpes, à hauteur de 25 000 €. Des communes et des communautés de communes étaient déjà sociétaires dans d'autres coopératives régionales, mais la région Rhône-Alpes est la première à rejoindre le projet Enercoop.

(Source : Enercoop)

Quand des melons produisent de l'électricité

C'est à Moissac (82) qu'a été inaugurée la première centrale de biométhanisation fonctionnant avec un substrat de fruits et légumes. Les matières organiques se transforment en biométhane et ce gaz est ensuite transformé en énergie électrique et thermique. Les invendus de l'entreprise permettront de produire l'équivalent de la consommation d'électricité annuelle de 150 familles et la consommation annuelle de gaz de 100 foyers. (Source : Boyer/Greenwatt)



DR

Effacement des pointes de consommation : victoire pour Voltalis

La petite société Voltalis est le précurseur en France de l'effacement diffus des consommations électriques de pointe. Début mai 2011, elle a obtenu de la part du Conseil d'État l'annulation d'une délibération, favorable à EDF, prise par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) qui estimait que l'installateur du boîtier BluePod devait indemniser le fournisseur d'électricité pour les kWh non consommés par le client.

De plus, les "5 à 10 % d'économie, soit 50 à 250 euros chaque année" promis par l'entreprise sont confirmés par l'expérimentation menée depuis l'été 2010 dans le Nord, sur un parc de 700 logements tout électrique de Partenord Habitat. Un relevé précis effectué dans 30 logements lillois construits en 2004 fait apparaître une économie de 1 720 kWh sur le mois de février, soit 7 %. Le Nord est la deuxième référence de Voltalis, après la Bretagne, choisie pour sa grande fragilité énergétique. Le pacte électrique breton de 2010 prévoit d'équiper 60 000 sites en boîtiers d'effacement cet hiver, puis 300 000 à terme. (Source : Environnement Magazine)

Hubert Reeves refuse l'association de son nom au nucléaire

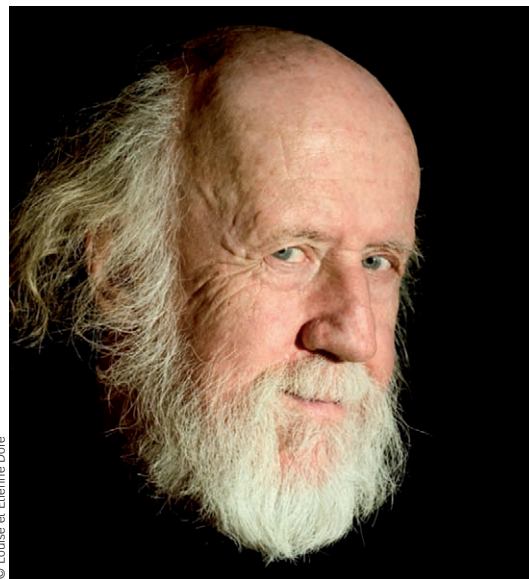
Le 5 décembre, le célèbre astrophysicien Hubert Reeves a publié un communiqué pour exiger que l'Institut Hubert-Reeves, fondé en 2009 au Québec, ne porte plus son nom. Cet institut s'est en effet assuré le soutien d'entreprises spécialisées dans l'exploration minière de l'uranium dans le cadre du travail d'une de ses équipes de chercheurs, et avait prétendu fin 2010 que M. Reeves leur avait demandé de préparer un Symposium international sur l'énergie nucléaire, visant à "vulgariser" le sujet. L'attachée de presse de l'astrophysicien a remis les pendules à l'heure : "Inutile de vous rappeler son souhait d'une sortie progressive du nucléaire". (Source : La Presse)

27-30 octobre 2011 : États Généraux pour un Monde Vivable

L'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire, la Ligue de l'Enseignement, la Ligue des Droits de l'Homme, ATTAC, la Confédération Paysanne et le Réseau "Sortir du nucléaire" ont organisé, du 27 au 30 octobre 2011, à Saintes (17), les États Généraux pour un Monde Vivable. Ces États Généraux ont réuni plus de 300 personnes. Les conférences, les films et les ateliers ont permis de riches débats sur plusieurs thèmes et l'élaboration commune d'une Charte pour un Monde Vivable. Celle-ci est proposée à la signature de nos concitoyens. Elle sera adressée aux futurs candidats aux élections présidentielle et législative de 2012.

Le lancement de la Charte aura lieu à Saintes, le 15 février 2012, à 20h30, Auditorium Saintonge. Les lecteurs de la région Poitou Charentes – Aquitaine sont invités. Le texte de la Charte ainsi que les détails des États Généraux sont disponibles sur le site <http://mondevivable.over-blog.com/>

Vous aussi, signez la Charte pour un Monde Vivable : www.petitions24.net/pour_un_monde_vivable



Hubert Reeves

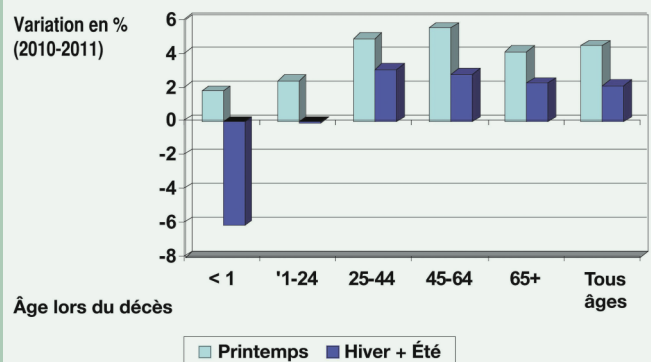
USA : Fukushima aurait causé 14 000 décès en 14 semaines

Les retombées de Fukushima ont atteint les États-Unis seulement six jours après le début de la catastrophe. Certaines mesures gouvernementales avaient détecté des niveaux de radioactivité des centaines de fois supérieurs à la normale, dans l'air, l'eau, le lait et les précipitations. Les statistiques hebdomadaires officielles de décès par tranche d'âge, concernant 122 villes du pays, sont plus qu'inquiétantes : globalement, les décès ont augmenté de 4,46 %, par rapport à la période correspondante en 2010, durant les 14 semaines après l'arrivée des retombées, à comparer avec une augmentation de seulement 2,34 % durant les 14 semaines avant. Après Fukushima, le nombre de décès a augmenté de 1,8 % chez les très jeunes enfants... alors qu'il avait diminué de 8,37 % avant. Extrapolés à l'ensemble des États-Unis, ces chiffres équivalent à 13 983 décès, dont 822 de jeunes enfants, en excès par rapport à ce qui était prévisible. Des observations comparables avaient été faites dans les quatre mois suivant l'arrivée des retombées de Tchernobyl. (Source : J. Mangano & J. Sherman, International Journal of Health Services, Volume 42, Number 1, Pages 47-64, 2012)

VARIATION EN % DES DÉCÈS DÉCLARÉS DANS 122 VILLES DES ÉTATS-UNIS

2010-2011, PAR SAISON

(Le printemps 2011 inclut les 14 semaines après l'arrivée des retombées de Fukushima aux USA)



"Setsuden", les mesures d'économie d'électricité au Japon

Comment le Japon, grande puissance dont la population dépasse les 127 millions d'habitants, qui était jusqu'en mars 2011 le troisième producteur mondial d'électricité d'origine nucléaire, peut-il aujourd'hui se passer de la quasi-totalité de son parc nucléaire ? Question passionnante et intrigante à laquelle je vais essayer d'apporter des éléments de réponse... Car ne sommes-nous pas les témoins d'une sortie du nucléaire qui ne dit pas son nom mais qui pourtant laisse peu de doutes quant à sa réalité ?

Il y avait récemment encore au Japon 54 réacteurs nucléaires, sans compter le réacteur à neutrons rapides Monju qui sera selon toute vraisemblance bientôt démantelé. Après la destruction de la centrale de Fukushima I en mars 2011, il n'en restait plus que 50, dont la majeure partie était en activité. Au moment où j'écris ces lignes, début décembre 2011, seuls huit réacteurs sont encore en activité dans le pays. Fin décembre, il n'y en aura plus que sept. Pourquoi ? Opérations de maintenance, méfiance de la population et des autorités locales qui s'opposent avec une véhémence accrue à la remise en marche des réacteurs provisoirement arrêtés ; et enfin nombreux accidents qui, au fil des ans, ont immobilisés plusieurs réacteurs. Résultat : au printemps 2012 plus un seul réacteur nucléaire ne devrait fonctionner dans le pays.

Dans le Tōhoku, la région du Nord-est du Japon où s'est produite la catastrophe du 11 mars, deux sociétés privées se partagent le marché de l'électricité : la "petite" Tōhoku Electric et la "grande" TEPCO. La première alimentait en électricité près de 8 millions de clients - particuliers, entreprises et services publics - dans six préfectures (l'équivalent de nos départements) ; la seconde, l'un des plus gros producteurs et fournisseurs d'électricité au monde, alimentait près de 29 millions de clients dans neuf préfectures, dont celle de Tokyo. TEPCO emploie plus de 38 000 personnes et possédait 17 réacteurs nucléaires dans trois centrales². Aujourd'hui, deux seulement sont encore en service dans l'Ouest du pays. Ils seront arrêtés pour des opérations de maintenance début 2012 et la probabilité qu'ils ne soient plus jamais remis en service est forte, si l'on en juge par la vive opposition du gouverneur de Niigata et de la population locale.

Mais TEPCO, qui a perdu subitement 21 GW de sa capacité le 11 mars, ne misait pas seulement sur le nucléaire : comme les huit autres électriciens privés du pays, la compagnie possède d'autres types de centrales³, mises aujourd'hui à contribution pour tenter de compenser les pertes subies. Ce sont par exemple les centrales thermiques au gaz naturel de Futtsu et d'Anegasaki, aux portes de la capitale. Pour les alimenter, le Japon vient d'augmenter ses importations de gaz de Sakhaline (Russie). Les grandes aciéries du Kanto (région où se trouve Tokyo) ont elles aussi prêté main forte à l'électricien en lui fournissant de l'électricité produite dans leurs centrales thermiques.

Une particularité à rappeler pour bien saisir le contexte japonais est que la moitié Nord-Est de l'île de Honshu, où se trouve Tokyo, fonctionne en 50 Hz (standard européen introduit par les Allemands), tandis que la moitié Sud-Ouest (Osaka, Kyoto, Nagoya) fonctionne en 60Hz (standard introduit par les Américains). Les deux convertisseurs situés à Nagano et à Shizuoka n'ayant qu'une puissance de 1 GW, il n'était pas possible aux électriciens du Sud-Ouest d'aider efficacement TEPCO au plus fort de la crise. C'est d'ailleurs un problème auquel le gouvernement a décidé de s'atteler, non sans difficulté, puisque les électriciens régionaux tiennent à leur monopole.

Des mesures qui engagent la responsabilité de chacun

À la suite de la triple catastrophe - séisme, tsunami, débâcle nucléaire -, tout le Nord-Est du Japon (qui représente 8 % de l'économie du pays) et 4,4 millions de foyers se sont trouvés privés d'électricité. Le 13 mars, devant une centaine de journalistes, TEPCO annonçait qu'elle mettait en place un délestage électrique (coupures de courant par roulement) qui permettrait à l'économie de continuer à fonctionner à minima dans la zone la plus atteinte.



"Économisez l'énergie, sauvez la vie"

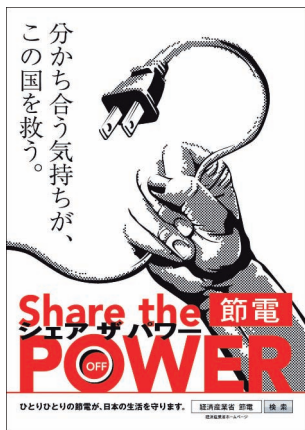
Notes :

1 : Les chiffres de 2009 montrent que le Japon produit (produisait) son électricité à partir de sources variées : charbon 27 %, gaz 27 %, nucléaire 27 %, pétrole 9 %, et hydraulique 7 %.

2 : Il s'agit, sur la côte Nord-Est, des centrales de Fukushima I avec six réacteurs, dont quatre annihilés par la catastrophe, Fukushima II avec quatre réacteurs et, sur la côte Nord-Ouest, de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa - préfecture de Niigata -, avec sept réacteurs.

3 : TEPCO gère un parc de 190 installations : 160 hydrauliques, 25 thermiques, 3 nucléaires, 2 de nouvelles énergies (éoliennes). Production totale en 2010 : 64,5 GW dont 17,3 GW d'origine nucléaire.

Colonne de droite : Un escalator à l'arrêt pour économiser l'électricité.

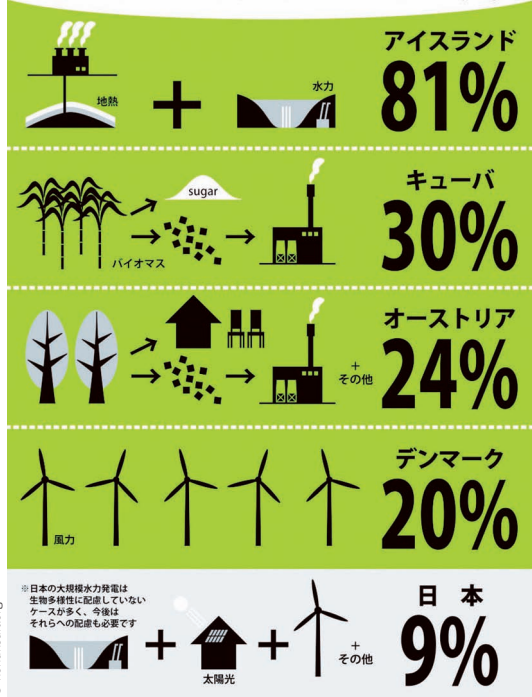


"Partagez l'énergie/le pouvoir" (jeu sur le mot anglais "power", à double sens).



Tokyo était concernée mais les arrondissements du centre ont finalement été épargnés. Il s'est alors produit l'inimaginable : 20 % des trains et des métros en moins ; des lignes de train complètement stoppées ; d'autres arrêtées plusieurs heures par jour, pendant des semaines, et la capitale devenue sombre. Le terme "setsuden", "économie d'électricité", est apparu. Des affichettes savamment illustrées ont rapidement été distribuées et collées un peu partout pour expliquer les mesures et éduquer le public, relayées par la télévision. L'éclairage public a été immédiatement modifié : 2/3 environ des néons et ampoules ont été supprimés dans les rues, les gares, les stations, les magasins, tous les lieux publics. Les distributeurs de boissons, gros mangeurs d'énergie, ont perdu leur éclairage et leurs voix de synthèse qui disaient "bonjour" et "merci". Ils ne les ont toujours pas retrouvés. Une partie des distributeurs de tickets dans les gares ont cessé de fonctionner, de même que les omniprésents escaliers mécaniques. De nombreuses recommandations ont été faites à la population : cuisiner vite, sans appareils ménagers ; se coucher tôt ; débrancher le siège chauffant des toilettes sophistiquées qui ont la faveur des Japonais (jusqu'à 6 % de la consommation électrique d'un ménage !) ; partir en vacances ; sortir le week-end ; regarder la télévision en famille dans la même pièce ; débrancher tous les appareils ; éviter de se chauffer à l'électricité, et puis éteindre encore et encore... La perspective de l'été avec ses chaleurs tropicales affolait.

エネシフもうやってまーす。



Titre : Ils ont déjà modifié leur production d'énergie
 Islande : géothermie + hydraulique = 81 %
 Cuba : biomasse = 30 %
 Autriche : biomasse + autres = 24 %
 Danemark : éolien = 20 %
 Japon : hydraulique + solaire + éolien + autres = 9 %

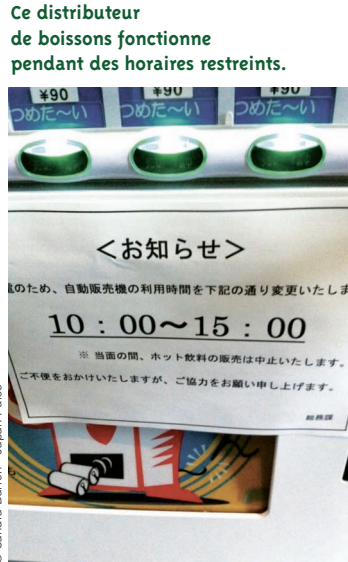
dans un premier temps, d'économiser 25 % de leur énergie entre 9 heures et 20 heures les jours de semaine, du 1er juillet au 22 septembre. Ce chiffre a rapidement été revu à la baisse, pour passer à 15 %, TEPCO ayant réussi à produire de l'électricité en plus, grâce à la technique du pompage-turbinage. 14 800 entreprises alimentées par TEPCO et 3 800 par Tôhoku Electric tombaient sous le coup de cette mesure. Une trentaine de catégories y échappaient : établissements hospitaliers, maisons de retraite, centres de données, institutions financières, chemins de fer (sauf entre midi et 15h), stations d'épuration d'eau et usines de traitement des eaux usées...

Colonne de gauche : "Ne pas utiliser - Pour économiser l'électricité, seuls les ascenseurs 3 et 4 sont en service."



Les conseils aux particuliers n'étaient pas coercitifs, les gens s'efforçaient de faire au mieux avec bonne volonté. Mais dans le cas des entreprises, le gouvernement s'est montré ferme : l'article 27 de la Loi sur l'Électricité commerciale (Business Electricity Act) de 1964 stipule que le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie peut imposer de limiter la consommation d'électricité si l'économie, le niveau de vie ou l'intérêt public l'exigent. Dans l'article 119, alinéa vii, il est précisé que toute personne qui refuserait d'obtempérer à l'ordre de limiter sa consommation d'électricité est passible d'une amende pouvant s'élever à un million de yens. En prévision de l'été, difficilement supportable sans climatisation dans un pays où les bâtiments sont très mal isolés, les entreprises et établissements publics ont été divisés en deux groupes : ceux dont la consommation dépasse 500 kW étaient tenus,

Le travail a été repensé et de nombreux aménagements ont été faits : décalage des horaires de travail - commencer plus tôt, finir plus tôt ; réduction de la durée du travail ; réduction des heures supplémentaires ; allongement des congés d'été ; incitation à partir en vacances ; report d'activités à l'automne ; modification des jours de repos, travail le samedi et le dimanche à la place ; semaine de 4 jours... Les lampes de bureau individuelles dotées d'ampoules basse consommation ou LED ont remplacé les plafonniers des bureaux, gourmands en électricité. Les ordinateurs sont éteints pour la nuit et les appareils ne sont plus laissés en veilleuse. L'habillement au travail a été revu et adapté aux circonstances (manches courtes, pas de cravate, T-shirts acceptés pour les femmes, sandales nus-pieds...). Les abus restent très marginaux ; ainsi de cette entreprise qui a imposé à son personnel masculin et féminin une coupe de cheveux ne nécessitant pas l'usage d'un sèche-cheveux. Des mairies ont fermé certains après-midi en semaine. La reprise des cours dans les universités a été retardée de 3 à 4 semaines et/ou la date des vacances avancée. Le gouvernement a largement laissé l'initiative aux



collectivités pour qu'elles trouvent les formules leur convenant au mieux. Certaines villes ont adopté l'heure d'été. Pour faire écran au soleil et à la chaleur humide de l'été japonais, des plantes grimpantes à croissance rapide ont été semées sous les fenêtres un peu partout : bureaux, écoles, mairies... Les économies d'électricité ont permis à certains établissements de consacrer un budget à l'achat de boissons fraîches (eau minérale, thé vert) et de les distribuer gracieusement à leur personnel ou aux élèves. D'autres ont distribué des éventails en carton. La consigne gouvernementale était de bloquer les climatiseurs sur 28°C. Ce chiffre est passé à 27°C quand il s'est avéré que les économies d'électricité portaient largement leurs fruits. Contre les resquilleurs, un boîtier inamovible était souvent vissé sur les commandes murales des appareils. Pour les métiers pénibles, la température était fixée à 26°C. Des groupes de contrôle formés par des volontaires surveillaient parfois la bonne marche des efforts : éteindre les lumières, arrêter les climatiseurs, fermer les portes extérieures, etc.

Colonne de droite :
Un distributeur de billets de train
hors service par souci d'économie.

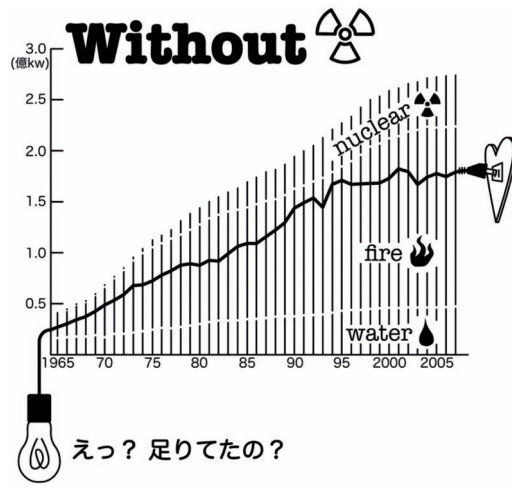


© Sandra Barron - Japan Pulse

juin 10 000 hommes et femmes de 20 à 59 ans habitant Tokyo et la banlieue, les attentes et les priorités des personnes ont profondément changé : dans le choix d'un partenaire, la communauté d'idées et d'intérêts, la confiance aussi priment désormais sur les revenus et l'apparence physique. Les familles se sont ressoudées, les couples rapprochés, les amitiés renforcées. Se pourrait-il que nous assistions à la naissance d'un Japon transformé, plus mûr, plus humain et... antinucléaire ?

Janick Magne
en direct de Tokyo

Candidate d'EELV aux législatives 2012 dans la 11^{ème} circonscription des Français hors de France.



"Sans nucléaire" ;
sur le graphique : nucléaire,
thermique, hydroélectricité.
En bas près de l'ampoule :
"Hein ? On en avait assez ?"

© nonukeart.org

Les conséquences sur les personnes et sur l'économie

Il serait imprudent de dire que les entreprises s'en sont vraiment bien sorties. Certaines ont commencé à pratiquer l'externalisation vers d'autres régions du Japon ou d'autres pays d'Asie. Les petites entreprises, les sous-traitants et les petits commerces ont souffert le plus et beaucoup ont cessé leur activité. Il est indéniable pourtant que des grandes entreprises comme TOSHIBA, MITSUBISHI, DOCOMO, etc. sont déjà sur la brèche pour créer la prochaine génération de produits adaptés à la nouvelle situation : appareils ménagers basse consommation, développement de moyens de communication plus fiables, panneaux photovoltaïques, nouvelles technologies. Il se pourrait que le Japon devienne très vite le leader dans ces domaines de pointe où il excellait déjà puisque 55 % des brevets mondiaux liés aux énergies renouvelables sont le fait d'inventeurs japonais (seulement 7 % en Europe). Sur le plan humain, un phénomène fascinant est en train de se dérouler sous nos yeux. Selon une étude de la compagnie d'assurances AXA qui a interrogé en

いま、自分にできること。



被災地のことを思いながら、毎日を前向きに生きる。

日本は負けない。

© nonukeart.org

La "Maison à Moucharabieh"

Architecture traditionnelle et conception bioclimatique

Conçue par l'architecte arabe israélien Senan Abdelqader, la "Mashrabiya House" (maison à moucharabieh) se trouve dans le village palestinien de Beit Safafa, entre Jérusalem et Bethlehem. Cette maison a été conçue comme une réinterprétation des éléments traditionnels de l'architecture vernaculaire arabe, combinée à une ambition sociale et environnementale.

Le principe des terrasses et des murs de soutènement, qui constitue l'une des principales caractéristiques du paysage arabe traditionnel, a été adopté pour la construction sur des terrains très pentus. Les fondations sont creusées dans le coteau pour constituer une plateforme empierrée avec des cours renforcées jouant le rôle de puits de lumière. Cette plateforme accueille un atelier, un studio et la nouvelle galerie de la Représentation culturelle palestinienne. Les espaces de travail et ceux ouverts au public de la maison sont donc séparés des pièces d'habitation situées au-dessus. À l'arrière, cette plateforme se transforme en un énorme mur de soutènement habillé de pierre, qui abrite plusieurs appartements.

Le terrain paysager forme une sorte de scène sur laquelle se dresse le bâtiment proprement dit. La lourdeur du terrain contraste avec la légèreté de la structure verticale. L'effet flottant est obtenu par l'interprétation créative du moucharabieh arabe, écran grillagé qui séparait traditionnellement les espaces privés des espaces publics. L'écran en bois a ici été revu sous la forme d'une enveloppe de pierre géante entourant le bâtiment, qui combine le motif du moucharabieh à la pierre. Sa demi-transparence est obtenue en écartant légèrement les pierres les unes des autres, à intervalles irréguliers, ce qui donne une impression de légèreté et de porosité. L'enveloppe en pierre résultante est séparée structurellement par un espace étroit de l'immeuble d'habitation proprement dit qui se dresse derrière.

Le concept d'espaces ouverts à l'intérieur et autour de la maison porte également l'empreinte des éléments arabes traditionnels. La cour surélevée entre le mur de soutènement arrière et le moucharabieh rappelle le "hosh" traditionnel, tandis que le moucharabieh du toit du bâtiment se transforme en



© Senan Abdelqader

"mur de jardin" conforme au motif du "bustan", à savoir un jardin fermé et protégé, constituant un lieu de tranquillité et d'intimité.

Le moucharabieh ne constitue pas seulement une séparation traditionnelle entre lieux publics et privés, mais également un système de climatisation. La masse pierreuse de l'enveloppe extérieure absorbe la chaleur pendant la journée et la restitue pendant les nuits fraîches de Jérusalem. Elle protège le bâtiment contre le rayonnement solaire, mais également contre la pluie et les vents d'hiver. Les espaces entre les pierres assurent une circulation d'air constante. L'autre élément de la climatisation passive est l'espace d'un mètre entre les enveloppes extérieure et intérieure. Non seulement il assure une circulation constante d'air frais autour du bâtiment, mais son ouverture au sommet du bâtiment produit un effet d'aspiration comme le ferait une cheminée : l'air chaud monte tandis que l'air frais est aspiré par le bas.

Beit Safafa, à l'instar de la plupart des villages de l'agglomération de Jérusalem, est confronté aux défis sociaux et culturels caractéristiques des communautés villageoises unies par des liens étroits qui se transforment en banlieues. Dans ce contexte, ce bâtiment propose une solution originale en combinant la forme d'une construction traditionnelle à un immeuble d'habitation urbain moderne. Combinant espaces de vie et de travail, il reste fidèle au contexte traditionnel du village tout en s'ouvrant à de nouveaux résidents.

Megan Jett

Publié le 14 octobre 2011 par www.archdaily.com

Traduction de l'anglais pour le Réseau "Sortir du nucléaire" par Gilles Chertier, reproduite ici dans une version remaniée.



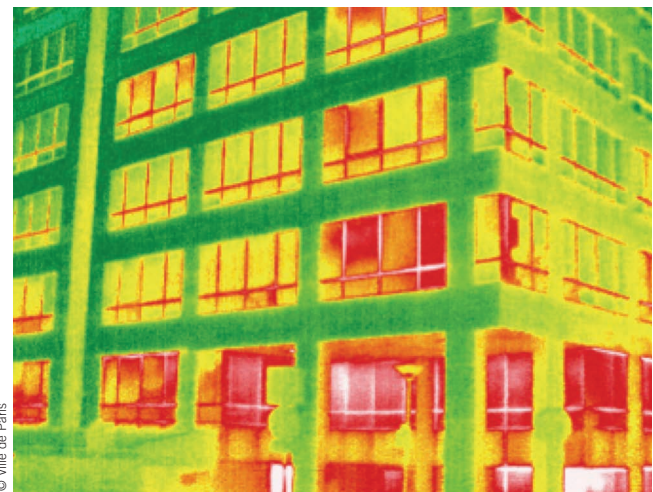
Économies d'énergie : la politique de la Ville de Paris

La sobriété et l'efficacité énergétique sont l'un des défis majeurs de la transition énergétique que nous devons nécessairement engager au regard des crises - dérèglement climatique, crise énergétique - qui menacent l'avenir de notre planète. Miser sur la sobriété après des décennies d'inaction est impératif non seulement parce qu'il est urgent de réduire notre empreinte écologique mais également parce que la hausse du prix d'énergies devenues rares frappera d'abord et surtout les plus défavorisés. Cet enjeu doit être pris à bras le corps au plan national comme au plan local, les villes étant les principaux lieux de consommation énergétique et de fantastiques gisements d'économie.

À Paris, la réduction des consommations énergétiques est ainsi l'axe central de la politique que nous menons dans le cadre de notre Plan Climat, adopté en 2007. Ce document fixe des objectifs ambitieux à l'horizon 2020 : - 25 % d'émissions de gaz à effet de serre, - 25 % de consommations énergétiques, et enfin 25 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique du territoire. Concernant le patrimoine de l'administration parisienne, les objectifs sont portés à un niveau de réduction encore plus ambitieux de 30 %.

Le Bilan énergétique du territoire parisien, réactualisé en 2009, montre que les transports et surtout le bâti sont les principaux secteurs consommateurs d'énergie.

Sur les transports, avec la politique engagée dès 2001 visant à diminuer la place de la voiture, à développer une offre alternative (transports en commun, vélo), la transition est engagée. Et les résultats sont là : entre 2004 et 2009, la consommation énergétique liée aux transports de personnes a chuté de 11 %. Cette politique a vocation à se poursuivre avec la prolongation du tramway, la multiplication des pistes cyclables, ou encore la création d'un réseau de transports banlieue-banlieue.



© Ville de Paris

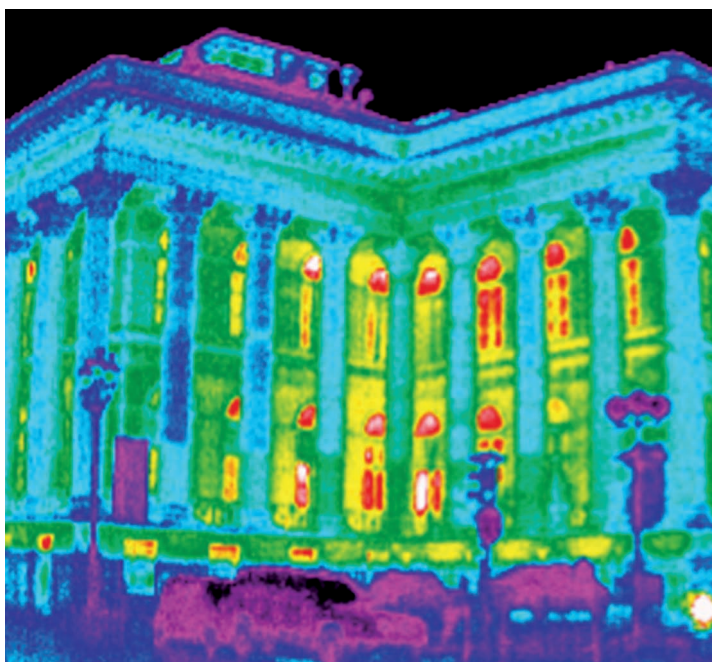
Depuis l'adoption du Plan Climat, nous nous sommes attelés à la diminution des consommations énergétiques du bâti, autre gisement considérable d'économies. Sur les 3 000 équipements publics, une politique de maîtrise globale de la demande en énergie et des actions d'amélioration des installations techniques et des bâtiments a été engagée. Le "chantier" le plus emblématique concerne 600 écoles parisiennes qui vont faire l'objet d'ici 2017 d'un programme de rénovation ambitieux avec comme objectif une réduction de 30 % des consommations énergétiques à l'horizon 2020. Un premier lot de 100 écoles doit être traité d'ici 2013 dans le cadre d'un contrat de partenariat de performance énergétique (CPPE) qui impose au groupement en charge de mener les travaux une obligation de résultat en termes de performances énergétiques.

Côté logements sociaux (220 000 au total à Paris), l'objectif est de rénover thermiquement les 55 000 logements les plus énergivores d'ici 2020. Concrètement, ce sont chaque année 4 500 logements sociaux qui sont rénovés par les bailleurs sociaux avec l'aide de la Ville, soit un cumul d'économies d'énergie générées de 92,4 GWh en 2010.

Il va sans dire qu'en ce qui concerne les constructions neuves - qu'il s'agisse d'équipements publics comme de logements sociaux - la sobriété est dorénavant la règle. Les bâtiments neufs doivent respecter un plafond en terme de consommation d'énergie, soit 50 Kwh/m²/an.

Colonne de droite : Thermographie, Avenue de France (13^e) années 2000. L'immeuble est correctement isolé et les pertes de chaleur se font par l'importante surface vitrée, au rez-de-chaussée au niveau du hall d'accueil.

Thermographie, Palais Brongniart, Place de la Bourse (2^e) début XIX^e siècle. Les fenêtres en simple vitrage laissent passer la chaleur. Les colonnes en pierre sont froides.

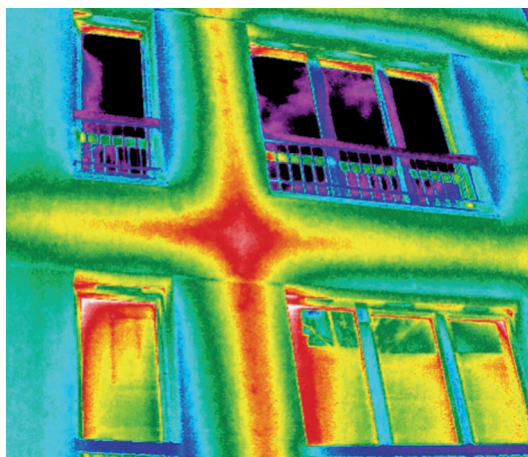


© Ville de Paris

Le véritable challenge auquel nous nous sommes attaqués concerne les 100 000 immeubles privés, qui consomment l'équivalent de la production annuelle de quatre centrales nucléaires. Vis-à-vis du bâti privé, la Ville ne peut avoir qu'un rôle incitatif, à défaut de disposer de pouvoirs plus "contraignants". Nous avons accordé une attention particulière aux 42 000 copropriétés présentes sur le territoire parisien. La multipropriété rend de fait "le passage à l'acte" beaucoup plus complexe. La rénovation de l'ensemble d'un immeuble suppose l'engagement d'un grand nombre de personnes, aux revenus parfois inégaux. Les dispositifs incitatifs nationaux (comme l'éco-prêt à taux zéro, ou "écoPtz") plus adaptés aux monopropriétés, s'avèrent dans ce cas moins décisifs. Mais nous agissons. Depuis 2007, plusieurs dispositifs expérimentaux ont été lancés. Tout d'abord sur l'ensemble du territoire le dispositif "copropriétés objectif climat" (COC) qui propose une prise en charge du diagnostic à hauteur de 70 %, un accompagnement tout au long de la prise de décision par des conseillers info énergie, et une aide à hauteur de 20 % (sous condition de ressources) des travaux réalisés.

Dans le 13^{ème} arrondissement, nous portons un dispositif plus ambitieux qui cible 330 immeubles, soit 25 000 logements, particulièrement énergivores. Dans le cadre de l'OPATB (opération programmée d'amélioration thermique des bâtiments), les co-propriétaires bénéficient d'un diagnostic financé à hauteur de 100 % et d'une équipe dédiée en permanence sur le terrain.

Nous avons en projet de mettre en place des dispositifs identiques dans d'autres quartiers parisiens. Pour amplifier notre action vis-à-vis de l'ensemble des acteurs du territoire, nous avons créé l'Agence Parisienne du Climat qui pilote dorénavant l'action des conseillers énergie climat en partenariat avec l'Ademe, notamment vis-à-vis des copropriétés parisiennes, mais aussi les entreprises, les artisans et commerçants. Elle a également, et c'est essentiel, une mission spécifique en matière de précarité énergétique qui touche un nombre grandissant de Parisiens. Elle a ainsi été missionnée par la Ville de Paris pour mettre au point un dispositif d'identification et d'accompagnement des précaires énergétiques, qui se traduit notamment par l'organisation de visites à domicile.



Thermographie, Rue de la Grange aux Belles (10^{ème} années 1970. L'appartement aux fenêtres de couleurs violette et noire n'est pas chauffé. Des ponts thermiques (rupture d'isolation) apparaissent au niveau des planchers et des murs séparatifs.

Nous travaillons actuellement sur des mécanismes financiers intelligents qui prendraient en compte le long terme. Nous les mettons d'ores et déjà en œuvre pour la rénovation des 600 écoles parisiennes dans le cadre du contrat de performance énergétique ou l'éclairage public, avec comme objectif une réduction des consommations énergétiques de 30 % en 2020. Sur un certain nombre de bâtiments publics, sociaux ou privés, il est rentable à moyen terme d'investir pour réduire la consommation énergétique mais la question de la capacité d'endettement à court terme des propriétaires se pose très vite. L'idée est d'externaliser la dette, prise en charge par une société de tiers investissement qui se rémunère sur les économies d'énergie. C'est un mécanisme "intelligent" mais complexe, sachant que le niveau de rentabilité de l'investissement dépend de l'évolution des prix de l'énergie. Telle est la mission que nous souhaitons voir porter par une société d'économie mixte régionale, qui devrait se constituer début 2012 et à laquelle la Ville de Paris devrait participer aux côtés d'autres départements et intercommunalités franciliens. Cette société aura également vocation à développer la production locale d'énergies renouvelables.

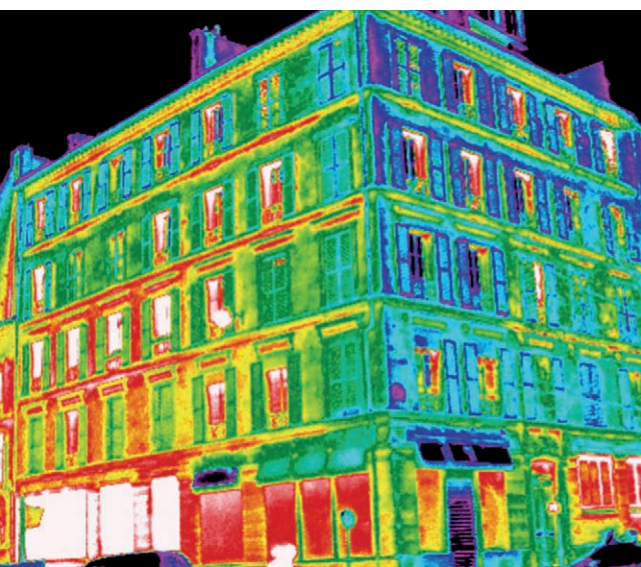
Notre action sur la consommation énergétique du bâti se prolonge dans nos discussions avec les distributeurs d'énergie et notamment ERDF. Lors de la renégociation de l'avenant à la concession liant Paris à ERDF, nous avons exigé que les consommateurs parisiens puissent bénéficier de compteurs "réellement" intelligents, avec des capacités bien supérieures au fameux compteur Linky qu'ERDF entend déployer à marche forcée sur l'ensemble semble des collectivités françaises est loin d'être achevé.

Aujourd'hui, beaucoup reste à faire, par exemple sur le transport de marchandises. Mais la transition est bel et bien engagée. Elle nécessite avant tout de la volonté politique. Avec à la clé un triple bénéfice : environnemental, social mais également économique, puisque cette politique va générer des milliers d'emplois non délocalisables.

Denis Baupin

Maire-adjoint de Paris, chargé du développement durable, de l'environnement et du Plan Climat

Colonne de gauche : Thermographie, Avenue de Trudaine (9^{ème} milieu XIX^{ème} siècle. Pertes de chaleur importantes au niveau du commerce en rez-de-chaussée, des fenêtres et des planchers. Les volets fermés retiennent la chaleur dans les appartements. Deux passants ont été thermographiés.



Un village turc se passe du réseau électrique

Dans le village d'Akbiyik, les lumières se sont éteintes il y a un an et demi, lorsque la société turque de distribution d'électricité a coupé le courant en raison d'une facture impayée de 33 000 liras (13 150 €). Désormais, les villageois étaient confrontés au dilemme suivant : s'acquitter de la dette et se raccorder au réseau électrique national ou trouver une nouvelle source d'énergie, qu'ils pourraient maîtriser eux-mêmes.

Ils ont choisi d'abandonner le réseau et d'opter pour l'électricité éolienne, assurant ainsi leur approvisionnement énergétique futur et devenant l'un des villages les plus écologiques de Turquie.

Grâce à leur éolienne, les habitants d'Akbiyik sont autonomes en électricité.



Une décision soigneusement pesée

Les habitants et le chef du village d'Akbiyik se sont mis en quête de différentes sources d'énergie renouvelables avant d'opter pour l'énergie éolienne. Ils ont alors proposé un projet d'éolienne d'un montant de 160 000 liras au gouvernement de leur province, à Bursa. Les villageois ont contribué à hauteur de 20 000 liras, mais la plus grande partie des coûts initiaux a été prise en charge par l'administration provinciale de Bursa.

D'une puissance de 50 kW, cette turbine ne va pulvériser aucun record de production d'énergie éolienne. Elle a toutefois d'ores et déjà permis à Akbiyik de rembourser sa dette auprès de la compagnie d'électricité et, aujourd'hui, elle alimente une pompe à eau qui permet au village de rester totalement indépendant des services publics.

"Nous avons déjà remboursé notre dette à TEDAŞ et, sans devoir faire appel à aucune autre société, nous produisons librement notre électricité," confie Mustafa Çiçek, chef du village.

Le ton est donné pour le gouvernement

La turbine a fait ses premiers tours quelques jours avant l'annonce par le gouvernement turc d'un ambitieux nouveau programme national pour l'énergie éolienne. Dans le cadre de cette initiative,

la Turquie prévoit de concevoir et de produire des éoliennes elle-même plutôt que de faire appel à du matériel et à une expertise en ingénierie étrangers.

Bien que l'éolienne d'Akbiyik ne soit pas à 100 % turque, la décision du village montre que l'homme de la rue a une longueur d'avance sur le gouvernement turc en matière de solutions durables dans le domaine de l'énergie.

Retour à la tradition turque du respect de l'environnement

À la différence des autres éoliennes implantées en Turquie, détenues par des sociétés privées, celle d'Akbiyik appartient entièrement aux villageois, explique Kemal Demirel, secrétaire général du gouvernement provincial de Bursa. Pour l'avenir, M. Demirel table sur la mise en œuvre de projets similaires dans d'autres villages de la province.

En Turquie, la production durable d'énergie par la population n'a rien d'une nouveauté. L'année dernière, une mosquée du village de Büyükeceli a installé des panneaux photovoltaïques sur son toit, afin de protester contre un projet gouvernemental de construction de centrale nucléaire dans la région. Cette année, lors des premières compétitions aux énergies alternatives organisées à Izmir, le public a pu découvrir toute une gamme de véhicules fonctionnant à l'énergie solaire et à l'hydrogène construits par des étudiants et des professeurs d'université turcs.

La Turquie en pointe sur l'hydrogène

Pendant ce temps, l'International Centre for Hydrogen Energy Technologies (ICHET), projet de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), lançait l'un de ses projets pilotes sur l'île égéenne de Bozcaada. La production a démarré le 12 octobre 2011. Un toit photovoltaïque de 20 kW et une éolienne de 30 kW alimente une installation d'électrolyse, qui produit de l'hydrogène stocké sous pression, qui délivre à la demande de l'électricité à la maison du gouverneur et à l'hôpital, soit l'équivalent de la consommation de 20 foyers turcs.

Julia Harte

Initialement publié le 13 octobre 2011 sur www.greenprophet.com
Traduction de l'anglais par Gilles Chertier pour le Réseau "Sortir du nucléaire", reproduite ici dans une version remaniée.

Palestine : être autonome avec les énergies renouvelables

L'association Comet-ME (Community, Energy and Technology in the Middle-East) aide les populations palestiniennes les plus marginalisées par l'occupation israélienne à retrouver de l'autonomie dans leur vie quotidienne, en mettant en place avec elles des solutions de production d'énergie non connectées au réseau électrique, à partir des énergies solaire et éolienne. Bien qu'ayant paru (en anglais) en mars 2009, cet entretien avec Elad Orian, co-fondateur de COMET, garde toute son actualité. C'est pourquoi nous avons décidé de le traduire et de le publier aujourd'hui.

Par la production durable d'énergie pour les villages non raccordés au réseau, ce projet vise à rendre socialement et économiquement autonomes les populations palestiniennes de la région au sud du Mont Hébron. Il s'agit en effet de l'une des zones les plus pauvres et les plus marginalisées des territoires palestiniens sous contrôle israélien. Le projet est modeste, puisqu'Elad Orian et son partenaire Noam Dotan animent le projet COMET pendant leur temps libre, mais il a fait ses preuves. À l'été 2008, ils ont installé 20 systèmes solaires de leur fabrication dans le village de Susya, et organisé un atelier de construction d'éolienne pour les Palestiniens de toute la Cisjordanie.

Quelle est la situation des Territoires palestiniens dans le domaine des énergies renouvelables ?

Elad : Dans la zone A (sous contrôle civil et militaire complet des Palestiniens) et la zone B (sous contrôle militaire israélien et sous contrôle civil palestinien), il existe un fournisseur palestinien d'électricité, qui s'approvisionne lui-même en Israël. Cette société palestinienne exploite une petite centrale électrique, mais le reste de l'électricité vient d'Israël. En Palestine, les gens paient ainsi leur électricité jusqu'à trois fois plus cher. Il existe quelques miniprojets d'énergie renouvelable, mais assez peu.

Là où nous travaillons, des Allemands ont installé des panneaux solaires il y a une dizaine d'années. Cependant, ils ne sont pas restés pour assurer l'entretien et un grand nombre de ces systèmes ne fonctionnent plus. En fait, nous avons "cannibalisé" certains de ces systèmes pour nous procurer des panneaux solaires supplémentaires. Les panneaux proprement dits fonctionnent toujours, mais il faut remplacer les batteries tous les deux ou trois ans.



© Eduardo Soteras - 13/08/2008

Pourquoi avez-vous choisi le sud du Mont Hébron plutôt que d'autres secteurs des Territoires palestiniens ?

Elad : Le secteur sud du Mont Hébron est l'un des plus pauvres de la Palestine (avec la vallée du Jourdain), du moins en Cisjordanie. Cette grande pauvreté est due au fait que cette population vit dans la zone C (sous contrôle militaire et civil intégralement israélien). Non seulement Israël contrôle la région, mais ce contrôle est également civil. Ainsi, la moindre installation civile est interdite à cause de ce contrôle exercé par Israël. Vous êtes donc en présence d'une situation ridicule, mais terrible, où des lignes à haute tension passent au-dessus de certains villages, mais sans les desservir. Ou bien ils sont traversés par un énorme aqueduc, mais ne sont pas raccordés au réseau de distribution d'eau.

Habitant depuis de longues années à Susya, c'est la toute première fois que cet habitant allume une ampoule électrique dans sa tente.

Elad Orian (à droite) installe un panneau solaire avec l'aide de deux habitants de Susya.



© Eduardo Soteras - 13/08/2008

Il existe de nombreuses manières d'électrifier un village. Pourquoi une énergie renouvelable ?

Elad : Le raccordement au réseau électrique n'est pas le bon choix. C'est hors de question et cela n'arrivera pas à cause de la politique de l'occupation.

Sur le plan idéologique, nous préférons avoir une énergie renouvelable propre que ces générateurs qui rejettent de grandes quantités de CO2 et d'autres polluants.

Colonne de gauche : Un regroupement de tentes dans le village de Susya, au sud du Mont Hébron.



© Eduardo Soteras - 13/08/2008

En outre, il existe une technologie appropriée. Notre idée est d'utiliser la technologie de manière à rendre la population autonome. Il s'agit de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, plutôt que la rendre encore plus dépendante de choses sur lesquelles la population locale n'exerce aucun contrôle (prix du gazole, prix du fioul, prix du pétrole). Même si l'investissement initial est élevé, les systèmes renouvelables présentent l'avantage, une fois opérationnels, de rendre la population plus indépendante. Elle est mieux armée pour résister aux chocs extérieurs, aux aléas de la géopolitique, à toutes les choses sur lesquelles elle n'exerce aucun contrôle.

Le soleil se couche sur Susya...
et sa toute nouvelle
éolienne à axe vertical.



© Eduardo Soteras - 13/08/2008

Comment la population participe-t-elle au projet ?

Elad : C'est elle qui nous indique ce dont elle a besoin. Nous apportons seulement l'expertise technique. Le projet reste dans les mains des populations locales, au sens où ce sont elles qui prennent les décisions. Elles disposent d'un comité de village. C'est lui qui prend les décisions, qui hiérarchise les besoins et détermine exactement ce que nous allons construire. C'est un processus long. Avant chaque installation, nous partons à la rencontre de chaque communauté, de chaque foyer. Nous parlons à tout le monde. Nous nous assurons qu'ils tiennent vraiment au projet et comprennent ce qui se passe.

L'été dernier, vous avez terminé l'installation de systèmes autonomes fonctionnant aux énergies renouvelables dans vingt foyers du village de Susya. Comment cela s'est-il passé ?

Elad : L'opération a été un grand succès. Pour commencer, tous les systèmes fonctionnent. Surtout, l'entretien du système, du moins jusqu'à un certain point, sera assuré par les populations locales. Nous avons de très bonnes indications que c'est déjà le cas. Les gens réparent le système en cas de panne ou installent de nouveaux composants sans même faire appel à nous. Certaines familles ont déménagé et emporté le système et l'ont réinstallé à leur nouveau domicile. Elles n'ont pas eu besoin de notre aide, ce qui montre clairement qu'elles comprennent parfaitement le fonctionnement du système. Elles nous appellent si elles ont besoin de pièces de rechange.

Quelle est l'étape suivante pour votre organisation ?

Elad : Nous comptons poursuivre dans cette voie. En ce moment [2009], nous levons des fonds. Nous recherchons la structure formelle adéquate. Nous ne sommes pas encore certains de la direction à emprunter. Pour le moment, nous levons des fonds afin de pouvoir continuer dans d'autres communautés.

Compte tenu de l'état actuel du marché, l'électricité du réseau est bien moins chère que celle produite avec les sources d'énergie renouvelables. Alors pour le moment, nous nous concentrons sur les populations qui ne sont pas raccordées au réseau. Il y en a suffisamment en Palestine pour nous occuper encore longtemps.

Pour en savoir plus, et soutenir l'action de COMET en faisant un don, rendez-vous sur le site internet de l'association : www.comet-me.org

Il faut savoir aussi que, sur le plan purement technique, fournir un générateur diesel capable de fonctionner longtemps et d'alimenter tout un village n'est pas une mince affaire. Il ne s'agit pas d'un de ces petits générateurs que vous achetez à la quincaillerie du coin. Vous devez acheter de gros générateurs, qui tournent à bas régime. Alors si vous prenez tout en compte, cela vous reviendra probablement plus cher qu'un système renouvelable (et ce sera bien plus polluant). Le choix des énergies renouvelables s'est donc imposé logiquement.

Nous pouvons construire une bonne partie des éléments nous-mêmes, ce qui présente un double avantage : cela abaisse le coût et nous permet de travailler avec la population locale. A la fin du processus, elle n'a plus besoin de nous. Elle est en mesure de construire ses propres systèmes et le tour est joué.

Comment réagissent les populations avec lesquelles vous travaillez ?

Elad : [Ce projet] est très important pour elles. Nous fournissons des services de base que les Occidentaux tiennent entièrement pour acquis. Ce n'est pas leur cas. Pas parce qu'elles n'en veulent pas, mais parce qu'Israël le leur interdit.

Un vieux réfrigérateur abrite
désormais la batterie et l'inverseur
du système électrique de Susya.



© Eduardo Soteras - 13/08/2008

Entretien réalisé par Rachel Bergstein,

le 11 mars 2009

Initialement publié en anglais par
www.greenprophet.com

Traduit en français pour le Réseau "Sortir du nucléaire" par Gilles Chertier

En Allemagne, la révolution énergétique accélère la sortie de crise

[...] Député Vert au Bundestag, porte-parole de son groupe pour les questions énergétiques, Hans-Josef Fell est l'un des pères de la loi EGG sur les énergies renouvelables, en 2000, qui a permis l'explosion des énergies renouvelables en Allemagne. Dix ans après, il s'est trouvé un nouveau cheval de bataille : le plan de relance, dont les pays industrialisés ont besoin en ces temps de bérézina financière, doit être, selon lui, un plan de soutien aux énergies vertes. Le levier : un tarif de rachat réglementaire qui oblige les fournisseurs d'électricité à payer plus cher le courant produit par les éoliennes, panneaux solaires, barrages, et la biomasse.



"Les pays qui ne développeront pas les énergies renouvelables perdront la compétition économique, explique-t-il. Ceux qui en resteront aux hydrocarbures garderont tous les problèmes qui leur sont liés. Et ce raisonnement s'applique aussi au nucléaire. Regardez : les deux pays qui sont sortis en premier de la crise économique sont l'Allemagne et la Chine. Tous les deux sont bons en énergies renouvelables. C'est le seul secteur industriel en développement, et il tire derrière lui les industries conventionnelles : l'aluminium, le verre, l'acier pour la fabrication des panneaux solaires et des turbines d'éoliennes"

Il y a dix ans, la loi allemande a garanti aux producteurs d'énergies renouvelables un tarif de rachat préférentiel acquitté par les énergéticiens qui revendent le courant sur le réseau national. Depuis, l'Allemagne est devenue le leader mondial dans la production de panneaux photovoltaïques et l'un des plus gros producteurs d'éoliennes. En dix ans, 300 000 emplois ont été créés dans ce secteur. Ce sont des dispositifs similaires que la France et l'Espagne ont ensuite mis en place, et que leurs gouvernements revoient à la baisse aujourd'hui, estimant qu'ils leur coûtent désormais trop cher. "Mais la grosse différence avec nous, poursuit le député Vert, c'est que nos tarifs de rachats ne sont pas des subventions ! C'est une régulation. La distinction est très importante. Ce ne sont pas les contribuables qui doivent payer. C'est l'argent des compagnies. Cet argent-là, contrairement aux fonds publics, n'est pas rare." A la différence de la France, où EDF bénéficie toujours d'un monopole sur la distribution du courant, le marché de l'électricité en Allemagne est ouvert à la concurrence, et dominé par quatre acteurs historiques : les électriciens Eon, RWE, EnBW et le suédois Vattenfall.

Aux yeux du parlementaire Vert, "la loi sur les énergies renouvelables est un vrai programme de relance sans avoir à emprunter de l'argent public. Je suis très optimiste pour leur développement

industriel. Personne ne pourra l'arrêter". Ce qui n'empêche pas le gouvernement allemand de prévoir l'ouverture de nouvelles centrales au gaz et au charbon pour assurer son approvisionnement énergétique pendant sa période de sortie du nucléaire (fixée à 2022).

"Le privilège de ne pas apprendre"

Tous ne partagent pas cet enthousiasme débordant : "La vérité est que l'Allemagne se sort de cette crise grâce à son industrie, les énergies renouvelables font partie de notre tissu industriel, mais le cœur de la résistance de notre économie, c'est la force de ses industries de haute technologie en général", analyse Jürgen Trittin, député Vert et ancien ministre de l'Environnement du gouvernement Schröder.

Beaucoup partagent le constat que le choc est dur pour la vieille économie, et que les acteurs traditionnels du marché sont confrontés à ce qui finit par ressembler à une révolution des comportements. De plus en plus de consommateurs quittent leurs fournisseurs habituels d'électricité (l'un des quatre "grands") pour se tourner vers des fournisseurs "verts" locaux, ou un service municipal d'énergie. Ou bien encore, ils vivent dans une région qui entame une transition vers un mix énergétique "100 % renouvelable". Ces régions se sont constituées en mouvement, les régions à énergie 100 % renouvelable : www.100-ee.de

Au centre : "Le solaire, c'est clair !"



DR Une stratégie... dont la France serait avisée de s'inspirer !



Plus de trois millions d'Allemands sont ainsi passés à des fournisseurs d'électricité verts, observe Martin Janicke, universitaire, fondateur du centre de recherche sur les politiques environnementales de la Freie Universität de Berlin. Environ un quart de la population allemande aujourd'hui vit dans ce tissu de petites villes et villages rassemblés dans le réseau "100 % renouvelable".

En Allemagne, les sportifs s'engagent pour les renouvelables. La nageuse Britta Steffen, championne du monde en 2009 et double médaillée olympique en 2008, est ainsi l'ambassadrice de la campagne "100 % Erneuerbar" (100 % renouvelable).

Les électriciens traditionnels "restent dominants mais ont beaucoup perdu, poursuit le chercheur. Leurs marchés se rétrécissent, la concurrence se durcit". Les grandes compagnies d'électricité "ne se sont pas lancées immédiatement dans les énergies renouvelables" car "elles n'y croyaient pas du tout", "elles considéraient que les renouvelables resteraient marginales et n'étaient qu'un feu de paille", note Céline Marcy, chercheuse à l'Iddri, dans le nouveau numéro de la revue Global Chance — consacré à une comparaison de l'énergie en France et en Allemagne.

En 2011, après la fermeture des plus vieilles centrales nucléaires à la suite de l'accident de Fukushima, pour la première fois, les énergies renouvelables ont dépassé l'atome dans l'approvisionnement énergétique allemand.

Conseiller sur les politiques énergétiques depuis 1974, Martin Janicke, rencontré dans sa maison du quartier aux rues pavées et aux jardinets verdoyants des alentours de la Freie Universität, au sud de Berlin, soupire : "Nous avons perdu tellement de temps... Pourquoi ? la science politique nous enseigne que les puissants ont le privilège de ne pas apprendre. Ils n'ont pas besoin de réfléchir puisqu'ils dominent. Les gros électriciens en situation d'oligopoles sont comme un tank : ils peuvent être stupides et aveugles puisqu'ils écrasent tout sur leur passage. Mais quand le réservoir d'essence est vide, ils ne peuvent plus avancer. Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est un véritable changement de paradigme."

Colonne de droite :
Action de Greenpeace
Deutschland. Sur la banderole :
"L'Allemagne est renouvelable !"

L'Allemagne prévoit
désormais de fermer son
dernier réacteur en 2022.



l'eurodéputé luxembourgeois Claude Turmes, éminent spécialiste des énergies renouvelables, il existe une analogie entre ces bouleversements énergétiques et la chute de l'industrie du disque avec l'avènement d'internet et du format numérique : "Ces énormes entreprises sont aussi très fragiles." Quelque chose comme la fin d'un ordre économique.

Multiplication des panneaux solaires sur les toits des logements, des grandes surfaces, des bâtiments publics, construction de parcs éoliens sur d'anciens champs agricoles, ouverture d'usines de biogaz... "Aujourd'hui en Allemagne, beaucoup de gens sont producteurs d'électricité : des propriétaires, des entreprises locales, des services municipaux...", énumère Hans-Josef Fell. Même Greenpeace est devenue producteur d'énergie, avec une petite unité à but non lucratif.

Avec les premières directives européennes de libéralisation du marché européen de l'énergie, E-On a mis en vente une partie du réseau qu'il possédait. Et avec la fin des concessions sur les réseaux locaux d'électricité (mais aussi pour l'eau et le gaz), des communes se sont portées acquéreurs pour un ensemble de raisons : plus d'autonomie énergétique, maîtrise des coûts, développement économique. En municipalisant leur courant, des petites villes s'associent et mutualisent leurs investissements, choisissent — ou non — des sources renouvelables d'électricité, tout en continuant à s'approvisionner au réseau si nécessaire.

"C'est une alternative claire au vieux modèle oligopolistique carbo-nucléaire", pointe Martin Janicke, pour qui "derrière la révolution technologique et le boom économique, il y a l'innovation sociale : le changement de mentalités et de comportements des gens. C'est très important, c'est un mouvement populaire, local et qui se développe très vite." Un mouvement parti de la base de la société avant d'en atteindre le sommet. "Rien de cela ne peut se comprendre sans prendre en compte la forte poussée du mouvement écologiste en Allemagne, poursuit Janicke, selon un sondage de 2004, 8,4 % de la population disent appartenir à une organisation écologiste. C'est autant que les syndicats."



Désormais, "vous pouvez choisir votre "portfolio énergétique" sur internet", remarque Lutz Mez, spécialiste des politiques énergétiques et ancien directeur du centre sur les politiques environnementales de la Freie Universität. D'ailleurs, pour

"Nouvelles opportunités pour les citoyens"

L'une des pionnières de cette évolution fut la petite ville d'Ostritz, 3000 habitants, en Saxe, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, qui a redémarré un vieux barrage désaffecté sur le fleuve Neisse et se fournit désormais presque entièrement à 100 % en énergie verte.

En 2007, la compagnie électrique municipale d'une ville bien plus grande, Kassel (Cassel), 200 000 habitants, a abandonné son contrat avec Eon, alimenté à partir de charbon et de nucléaire, pour le suédois Vattenfall, distributeur d'énergie renouvelables. En 2009, la production à partir de biomasse (chauffage au bois essentiellement) en Bavière a atteint 5,2 % de la production totale d'énergie.

Dans la région de Harz, à l'est de l'Allemagne, le projet RegModHarz ambitionne de fournir 250 000 personnes en courant produit localement à partir d'éolien, solaire, hydro et biomasse. Sa principale innovation repose sur un système d'usine "virtuelle" permettant de stocker le surplus. Le centre névralgique de cette expérimentation est la petite ville de Dardesheim, 1000 habitants, qui réussit à produire 50 millions de kWh d'énergie renouvelable, soit 40 fois la quantité qu'elle consomme. Les habitants investissent dans les parcs éoliens. Un gros festival de rock s'y tient l'été. Ils ont reçu la visite d'une délégation indienne.

Dans la Forêt-Noire, la commune de Freiamt, qui regroupe 4300 personnes de différents villages, aux activités essentiellement agricoles, est sur la voie de devenir auto-suffisante en énergie, grâce à la combinaison d'éoliennes, de panneaux photovoltaïques, d'hydro et de biomasse, au point de parvenir à en faire une lucrative activité de vente à des clients extérieurs. Et il y a l'expérience de la "Kombikraftwerk de Kassel" qui entend prouver que l'Allemagne pourrait satisfaire tous ses besoins par les renouvelables (www.kombikraftwerk.de).

Ce mouvement de réappropriation collective de l'énergie bute pourtant sur un gros obstacle : la hausse des prix. Les tarifs de l'électricité ont augmenté de 60 % en Allemagne depuis dix ans. "Les compagnies ont la liberté de fixer les prix qu'elles veulent, explique Lutz Mez, le résultat,

c'est qu'ils ont augmenté pour les consommateurs mais pas pour les entreprises. C'est le contraire de ce que voulait l'Union européenne. Les quatre "grands" ont fait 20 milliards d'euros de profits cumulés l'année dernière."

Cet alourdissement phénoménal de la facture d'électricité des Allemands incite d'autant plus à prendre des mesures d'économie d'énergie. Le gouvernement allemand vient d'abaisser les tarifs de rachat dans le solaire. Les coûts de production se sont tellement effondrés (et donc la rentabilité a progressé à proportion) que même le BEE, la fédération des énergies renouvelables, s'en réjouit... "Nous ne voulons pas être une industrie subventionnée ad vitam æternam. Nous voulons la meilleure technologie, la moins chère possible", explique Daniel Kluge, porte-parole du BEE.

A la demande d'Angela Merkel, la commission d'éthique sur l'approvisionnement énergétique, où figurent des sommités intellectuelles comme le sociologue Ulrich Beck, a rendu un rapport sur le tournant énergétique allemand en mai. Il conclut sur l'idée que "la sortie du nucléaire est un défi extraordinaire, et une source de nouvelles opportunités pour les citoyens pour participer à la prise de décision de façon décentralisée".

Dans l'Allemagne de l'après-Fukushima, les discours de l'entrepreneuriat écologique et de la démocratie participative se mêlent dans un mélange troublant pour les oreilles françaises. En se focalisant sur la défense du service public de l'énergie depuis dix ans, la gauche française a délaissé la réflexion sur la décentralisation de son réseau d'électricité, son ouverture aux acteurs locaux et aux préoccupations écologiques. Elle n'a pas vu les perspectives démocratiques qu'ouvriraient, chez son voisin allemand, les esquisses de décentralisation des moyens de production et de distribution du courant. Ce serait un formidable débat à lancer dans la campagne présidentielle française de 2012.

Jade Lindgaard

Publié le 25 octobre 2011 par Médiapart, www.mediapart.fr



© Erneuerbare Energien Agentur

Une salariée de l'industrie solaire allemande. Le pays a déjà créé 370 000 emplois dans les renouvelables.



© Goldman Environmental Prize

Ursula Sladek, antinucléaire et récipiendaire du Goldman Environmental Prize, bouleversée par Tchernobyl, a fondé EWS (la compagnie électrique de Schönau), qui fournit 100 000 foyers en électricité renouvelable. (<http://www.ews-schoenau.de/>)

Désarmement nucléaire

Vers des scénarios de sécurité non-nucléaire

Pour la première fois, le nucléaire est un des principaux enjeux d'une campagne électorale. Si ce n'est que seul le nucléaire "civil" est à l'affiche alors que le nucléaire militaire reste le grand absent !

Comment expliquer cette "omerta" ?

Si le nucléaire - au niveau de son fonctionnement, des risques, des conséquences en termes sanitaires ou environnementaux - est un, pour autant les enjeux du "civil" et du "militaire" sont différents et ne peuvent être confondus...

En effet, la sortie du "nucléaire civil" fait appel à une remise en cause de notre mode de consommation énergétique (sobriété, efficacité, innovation, alternative...), tandis que l'élimination des armes nucléaires renvoie à une remise en cause fondamentale de l'organisation de la sécurité au niveau international. Nous ne sommes pas face à une modification de moyens utilisés, mais bien face à un changement complet de paradigme sociétal.

"L'arme nucléaire apparaît comme le marqueur ultime de la puissance, rejetant tous ceux qui ne la possèdent pas dans une catégorie indifférenciée et subalterne et conférant à ses détenteurs une prééminence nouvelle dans la distribution de la puissance", note le chercheur Pierre Buhler dans un brillant ouvrage sur La puissance au XXI^e siècle².

D'une part, la possession d'une telle arme de destruction massive ne peut qu'indisposer les États disposant des ressources humaines, financières et scientifiques pour maîtriser la technologie nucléaire et qui aspirent aussi à exercer un leadership au niveau régional, voire même international, à l'égal du "club des Cinq", c'est-à-dire les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto, à savoir États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France. Ces derniers, après avoir accédé au rang de puissance nucléaire, ont fermé la porte derrière eux, via le TNP (Traité de Non-Prolifération nucléaire), avec, il faut le reconnaître, une certaine efficacité... Seuls quelques États ont pu, durant les soixante dernières années, acquérir cette arme : Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord... et demain l'Iran ?

D'autre part, contrairement aux affirmations maintes fois répétées par les dirigeants politiques de tout bord, l'arme nucléaire n'est pas facteur de sécurité. Au fil de son histoire, elle a plutôt été un élément de déstabilisation, voire même un déclencheur de crises : de celle de Cuba en 1962, à l'Iran aujourd'hui, en passant par la crise des euro-missiles de la fin des années 1980, sans oublier l'Irak... Sans oublier non plus les différentes populations qui subissent les conséquences des quelques 2 000 explosions nucléaires qui ont contaminé des zones entières, que ce soient au Kazakhstan, au Sahara, dans le Pacifique, etc.

Sortir du nucléaire militaire

La prise d'otages n'a jamais été une méthode produisant de la sécurité. Elle est même qualifiée d'acte terroriste justement par ceux-là mêmes qui avec leurs armes nucléaires prennent en otages des populations entières par leur stratégie dite de dissuasion.

Les zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN), actuellement au nombre de six, couvrant une large partie de la planète, sont un exemple de mise en place d'une dynamique de renforcement de la sécurité.

D'autres exemples peuvent être cités comme l'OSCE, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui regroupe 56 États. Mais la faiblesse des moyens alloués - par manque de véritable volonté politique - limite ses capacités d'instrument de prévention des conflits.

En fait, à l'instar du scénario de transition énergétique négaWatt, il est indispensable, d'une part, d'élaborer un "scénario pour une sécurité non-nucléaire" qui mette en avant la coopération en lieu et place de la compétition, qui démilitarise la sécurité, et d'autre part, que le débat sur la sortie du nucléaire englobe également la dimension militaire...

Patrice Bouveret

Observatoire des Armements
patricebouveret@obsarm.org



© Pascal Orlat

Notes :

1 : C'est pourquoi le Réseau "Sortir du nucléaire" et Armes nucléaires STOP ! ont lancé la campagne "Désarmement nucléaire 2012" : <http://campagne2012desarmementnucléaire.org>

2 : Pierre Buhler, La puissance au XXI^e siècle. Les nouvelles définitions du monde, CNRS éditions, 2011, p. 75.



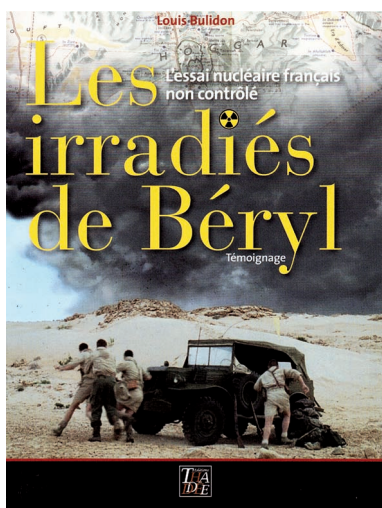
Essais nucléaires

Un thème auquel l'édition s'intéresse enfin

Alors que durant de nombreuses années, quasi seuls les ouvrages de Bruno Barrillot abordaient la question des essais nucléaires et de leurs conséquences, le champ éditorial semble s'ouvrir un peu à ce sujet grave.

Des irradiés de Béryl...

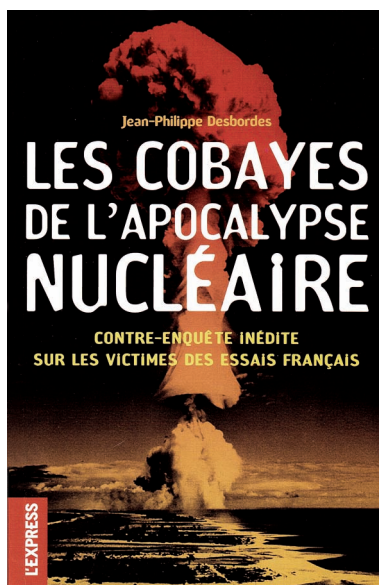
Tous les essais nucléaires peuvent être considérés comme des accidents, au vu de leurs conséquences et de la quantité d'éléments radioactifs libérés dans l'atmosphère. Mais parmi les 17 essais réalisés par la France dans le Sahara algérien, celui réalisé le 1er mai 1962 est la "mère" de tous les accidents ! Il s'agit d'un essai réalisé à flanc de montagne dans une galerie creusée dans le Tan Affela. Deux ministres étaient présents ce jour-là, donc pas question qu'ils repartent bredouilles même si le vent soufflait en direction de zones habitées ! L'essai a lieu, mais rien ne se passe comme prévu. La montagne se fissure, la radioactivité s'échappe. C'est la panique. Le 1er mai 1962 et dans les jours qui ont suivi, plusieurs milliers de personnes ont reçu de fortes doses radioactives, voire mortelles pour certains. Scientifique du contingent, le témoignage de Louis Bulidon — complété notamment par les apports de Raymond Sené — constitue une pièce importante dans le procès en responsabilité conduit par les victimes à l'encontre de l'armée.



... aux cobayes de l'apocalypse nucléaire

"La démesure du risque nucléaire et la plus-value de pouvoir que procure une bombe atomique provoquent l'inconscience de ses promoteurs" qui "probabilisent" le risque d'accident", explique Jean-Philippe Desbordes. Cela explique

que, tant les militaires que les dirigeants, acceptent d'exposer les personnels et les populations riveraines, tout en essayant de contrôler l'information sur la réalité de l'ampleur des contaminations... La prise de parole des "vétérans de l'apocalypse" vient toutefois déranger leur discours bien rodé. Cet ouvrage, à partir des témoignages, de divers documents, retrace les conditions dans lesquelles se sont déroulés les essais et la réalité du prix humain qu'ont eu à payer les vétérans, leurs familles et les populations environnantes.



La bombe et les hommes

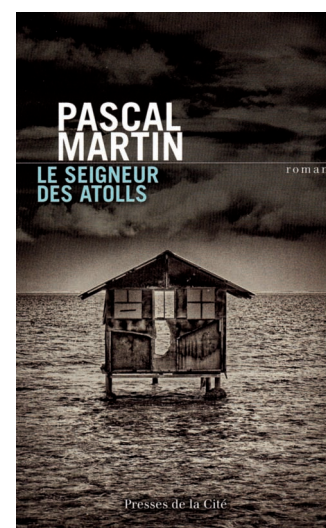
Physicienne, longtemps chercheuse à l'Inserm, Aleksandra Kroh nous raconte l'histoire de ces hommes qui ont conçu la bombe depuis le début de l'aventure atomique jusqu'à aujourd'hui, consacrant une large part de son ouvrage à ceux qui en ont souffert dans leur chair, à toutes les victimes des explosions nucléaires, qu'elles soient japonaises, chinoises, kazakhes, polynésiennes ou nomades du Sahara... Malgré l'oubli surprenant d'Israël dans cet ouvrage, celui-ci opère une mise en perspective historique instructive des enjeux et des conséquences de la bombe, n'oubliant pas "ces hommes qui occultèrent les méfaits de la bombe, avant de les reconnaître du bout des lèvres et de songer à les réparer".

Le seigneur des atolls

Changement de registre : Pascal Martin, journaliste et fin observateur, utilise le roman pour nous faire découvrir quelques fondamentaux de la société tahitienne, que l'arrivée de la "civilisation de l'atome" est venue complètement révolutionner... Était-il possible de préserver toute une culture de la contamination nucléaire et des dérives mercantiles ? Un roman aux nombreuses clefs, indispensables pour qui veut comprendre les dégâts irréversibles de la bombe en Polynésie.

Patrice Bouveret

Observatoire des Armements



Les irradiés de Béryl. L'essai nucléaire français non contrôlé

Témoignage

Louis Bulidon, Éditions Thaddée, 2011, 172 pages, 20 €

Les cobayes de l'apocalypse nucléaire

Jean-Philippe Desbordes, Éditions L'Express, 2011, 272 pages, 18 €

La bombe et les hommes

Aleksandra Kroh, Éditions Belin, coll. Pour la science, 2011, 176 pages, 18 €

Le seigneur des atolls

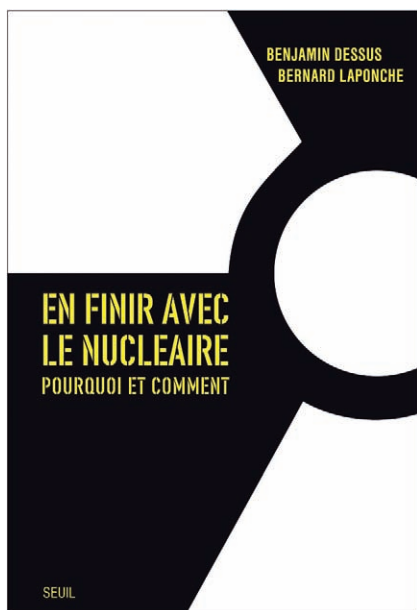
Roman. Pascal Martin, Presses de la Cité, 2011, 528 pages, 22 €

À livres ouverts...

Comme à chaque numéro, nous partageons avec vous nos impressions sur quelques-uns des livres que nous avons reçus ces derniers mois.

En finir avec le nucléaire Pourquoi et comment

Benjamin Dessus et Bernard Laponche, Éd. Seuil, octobre 2011, 174 pages, 13 €. À commander sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 16,50 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.



Dans ce livre, les deux experts reconnus ès-questions énergétiques que sont Benjamin Dessus et Bernard Laponche livrent leur analyse des raisons pour lesquelles il faut en finir avec l'énergie nucléaire, et proposent une stratégie de sortie du nucléaire en France sur une période de 20 ans, le dernier réacteur fermant en 2031. Ce plan de sortie est décrit de façon didactique, et s'accompagne d'éléments d'appréciation économiques, d'un vif intérêt.

Le livre apporte des éclairages précieux sur certains thèmes : les coûts du nucléaire, actuellement et dans la perspective de sa continuation ; l'histoire de la prospective énergétique et le lent changement de paradigme dans ce champ d'études, qui voit aujourd'hui émerger enfin l'étude de la demande comme prioritaire sur l'étude de la production d'énergie.

Xavier Rabilloud

RT 2012 et RT existant Réglementation thermique et efficacité énergétique

D. Molle et P-M. Patry, Éd. Eyrolles, septembre 2011, 180 pages, 9 € en librairie

La première réglementation thermique voit le jour en 1974. Elle ne cible alors que les bâtiments neufs d'habitation. Les réglementations successives (1988, 2000 et 2005) en viennent à concerner les bâtiments résidentiels et non-résidentiels ainsi que la rénovation. Elles proposent des matériaux plus performants avec une consommation d'énergie constamment réduite. Aujourd'hui, par ses exigences, la RT 2012 implique une montée en puissance des équipements énergétiquement performants et permettant de valoriser les énergies renouvelables.

Elle est cependant critiquée par l'Institut pour la Conception Environnementale du Bâti, qui lui reproche de manquer de solutions passives et d'assurer la pérennité du tout électrique. Le mode de calcul de la consommation électrique ne reflète pas du tout la consommation réelle d'un bâtiment. De plus, le coefficient d'équivalence de l'électricité en énergie primaire pénalise les énergies renouvelables au profit de solutions peu performantes.

Ce petit manuel rend compréhensible à tous cette RT 2012... en attendant la RT 2020, dont l'objectif affiché est le bâtiment à énergie positive.

Benoît Cachard



Les pollutions électromagnétiques

Frédéric Séné, Éd. Eyrolles, octobre 2009, 131 pages. À commander en ligne (<http://boutique.sortirdunucleaire.org>) ou en envoyant un chèque de 12,50 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.



Les champs électromagnétiques sont une pollution générée par tous nos appareils électriques (éclairage, électroménager, ordinateur... sans oublier le téléphone portable !) ainsi que par notre installation d'électricité (câbles, prises). Invisibles, silencieuses et ne générant, la plupart du temps, ni malaise ni douleur immédiate (sauf pour les personnes dites "électrosensibles"), nous n'avons pas toujours conscience des dangers que ces ondes nous font courir à long terme.

Ce petit guide explique ce que sont ces ondes, d'où elles proviennent et comment s'en protéger. Pour ce qui concerne les installations électriques, il est possible de réduire ces champs en réalisant dans son logement une installation bio-compatible ou biotique. Pour ce qui est des appareils électriques, la solution proposée est bien souvent l'éloignement de la source. Pas toujours facile lorsqu'il s'agit du sèche-cheveux !

Mais prenons les choses bien au sérieux. Le rapport Bio-Initiative, résumé par le Criirem (Centre de Recherche et d'Information Indépendant sur les Rayonnements ElectroMagnétiques non

ionisants) à la fin de l'ouvrage, donne froid dans le dos. De multiples troubles neurologiques ainsi que des tumeurs cérébrales pourraient avoir pour origine les champs électromagnétiques. Malheureusement, peu d'études sont réalisées et les normes actuelles ne suffisent pas à protéger la santé publique.

Delphine Boutonnet

Journal d'Apocalypse Le Français de Fukushima

*Philippe Nibelle, Éd. du Rocher, mai 2011,
192 pages, 17 € en librairie*

D'abord, on se laisse porter par l'histoire, au début de l'année 2011, celle de Philippe Nibelle, professeur de français au Japon. Et puis quelque chose vous met mal à l'aise : il ne s'agit pas d'une histoire mais de la vie, celle de dizaines de millions d'habitants du Japon à qui on avait dit, à eux aussi, qu'il n'y avait pas de risque. La vie d'un peuple meurtri par deux bombes atomiques et qui subissent aujourd'hui les conséquences d'une catastrophe nucléaire civile dans leur pays. C'est que Fukushima est survenue, le 11 mars 2011.

Comme beaucoup d'autres, Philippe Nibelle a fait le choix de rester au Japon, près des siens. Il a témoigné pendant des semaines sur les radios et télévisions françaises, transmettant le peu de données qu'il réussissait à glaner.

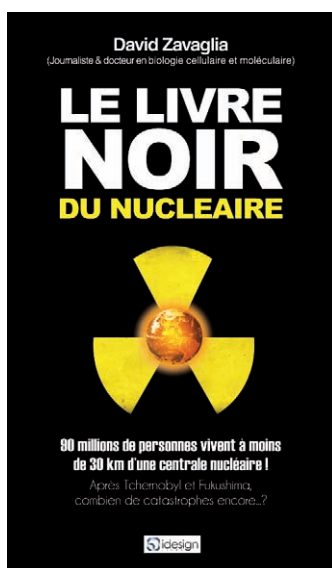
Ce Journal d'apocalypse n'est pas un texte technique sur les catastrophes de mars 2011, mais le récit de la vie courante d'un peuple qui continue à vivre. Pour ne pas oublier que, plus que le drame d'une nation, c'est le drame d'individu-e-s qui continue, sans bruit, à se jouer.

Anne-Sophie Cordoeiro



Le livre noir du nucléaire

*David Zavaglia, Ed. Qi Design,
août 2011, 300 pages, 18,90 € en librairie*



La catastrophe de Fukushima a-t-elle permis de réveiller les consciences d'un plus grand nombre ? C'est le point de départ de ce Livre noir du nucléaire. Son auteur, David Zavaglia est expert en biologie cellulaire et moléculaire. Il travaille sur la vulgarisation scientifique à la télévision et dans la presse écrite. Dans un langage accessible à tous, il permet à chacun de se faire une idée claire sur les dangers de cette énergie mortifère et les raisons réelles de sa mise en place.

Tchernobyl, Fukushima... et les autres ! Il part des ces catastrophes ou accidents, connus et moins connus pour poser les bases d'une réflexion sur les risques, le pouvoir et le futur sacrifié. Construit quasiment sous forme d'un catalogue, sans concession, avec peu d'émotion, très factuel, ce livre permet à chacun de se faire sa propre opinion. À lire absolument par tous ceux qui avant le 11 mars dernier croyaient encore que le nucléaire pouvait avoir une place dans notre société.

Anne-Sophie Cordoeiro

Requiem nucléaire

*Hugues Henri, Éd. Paulo Ramand,
avril 2010, 306 pages, 18 € en librairie*

À travers l'itinéraire croisé de Luc, Bernard et Leila, trois militants antinucléaires ayant participé à la mobilisation contre le surgénérateur Superphénix, ce roman permet de (re)découvrir les méandres de l'industrie nucléaire.

Il revient sur différents scandales des 40 dernières années : accident caché de Palomares en Espagne, essais militaires français dans le Pacifique, mensonge sur le nuage de Tchernobyl, accident de Tokai-Mura au Japon, été noir du nucléaire français en 2008... Partant de la relance du retraitement du combustible nucléaire usé étranger dans les années 2000 et de l'accident à l'usine ATPu de Cadarache, il met en lumière la filière du plutonium et ses implications, ainsi que la mobilisation et les nombreuses actions des associations antinucléaires contre cette industrie. Toute ressemblance avec des personnes ayant existé est totalement fortuite...

Laura Hameaux



L'homme est-il bon ? En ragoût peut-être...

*Jacques Penin, Éd. Persée,
2010, 304 pages, 19,50 € en librairie*

Concluons cette rubrique en mentionnant ce recueil de nouvelles. Parmi la vingtaine de récits qu'il rassemble, l'auteur imagine en quarante pages l'un des scénarios du possible pouvant aboutir au déclenchement d'une catastrophe nucléaire à la centrale du Bugey, à moins de 40 km de Lyon. Nous n'en dévoilerons pas plus ici pour ne pas déflorer le suspense ! À l'heure où Jacques Repussard, directeur de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire, estime qu'après Fukushima, il faut "imaginer l'imaginable", le secours de la fiction n'est pas à négliger...

Xavier Rabilloud

